



**Nos forces réunies**

Actualisation A.02 : éléments  
financiers au 30 juin 2004  
de Crédit Agricole S.A.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

● <b>Responsable du document de référence et de l'actualisation et attestation</b>	2
● <b>Responsables du contrôle des comptes</b>	2
● <b>Attestation des Commissaires aux comptes</b>	3
● <b>Evolution récente</b>	6
Rapport de gestion de Crédit Agricole S.A. sur le premier semestre 2004	6
● <b>États Financiers</b>	33
Comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2004	34
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.	68
Extrait des Comptes individuels de Crédit Agricole S.A. (société mère)	69
● <b>Autres informations</b>	76
Organes d'administration et de direction	76
Capital	77
● <b>Table de concordance AMF</b>	78

## Responsable du document de référence et de l'actualisation

Monsieur Jean Laurent, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

## Attestation du responsable

« À ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Fait à Paris le 14 septembre 2004

Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A.  
Jean Laurent

## Responsable de l'information

Patrice Vincent  
Responsable du service Synthèse et information financière  
Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A.  
Tél. : 01 43 23 56 68

## Responsables du contrôle des comptes

### Titulaires

Barbier Frinault et Autres  
Ernst & Young

PricewaterhouseCoopers Audit

Société représentée par Valérie Meeus

Société représentée par Gérard Hautefeuille

41, rue Ybry,  
92576 Neuilly-sur-Seine cedex

32, rue Guersant  
75017 PARIS

### Suppléants

Alain Grosmann

Pierre COLL

41, rue Ybry,  
92576 Neuilly-sur-Seine CEDEX

34, place des Corolles  
92908 Paris la Défense Cedex

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans et renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

Barbier Frinault et Autres représenté par Valérie Meeus est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Le Cabinet Alain LAINE, représenté par Alain Laine, avait été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994. Il a audité et certifié les comptes individuels et consolidés de Crédit Agricole S.A. pour les exercices clos les 31 décembre 2001, 2002 et 2003. Son mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2004.

Le Cabinet Mazars et Guerard avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994. Son mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2004.

Ont été nommés, en remplacement, par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2004, les Commissaires aux comptes suivants :

PricewaterhouseCoopers Audit, commissaire aux comptes titulaire,

Pierre Coll, commissaire aux comptes suppléant,

pour la durée restant à courir des mandats des deux Commissaires aux comptes précités, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

## Avis des commissaires aux comptes sur l'actualisation du document de référence

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole S.A. et en application du règlement COB n°98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le document de référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro R.04-073, son actualisation A01 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 juin 2004 et son actualisation ci-jointe.

Ces documents ont été établis sous la responsabilité de Monsieur Jean Laurent, directeur général de Crédit Agricole S.A. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'ils contiennent portant sur la situation financière et les comptes.

Le document de référence a fait l'objet d'un avis de la part des cabinets Barbier Frinault & Autres-Ernst & Young et Alain Lainé en date du 4 mai 2004, dans lequel ils avaient conclu que, sur la base des diligences effectuées, ils n'avaient pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans le document de référence.

L'actualisation A01 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 juin 2004 a fait l'objet d'un avis de notre part en date du 17 juin 2004, dans lequel nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans le document de référence et son actualisation.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- à vérifier qu'il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date des avis rappelés ci dessus, de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes et n'ayant pas fait l'objet d'une actualisation, contenues dans le document de référence et l'actualisation A.01,
- à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans l'actualisation et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans cette actualisation, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. La présente actualisation ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

### Comptes individuels de Crédit Agricole S.A.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2003, arrêté par le Conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de la part des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé selon les normes professionnelles applicables en France. Le rapport d'examen limité des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé comporte des observations, qui, sans remettre en cause la conclusion, attire l'attention des actionnaires sur les points exposés dans la note 2.2 de l'annexe concernant :

- le changement de méthode relatif à l'application de la méthode d'étalement des frais d'émission des dettes représentées par un titre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003,
- les conditions de mise en œuvre du règlement CRC 2002-03 relatif au traitement comptable des risques de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière et du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2003, arrêtés par le Conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, ont fait l'objet d'un audit de la part des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé, selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve. Le rapport des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003 comporte une observation, qui, sans remettre en cause l'opinion exprimée, attire l'attention des actionnaires sur les points exposés dans la note 2 de l'annexe concernant :

- le changement de méthode relatif à l'application de la méthode d'étalement des frais d'émission des dettes représentées par un titre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003,

- les changements de méthodes comptables résultant de l'application des règlements CRC n°2002-03 relatif au traitement comptable des risques de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière et CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004, arrêtés par le Conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

#### Comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2003, arrêté par le Conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de la part des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé selon les normes professionnelles applicables en France. Le rapport d'examen limité des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé comporte des observations, qui, sans remettre en cause la conclusion, attirent l'attention des actionnaires sur les points exposés :

- dans la note 2.1 de l'annexe concernant :
  - le changement de méthode relatif à l'application de la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission des dettes représentées par un titre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003,
  - les conditions de mise en œuvre du règlement CRC 2002-03 relatif au traitement comptable des risques de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière et du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs,
- dans la note 2.1 de l'annexe et dans la note au bas du compte de résultats consolidés concernant la méthode de présentation de la contribution du groupe Crédit Lyonnais au compte de résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. ; la contribution du résultat du groupe Crédit Lyonnais figure pour sa totalité sur la ligne « Quote-part des résultats des entreprises mises en équivalence ».

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2003, arrêtés par le Conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, ont fait l'objet d'un audit de la part des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé, selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve. Le rapport des cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003 comporte une observation, qui, sans remettre en cause l'opinion exprimée, attire l'attention des actionnaires sur les points exposés dans la note 2.1 de l'annexe qui expose :

- le changement de méthode relatif à l'application de la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission des dettes représentées par un titre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003,
- le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable des risques de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière,
- le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs pour les activités bancaires et d'assurance.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004, arrêté par le Conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

#### Comptes consolidés pro forma de Crédit Agricole S.A.

Les comptes pro forma couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2003 et les comptes pro forma couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003 établis sous la responsabilité de Monsieur Jean Laurent, Directeur Général de Crédit Agricole S.A., ont fait l'objet d'un examen par les cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé selon les normes professionnelles applicables en France.

Au terme de ces examens qui ont fait l'objet de rapports, les cabinets Barbier Frinault & Autres - Ernst & Young et Alain Lainé n'ont pas relevé d'élément de nature à remettre en cause le caractère raisonnable des conventions retenues pour présenter l'ensemble des opérations liées à l'acquisition du groupe Crédit Lyonnais au cours du deuxième trimestre 2003 dans les comptes pro forma, leur traduction chiffrée de ces conventions et la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des comptes intermédiaires et annuels consolidés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2003 et au 31 décembre 2003.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans le document de référence, son actualisation A.01 et cette actualisation.

Concernant les informations pro forma contenues dans la présente actualisation du document de référence, nous rappelons que ces informations ont vocation à traduire l'effet sur des informations comptables et financières historiques de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée, d'une opération ou d'un événement donné.

Elles ne sont toutefois pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 14 septembre 2004

## Les Commissaires aux Comptes

**PRICewaterhouseCOOPERS AUDIT**

**BARBIER FRINAULT & AUTRES  
ERNST & YOUNG**

**Gérard Hautefeuille**

**Valérie Meeus**

# Rapport de gestion de Crédit Agricole S.A.

## sur le premier semestre 2004

Dans un contexte économique de reprise encore contenue au plan européen et un climat des affaires encore hésitant, les résultats du Groupe pour le premier semestre 2004 enregistrent une forte progression par rapport à ceux du premier semestre 2003.

Le résultat net part du Groupe atteint 1 075 millions d'euros et 1 533 millions d'euros avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement, en hausse de 43,7 % sur celui du premier semestre 2003. Le ROE annualisé s'établit à 13,25 %.

L'ensemble des métiers contribuent à cette croissance. La banque de proximité et les services financiers spécialisés poursuivent leur dynamique commerciale et de résultats ; les activités d'assurances et de gestion d'actifs enregistrent des performances remarquables ; les résultats de la banque de financement et d'investissement progressent grâce notamment à une forte baisse des charges et du coût du risque ; la banque de détail à l'étranger améliore sa contribution.

Ces très bons résultats confirment la validité des choix retenus pour l'intégration du Crédit Lyonnais dans le Groupe. Le réseau du Crédit Lyonnais ainsi que les Caisses régionales ont continué et même accéléré leur développement, contribuant ainsi au succès des filiales dont ils distribuent les produits et services et qui affichent une croissance forte de leur activité et de leurs résultats alors même qu'elles ont fait l'objet sur la période d'une profonde réorganisation.

Le calendrier annoncé pour les rapprochements juridiques des filiales a été respecté ; l'essentiel des opérations prévues étant aujourd'hui réalisé. Les synergies acquises au 30 juin sont en ligne avec les objectifs.

## Présentation des états financiers du groupe Crédit Agricole S.A.

Pour Crédit Agricole S.A, 2004 est l'année de la mise en œuvre opérationnelle du processus d'intégration des activités du Crédit Lyonnais dans le Groupe. Cette intense réorganisation a été menée à bien.

La construction du nouveau Groupe avance conformément au calendrier annoncé et la quasi-totalité des nouvelles structures juridiques a été créée. Ainsi, ont été réalisées, au cours du premier semestre 2004, les fusions juridiques de la quasi-totalité des entités :

- dans le crédit à la consommation, Sofinco a absorbé, fin mars, Finalion, la filiale dédiée du Crédit Lyonnais ;
- l'apport d'actifs de la banque de financement et d'investissement du Crédit Lyonnais à Crédit Agricole Indosuez a donné naissance, le 30 avril 2004, à Calyon, Corporate and Investment Bank. Cet apport d'actifs a été réalisé avec

effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;

- dans le domaine du crédit-bail, les sociétés des groupes Lixxbail et Slibail ont été intégrées au sein du groupe Ucabail le 27 mai ;
- dans les métiers d'assurances de personnes, les filiales de Crédit Agricole S.A, PREDICA, et du Crédit Lyonnais, l'Union des Assurances Fédérales (UAF), ont été fusionnées le 30 juin (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004) au sein d'une nouvelle entité Predica Assurances de personnes.

Par ailleurs, en gestion d'actifs, CA-AM et CLAM ont fusionné le 1<sup>er</sup> juillet pour créer Crédit Agricole Asset Management (CAAM, 2<sup>ème</sup> du nom) et la fusion des filiales spécialisées en gestion quantitative, CPR-AM et ABF CM, est effective depuis le 2 juillet.

S'agissant de réorganisations d'activités au sein du Groupe, ces opérations de rapprochement n'affectent pas le périmètre de consolidation.

## Évolution du périmètre de consolidation

Au 30 juin 2004, le périmètre de consolidation comprend 368 filiales et participations.

Depuis le 31 décembre 2003, le périmètre du Groupe a peu évolué.

Il s'est élargi de :

- Emporiki Credicom - société de crédit à la consommation créée en Grèce - détenue à parts égales par Sofinco et la Banque Commerciale de Grèce ; elle est consolidée par mise en équivalence,
- Dan'Aktiv, société de crédit à la consommation acquise, le 2 avril 2004, au groupe danois F Group A/S, et consolidée par intégration globale. Sa gestion est confiée à Finaref.

Sont sorties du périmètre, les entités suivantes :

- Financière Lapérouse suite à sa cession hors du Groupe ;
- Equalt Pair Trading Fund en raison de la baisse du taux de détention,
- la Banque Française de l'Orient (BFO) du fait de la cessation de son activité,
- Laing & Cruickshank Investment Management Limited (consolidé auparavant dans le palier du groupe Crédit Lyonnais) suite à sa cession hors du Groupe.

En outre, le bilan de la Banque Libano-Française SAL n'est plus consolidé suite à l'accord, conclu en juin, de la cession de 42 % des 51 % de la participation détenue par Calyon. Toutefois, les résultats de la Banque Libano-Française SAL sont pris en compte sur le semestre (par consolidation globale).

Ont changé de méthode de consolidation entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 :

- Credibom, consolidée par intégration globale depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2003. Dans les comptes au 30 juin 2003, la société de crédit à la consommation portugaise était consolidée par mise en équivalence (à 40 %) ;
- Uni-Édition, auparavant consolidé par mise en équivalence, est consolidé par intégration globale à compter de 2004 dans le cadre de la préparation à la mise en œuvre des normes IFRS.

Les autres variations affectant le périmètre au 30 juin 2004 n'ont pas d'impact sur les comptes. Il s'agit de la consolidation en direct de 39 sociétés précédemment consolidées sous le palier Crédit Lyonnais. Il s'agit en outre, pour 4 filiales, d'un changement de dénomination sociale.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2004, a été finalisé l'achat de Finaref conformément aux accords de décembre 2002. Crédit Agricole S.A. a ainsi racheté une dernière tranche de 14,5 % pour porter à 90 % sa participation au capital de Finaref S.A. et Finaref Group AB, PPR conservant une participation de 10 %. Finaref était déjà consolidé par intégration globale dans les comptes au 30 juin et au 31 décembre 2003.

### Changements de principes et méthodes comptables

Les filiales d'assurances du Groupe appliquent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, l'**avis n° 2004-04 du Conseil National de la Comptabilité (CNC)** du 25 mars 2004 relatif à la modification du règlement CRC n° 2002-09 du 12 décembre 2002 afférent à la comptabilisation des instruments financiers à terme par les entreprises régies par le code des assurances. Cet avis propose de compléter le règlement CRC n°2002-09 pour prévoir, dans le cas particulier des contrats en unités de compte, d'une part, et d'autre part des plans d'épargne retraite populaire, une évaluation au prix de marché des instruments financiers à terme entrant dans des stratégies relatives à ces placements. La première application de cet avis n'a pas eu de conséquence significative sur les comptes du groupe Crédit Agricole S.A.

A l'exception de ce changement de méthode comptable, les comptes semestriels ont été établis selon les mêmes méthodes comptables que celles adoptées pour l'établissement des comptes annuels 2003.

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique également l'**avis n°2004-05 du CNC**, du 25 mars 2004, afférent à la modification des paragraphes 300 des règlements n° 99-02, n° 99-07, n° 00-05 et n° 02-08 du CRC concernant les dispositions

relatives aux médailles du travail. Toutefois, cet avis ne constitue pas un changement de méthode pour le groupe Crédit Agricole puisque ce dernier appliquait déjà les préconisations comptables qui en découlent.

### Élaboration des comptes suite à l'acquisition en 2003 du Crédit Lyonnais

Dans les comptes semestriels 2004 du groupe Crédit Agricole S.A, le groupe Crédit Lyonnais est consolidé par intégration globale au taux de 94,82 % (taux de détention à compter du 4 août 2003, date de la clôture de l'OPRO).

Il convient toutefois de rappeler que, compte tenu des délais très courts (12 jours) entre la date de la prise de contrôle du Crédit Lyonnais et la date d'arrêté des comptes au 30 juin 2003, une méthode de consolidation mixte avait été retenue pour les comptes semestriels 2003 : le bilan et le hors-bilan avaient été consolidés par intégration globale, alors que le résultat du Crédit Lyonnais avait été consolidé par mise en équivalence au taux de 24,96 % (correspondant à la moyenne pondérée des taux de détention par Crédit Agricole S.A. sur cette période).

### Établissement de comptes pro forma pour les exercices antérieurs

Aussi, pour permettre d'établir la comparabilité des résultats du Groupe Crédit Agricole S.A, **des comptes pro forma** avaient été établis sur le premier semestre 2003 et l'année 2003. Dans ces comptes, le Crédit Lyonnais est consolidé par intégration globale au taux de détention du 30 juin 2003, soit 92,55 %. Ces comptes pro forma traduisent la situation patrimoniale et la formation du résultat dans l'hypothèse où ce pourcentage du capital du Crédit Lyonnais auraient été acquis antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Dans l'analyse des résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. présentée ci-après, les évolutions sont calculées par rapport aux données pro forma du premier semestre 2003, sauf indication contraire. En revanche, pour ce qui concerne le bilan, l'analyse des évolutions porte sur les données « réelles » publiées.

## Analyse des résultats du groupe Crédit Agricole S.A.

### Environnement

**Les États-Unis** sont entrés dans une phase de croissance rapide (5,1 % en moyenne) entre le deuxième trimestre 2003 et le premier trimestre 2004, conséquence du rétablissement



du taux de profit, de la fin des principales opérations en Irak, d'une ultime et violente baisse des taux longs en juin 2003 (par crainte de la déflation), de nouvelles mesures de stimulation budgétaires... L'investissement des entreprises a alors fortement rebondi, la consommation s'est mieux portée, l'accumulation de stocks prenant le relais de la demande privée au premier semestre 2004. Le retour à des créations nettes d'emplois, qui se sont amplifiées à partir de janvier 2004, a déterminé la FED à remonter ses taux en juin, de 25 points de base, puis en août malgré des anticipations en retrait. L'inflation, totale et sous-jacente, très basse à l'automne 2003, s'est réveillée l'espace de six mois, sans générer cependant de tensions fortes sur le marché obligataire. La Bourse s'est révélée décevante.

Dans un premier temps, le rebond de l'activité est apparu comme décevant **dans la zone euro**. En tout début d'année, l'appréciation vigoureuse de l'euro (jusqu'à 1,28 contre USD), conjuguée à quelques enquêtes jugées décevantes, a même réactivé les hypothèses de baisse des taux de la BCE (et pesé sur les taux longs). Les résultats du PIB du premier trimestre (+0,6 % par rapport au trimestre précédent) puis du deuxième trimestre (+ 0,5 %) ont donc constitué de bonnes surprises.

**La France** a largement contribué à cette performance (+ 0,8 % chaque trimestre), grâce à une très bonne tenue de la consommation des ménages. La confirmation de l'accélération graduelle de l'activité, la remontée de l'inflation (2,5 % en mai suite au rebond du prix du pétrole), le reflux puis la stabilisation à 1,20-1,25 USD de l'euro ont évacué les possibilités d'une dernière baisse des taux. Ces éléments, conjugués à la hausse des taux longs US ont poussé les taux européens, mais dans une ampleur moindre. Le *spread* de taux longs avec les États-Unis s'est durablement inversé. Après avoir nettement progressé au premier trimestre (sur la thématique croissance et profits), les marchés boursiers (Europe, US) patinent (sur le thème hausse du prix du pétrole-inflation), le CAC 40 restant au voisinage des 3600 points.

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Compte de résultats consolidés synthétique - principaux soldes intermédiaires de gestion

en millions d'euros	30/06/2003 pro forma	30/06/2004	variation 2004/2003
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 228</b>	<b>6 298</b>	<b>+1,1 %</b>
Charges générales d'exploitation	-4 428	-4 341	-2,0 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 800</b>	<b>1 957</b>	<b>+8,7 %</b>
Coût du Risque	-546	-324	-40,7 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	431	536	+24,4 %
Résultat net sur actifs immobilisés	-89	44	N.S.
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>1 596</b>	<b>2 213</b>	<b>+38,7 %</b>
Coûts liés au rapprochement CA s.a./ Crédit Lyonnais	-	-171	N.S.
Résultat exceptionnel	-36	-1	N.S.
Impôt	-376	-517	+37,5 %
Solde dotations / reprises provisions FRBG	59	55	-6,8 %
<b>Résultat net avant écarts d'acquisition</b>	<b>1 243</b>	<b>1 579</b>	<b>27,0 %</b>
Amortissement des écarts acquisition	-333	-347	+4,2 %
<b>Résultat net</b>	<b>910</b>	<b>1 232</b>	<b>+35,4 %</b>
Intérêts minoritaires	176	157	-10,8 %
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>734</b>	<b>1 075</b>	<b>+46,5 %</b>
<b>Résultat net part groupe avant coûts liés au rapprochement</b>	<b>734</b>	<b>1 186</b>	<b>+61,6 %</b>
<b>Résultat net part du groupe avant survaleurs et coûts liés au rapprochement</b>			
<b>CA s.a. - Crédit Lyonnais</b>	<b>1 067</b>	<b>1 533</b>	<b>+43,7%</b>

**Le résultat net, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A.** sur le premier semestre 2004 s'élève à 1 075 millions d'euros. Avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement (nets d'impôt) entre Crédit Agricole S.A. et le Crédit Lyonnais, le résultat atteint 1 533 millions d'euros et s'accroît de 43,7 % sur celui du premier semestre 2003 pro forma. Le résultat du second trimestre (823 millions d'euros) est en progression de 15,9 % sur celui du premier trimestre 2004 et de 37,2 % sur celui du second trimestre 2003.

Ce résultat traduit les très bonnes performances de l'ensemble des activités du Groupe.

Rappelons que dans l'analyse des résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. présentée ci-après, les évolutions sont calculées par rapport aux **données pro forma du premier semestre 2003**.

**Le Résultat Brut d'Exploitation** du Groupe ressort à 1 957 millions d'euros et enregistre une augmentation de 8,7 % par rapport à la même période de 2003. Cette évolution

reflète marginalement l'évolution du périmètre (+ Dan'Aktiv, LACIM) et un changement de méthode de consolidation (Credibom). Hors ces modifications de périmètre, la croissance du RBE ressort à 7,7 % sous l'effet de la croissance organique du Groupe, les effets de change - valorisation de l'euro par rapport aux principales devises (dollar, franc suisse, yen) - ayant pesé négativement. Ce RBE résulte :

- d'un **Produit Net Bancaire** en hausse de 1,1 % à 6,3 milliards d'euros. Cette évolution, ramenée à 1,0 % hors les effets de périmètre, s'explique par les bonnes performances des activités d'assurances, le dynamisme de la gestion d'actifs (collecte des OPCVM), la progression marquée des activités de crédit à la consommation et la dynamique commerciale de la Banque de réseau du Crédit Lyonnais. Le PNB du pôle « gestion pour compte et divers » enregistre aussi l'amélioration au premier semestre 2004, par rapport à la même période de 2003, des marchés boursiers sur les portefeuilles actions. En revanche, la réorganisation de la Banque de financement et d'investissement, d'une ampleur exceptionnelle, a pesé sur le PNB du métier qui ressort en baisse par rapport au niveau particulièrement élevé du premier semestre 2003. Ainsi, hors BFI, le PNB global des autres pôles métiers est en très forte croissance de 15 % sur un an.
- de **charges d'exploitation** contenues à 4,3 milliards d'euros, en recul de 2,0 % sur celles du premier semestre 2003 (-1,8 % à périmètre et méthode de consolidation inchangés). Ces charges d'exploitation intègrent les premiers effets des synergies accompagnant le rapprochement de Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais (pour 87 millions d'euros environ représentant 211 millions d'euros sur l'année 2004).

En conséquence, **le coefficient d'exploitation** continue de s'améliorer passant de 71,1 % au premier semestre 2003 à 69,9 % sur l'année 2003 puis à 68,9 % au premier semestre 2004.

**Le coût du risque** représente 324 millions d'euros. Il est en très nette diminution de 40,7 % par rapport au premier semestre 2003 (-41,9 % à périmètre inchangé) en raison de l'amélioration de l'environnement international et de la politique prudente de gestion des risques au cours des années passées.

Au total, les créances douteuses s'élèvent à 9,4 milliards d'euros. Elles représentent 5,4 % des encours bruts de crédits à la clientèle contre 5,7 % sur l'année 2003 et sont couvertes à hauteur de 63 % par des provisions.

En outre, les provisions générales et le FRBG atteignent au total 3,9 milliards d'euros, se répartissant comme suit :

1,3 milliard d'euros de provisions de passif couvrant des risques sectoriels et autres provisions sur crédits, 681 millions d'euros de provisions pour risques pays, 828 millions d'euros de FRBG épargne-logement et 1,1 milliard d'euros d'autres FRBG (dont 615 millions d'euros au titre du Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité).

**La contribution des sociétés mises en équivalence** passe de 431 millions d'euros au premier semestre 2003 à 536 millions d'euros au premier semestre 2004. Son augmentation de 24,4 % s'explique par la croissance de 16,8 % de la quote-part des résultats des Caisses régionales et par la poursuite du redressement de la contribution de Banca Intesa qui atteint 108 millions d'euros (+44 %).

Le « **résultat sur actifs immobilisés** » faisant apparaître un produit de 44 millions d'euros contre une perte de 89 millions d'euros sur la période correspondante de 2003, **le résultat courant avant impôts** ressort à 2,2 milliards d'euros, en croissance de 38,7 % sur un an et de 38,2 % à périmètre constant.

Après une charge fiscale de 517 millions d'euros, **le résultat net**, part du Groupe, avant prise en compte des coûts liés au rapprochement Crédit Agricole S.A. - Crédit Lyonnais et avant amortissements des écarts d'acquisition ressort à 1 533 millions d'euros en hausse de 43,7 % sur la même période de 2003.

**Le ROE** (return on equity), qui rapporte le résultat net, part du Groupe, avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement, aux capitaux propres moyens après affectation des résultats de l'exercice, s'établit à 13,25 % contre 9,7 % au premier semestre 2003 et 10,6 % en 2003. La rentabilité des fonds propres alloués aux métiers atteint, pour sa part, 16,7 %.

**Les coûts bruts générés par le rapprochement de Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais** et comptabilisés au cours du premier semestre 2004 s'élèvent à 171 millions d'euros (111 millions d'euros nets d'impôt). Ils recouvrent essentiellement des charges liées aux mesures d'accompagnement de la mobilité (en France diminution des effectifs de 3,6 % et à l'international suppression de 1500 postes), à la rationalisation du dispositif immobilier (à fin août, 5 000 personnes ont déménagé), à des charges informatiques, etc.... Ils incluent notamment une provision de 58 millions d'euros pour la mise en place d'un programme de préretraite à Calyon.

Le stock de provisions dédiées spécifiquement à ces coûts s'élève à fin juin 2004 à 740 millions d'euros après une utilisation nette de 163 millions d'euros au cours du semestre.

L'accroissement de 14 millions d'euros des amortissements des écarts d'acquisition (+4,2 %) résulte des investissements complémentaires réalisés fin 2003 et début 2004 concernant principalement Finaref (+29 %) et l'acquisition de Dan'Aktiv.

## Analyse des résultats par métier

### Présentation des pôles métiers du Groupe

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en six pôles métiers :

- Banque de proximité en France - Caisses régionales,
  - Banque de proximité en France - réseau du Crédit Lyonnais,
  - Services financiers spécialisés,
  - Gestion d'actifs, assurances et banque privée,
  - Banque de financement et d'investissement,
  - Banque de détail à l'étranger,
- et un pôle « Gestion pour compte propre et divers ».

Les résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. sont analysés par grande ligne de métiers selon les conventions décrites dans le rapport de gestion sur l'exercice 2003 (voir document de référence 2003 « Présentation des pôles métiers du Groupe et allocation des fonds propres »).

Suite aux réorganisations consécutives à l'intégration du Crédit Lyonnais dans le Groupe, les périmètres des différents métiers ont subi quelques modifications mineures. Ainsi, le nouveau périmètre du métier « Banque de financement et d'investissement » est légèrement modifié suite aux apports partiels d'actifs de la BFI du Crédit Lyonnais à CAI ; certaines activités non apportées (activité contrats en cours d'extinction, activité de correspondant banking) ont été affectées au pôle « Gestion pour compte propre et divers ».

Par ailleurs, la banque Al Bank Saudi Al Fransi (BSF) qui était auparavant affectée au métier « Banque de détail à l'étranger » est désormais intégrée dans le pôle « Banque de Financement et d'Investissement ». De même, les filiales d'assurances à l'étranger ont été transférées du pôle « Gestion pour compte propre et divers » vers le métier d'assurances au sein du pôle « Gestion d'actifs, assurances et Banque Privée ». Enfin, une mise à niveau de la facturation analytique entre les filiales du Crédit Lyonnais (UAF, CLAM, Lixxbail ...) fusionnées avec les filiales de Crédit Agricole S.A. et le réseau Crédit Lyonnais a été effectuée. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur l'évolution des résultats par métiers.

## Règles d'allocation des fonds propres

L'allocation des fonds propres du groupe Crédit Agricole S.A. est fondée sur les exigences prudentielles réglementaires tant en matière bancaire qu'en matière d'assurances.

La méthodologie d'allocation des fonds propres par pôle et de calcul des retours sur fonds propres ou ROE (return on equity) est celle en vigueur au 31 décembre 2003 ; les règles sont décrites dans le rapport de gestion sur l'exercice 2003 (voir document de référence 2003 « Présentation des pôles métiers du Groupe et allocation des fonds propres »).

### Risques pondérés retenus pour l'allocation des fonds propres

(en milliards euros)	30-06-2003	31-12-2003	30-06-2004
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>81,7</b>	<b>83,5</b>	<b>87,9</b>
• Caisses régionales	47,5	48,5	50,7
• Réseau du Crédit Lyonnais	34,2	35,0	37,2
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>27,1</b>	<b>28,1</b>	<b>31,2</b>
<b>Gestion d'actifs, assurances et banque privée</b>	<b>11,9</b>	<b>12,0</b>	<b>11,8</b>
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>136,7</b>	<b>133,0</b>	<b>118,1</b>
<b>Banque de détail à l'étranger</b>	<b>2,5</b>	<b>4,3</b>	<b>3,6</b>

### Fonds propres alloués par métiers

Les fonds propres alloués sont déterminés avant résultat net et avant amortissement des survaleurs.

(en milliards euros)	30-06-2003	31-12-2003	30-06-2004
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>5,0</b>	<b>5,1</b>	<b>5,4</b>
• Caisses régionales	2,9	3,0	3,2
• Réseau du Crédit Lyonnais	2,1	2,1	2,2
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>
<b>Gestion d'actifs, assurances et banque privée</b>	<b>5,0</b>	<b>5,1</b>	<b>5,3</b>
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>	<b>7,8</b>
• Banque de marchés et d'investissement	3,1	3,0	2,9
• Banque de financement	5,2	5,0	4,9
<b>Banque de détail à l'étranger</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>
<b>Fonds propres alloués aux métiers</b>	<b>22,3</b>	<b>22,5</b>	<b>22,8</b>

(en %)	30-06-2003	31-12-2003	30-06-2004
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>22,4 %</b>	<b>22,7 %</b>	<b>23,6 %</b>
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>7,2 %</b>	<b>7,6 %</b>	<b>8,4 %</b>
<b>Gestion d'actifs, assurances et banque privée</b>	<b>22,4 %</b>	<b>22,7 %</b>	<b>23,5 %</b>
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>37,2 %</b>	<b>35,5 %</b>	<b>34,1 %</b>
<b>Banque de détail à l'étranger</b>	<b>10,8 %</b>	<b>11,5 %</b>	<b>10,4 %</b>
<b>Fonds propres alloués aux métiers</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## Contribution des métiers au résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement

L'ensemble des métiers contribue à la croissance des résultats du Groupe. Les activités d'assurances et de gestion d'actifs enregistrent des performances remarquables, la banque de proximité et les Services Financiers Spécialisés poursuivent leur dynamique commerciale, la contribution de la Banque de financement et d'investissement progresse grâce à la forte réduction des charges et du coût du risque et la banque de détail à l'étranger continue son redressement.

(en millions d'euros)	30-06-2003 pro forma	31-12-2003 pro forma	30-06-2004
Banque de proximité en France – Caisses régionales	269	589	302
Banque de proximité en France – réseau du Crédit Lyonnais	204	501	267
Services financiers spécialisés	173	371	193
Banque de financement et d'investissement	419	782	502
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	365	870	487
Banque de détail à l'étranger	111	223	156
Compte propre et divers	(298)	(582)	(217)
<b>Total résultat</b>	<b>1 243</b>	<b>2 754</b>	<b>1 690</b>

### 1. Banque de proximité en France – Caisses régionales

La Banque de proximité en France – Caisses régionales enregistre une croissance de 12,3 % de son résultat net à 302 millions d'euros, contribuant ainsi pour près de 18 % au résultat du Groupe avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement. Cette progression du résultat reflète la poursuite de la dynamique de croissance de l'activité des Caisses régionales, des charges d'exploitation bien maîtrisées et un coût du risque sous contrôle.

Rappelons que les résultats de Crédit Agricole S.A. n'intègrent que 25 % de ceux des Caisses régionales. Consolidés par mise en équivalence, leur impact apparaît uniquement au travers du poste « quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ».

#### Banque de proximité en France – Caisses régionales

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	310	362	+ 16,8 %
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>310</b>	<b>362</b>	<b>+16,8 %</b>
Impôts	(41)*	(60)*	+46,3 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>269</b>	<b>302</b>	<b>+12,3 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>16,4 %</b>	<b>17,7 %</b>	

\* impact fiscal des dividendes perçus des Caisses régionales, les dividendes des CCI et CCA ne bénéficiant pas du régime fiscal mère-fille.

Les 42 Caisses régionales mises en équivalence enregistrent une forte croissance de leurs activités ; ainsi leur PNB progresse de 4,8 % à 5,9 milliards d'euros.

Elles ont réalisé de très bonnes performances commerciales dans les domaines du crédit et de la collecte. En particulier, elles ont engagé une politique de conquête de segments prioritaires de clientèle (jeunes, « haut de gamme »).

Le premier semestre de l'année a été marqué, en outre, par la campagne Épargne Retraite Verte, qui a permis de vendre 750 000 produits sur la période (dont 130 000 PERP) et de positionner le Groupe comme acteur de premier plan sur ce marché (25 % de part de marché pour les Caisses régionales).

**Les encours de collecte bilan et hors-bilan** (hors titres et obligations) progressent de 7,6 % entre juin 2003 et juin 2004, et de 5,3 milliards d'euros sur le semestre (contre +3,2 milliards d'euros au premier semestre 2003), pour atteindre 355,5 milliards d'euros. La structure des ressources collectées confirme la prudence et l'attentisme des épargnants.

Dans un contexte favorable aux produits de préparation à la retraite et d'épargne à long terme, les produits d'assurance conservent leur attrait : la croissance annuelle des encours d'assurance vie distribués par les Caisses régionales s'accroît (+11,9 % fin juin 2004 contre 10,4 % en décembre 2003) à 94 milliards d'euros.

Les encours d'OPCVM placés par les Caisses régionales s'établissent à 39,1 milliards d'euros, en hausse de 12,1 % sur un an, sous l'effet du développement de la collecte et du net redressement des marchés boursiers entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004.

La croissance de la collecte bancaire ralentit quelque peu au cours du second trimestre (+5,2 % fin juin contre +5,7 % fin mars) en liaison avec la baisse des taux sur certains produits (bons d'épargne, PEP, Capital Vert Croissance ...). Elle est tirée par le développement des livrets (+10,1 %) et, dans une moindre mesure, de l'épargne logement (+5,2 %). De même, les dépôts à vue progressent sensiblement (+6,7 % sur un an) à 59,5 milliards d'euros et le nouveau produit d'épargne retraite « Capital Vert Croissance » draine 418 millions d'euros depuis son lancement en début d'année.

Dans le même temps, la décollecte se poursuit sur les plans d'épargne populaire (-6,1 %) et le niveau peu attractif des taux de marché pèse sur l'évolution des comptes à terme et des bons (-4 % hors « Capital Vert Croissance »).

**L'activité crédit** a été particulièrement dynamique au cours du semestre avec une production nouvelle de prêts à moyen et long terme dépassant 23 milliards d'euros, en croissance très forte de 26,3 % par rapport au premier semestre 2003,

à laquelle s'ajoutent 2,4 milliards d'euros de production nouvelle de crédit à la consommation. Tous les secteurs de financement enregistrent une production en hausse : +35 % pour l'habitat, +24 % pour l'agriculture, +17 % pour les PME, +8 % pour les professionnels et +11 % pour les collectivités locales.

Au 30 juin 2004, l'encours des prêts bruts des Caisses régionales s'établit à 230,9 milliards d'euros en croissance de 8,5 % sur un an. Le financement de l'habitat (en hausse de 12,9 %) constitue le principal moteur de cette forte augmentation.

### La production et l'encours de crédit des Caisses régionales se répartissent comme suit :

en milliards d'euros	Production 1 <sup>er</sup> semestre 04	Encours 30-06-2004	Évolution des encours en % 06-04/06-03
Habitat	13,4	110,0	+ 12,9
Agriculture	3,1	28,4	+ 3,1
Entreprises et Professionnels	5,2	54,8	+ 3,0
Crédit à la consommation	2,4	14,4	+ 5,6
Collectivités locales	1,4	19,7	+ 11,6
Autres	0,0	3,6	+ 5,6
<b>Total</b>	<b>25,5</b>	<b>230,9</b>	<b>+ 8,5%</b>

La base de clientèle continue de se développer régulièrement (+ 126 000 dépôts à vue en une année). A fin juin 2004, le nombre total de produits et services aux particuliers gérés par les Caisses régionales dépasse 100 millions, aussi le taux d'équipement de leur clientèle continue de progresser pour atteindre 7,5 produits par dépôt à vue au premier semestre 2004 contre 7,4 produits en 2003.

Les commissions versées par la clientèle représentent 33,2 % du PNB ; elles s'accroissent de 9,2 % (à 1,9 milliard d'euros) dont +14,3 % pour les commissions liées à la gestion mobilière, +9,5 % pour les commissions de services et autres opérations bancaires, +8,4 % pour les commissions d'assurance et +8,2 % pour les commissions liées à la gestion des comptes et des moyens de paiement.

**Le coût du risque** de crédit reste bien maîtrisé dans les Caisses régionales à 374 millions d'euros (soit 28 points de base). La qualité des portefeuilles réduit le taux de risques (part des créances douteuses) qui ne représente plus que 3,7 % des encours de crédits contre 4,2 % un an auparavant ; néanmoins, l'effort de provisionnement reste élevé, le taux de couverture passant à 69,2 % contre 68 % un an auparavant.

**Le coefficient d'exploitation** des 42 Caisses régionales mises en équivalence continue de s'améliorer sensiblement pour s'établir à 59,4 % contre 60,5 % un an avant (hors dividendes versés par Crédit Agricole S.A.). De fait, leur produit net bancaire progresse de 4,8 % tandis que les charges d'exploitation évoluent de façon contenue (+2,1 %).

En conséquence, le Résultat Brut d'exploitation des Caisses régionales s'accroît sensiblement (+8,5 %) de même que leurs résultats nets cumulés (+13,4 %) et **la contribution des Caisses régionales mises en équivalence** au résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. passe de 310 millions d'euros au premier semestre 2003 à 362 millions d'euros au premier semestre 2004 (+16,8 %) ; elle augmente de 12,3 % après impôts sur les dividendes reçus des Caisses régionales.

Le ROE du métier ressort à 17,7 %.

## 2. Banque de proximité en France – Crédit Lyonnais

### Banque de proximité en France – réseau du Crédit Lyonnais

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>1 588</b>	<b>1 692</b>	<b>+6,5 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(1 195)	(1 234)	+ 3,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>393</b>	<b>458</b>	<b>+16,5 %</b>
Coût du risque	(96)	(76)	-20,8 %
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>297</b>	<b>382</b>	<b>+28,6 %</b>
Résultat exceptionnel et Impôts	(93)	(115)	+23,7 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>204</b>	<b>267</b>	<b>+30,9 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>19,2 %</b>	<b>23,9 %</b>	

**Le réseau du Crédit Lyonnais** enregistre de bonnes performances commerciales sur l'ensemble des segments clientèle et une forte croissance de son résultat opérationnel (RBE : +16,5 %). Le taux d'équipement de la clientèle augmente de 0,4 point entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004 à 8 produits par client. De fait, le Crédit Lyonnais a commercialisé notamment 45 000 PERP au cours du semestre.

**Les ressources de bilan et hors-bilan** se développent globalement de 5,1 %, à 112,1 milliards d'euros sous l'effet :

- d'une collecte soutenue sur les produits d'**assurance vie** (+9,3 % à 28,5 milliards d'euros). En particulier, 10 000 souscriptions ont été enregistrées en 2 mois sur le produit « Antidote » ;
- du développement sensible de l'**épargne bancaire** (+6,7 %) sous l'effet principalement du succès des livrets (+15,7 %) ; le Livret « Cerise », notamment, est un succès commercial avec +150 000 contrats souscrits soit un encours de 824 millions d'euros. A l'inverse, les encours des plans d'épargne populaire continuent à diminuer (-17,8 %) de même que les comptes à terme (-14,5 %) eu égard au bas niveau des taux de marché. Les dépôts à vue, pour leur part, augmentent de 3,7 %.

Conséquence d'une certaine prudence des épargnants vis à vis des marchés, les **portefeuilles titres et OPCVM** enregistrent une hausse limitée de 4,5 % par rapport à 2003 pour s'établir à 33,7 milliards d'euros.

Par ailleurs, le Crédit Lyonnais a réalisé au cours du semestre de bons résultats en terme de placement des Offres à Prix Ouvert (OPO sur Snecma, bioMérieux, Pages Jaunes) le plaçant au 1<sup>er</sup> rang des réseaux dans le placement auprès des particuliers.

A 46,3 milliards d'euros au 30 juin 2004, **l'encours global des prêts** s'accroît de 9,4 % d'une année sur l'autre, tiré par le développement toujours très rapide des crédits à l'habitat (+13,6 %) et l'accélération de la croissance des crédits à la consommation amortissables (+8,2 %). Les prêts d'équipement aux professionnels maintiennent leur croissance (+7,7 %) et le financement des petites et moyennes entreprises reprend de façon sélective (+3,4 %).

Alimentée par cette activité commerciale dynamique, le **PNB** du réseau Crédit Lyonnais progresse de 6,5 % (+6,8 % à périmètre et conventions comparables\*) par rapport à la même période de 2003, à 1 692 millions d'euros. Il augmente sous l'effet de la marge d'intérêts (+5,5 %\*) qui bénéficie des effets volume et taux favorables sur les ressources. Il s'accroît aussi grâce au développement des commissions d'engagements et des frais de dossiers (+11,3 %) et des commissions liées à la gestion des comptes et des services (+7,7 %). En conséquence, la part des commissions dans le PNB augmente légèrement d'une période sur l'autre (à 45,8 %).

Avec une progression des **charges d'exploitation** du réseau Crédit Lyonnais contenue à 3,3 % (+2,2 % à périmètre comparable\*) à 1,2 milliard d'euros, en dépit d'importants investissements commerciaux (ouvertures et rénovations d'agences, montée en puissance des plate-formes multi-canaux, ...), le coefficient d'exploitation revient de 75,2 % au premier semestre 2003 à 72,9 % au premier semestre 2004.

Au premier semestre, **la charge du risque** se réduit de façon significative (-20,8 %) par rapport au premier semestre 2003 qui avait enregistré une montée du risque sur un nombre limité de PME. Elle ressort à 41 points de base (coût du risque / engagements pondérés) contre 56 points de base au cours de la période précédente.

Au total, **le résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition** atteint 267 millions d'euros (+30,9 %), conduisant à un rendement des fonds propres de 23,9 %.

\* données non auditées.

### 3. Services financiers spécialisés

Le pôle **Services financiers spécialisés** dégage un résultat net semestriel avant amortissement des écarts d'acquisition

et coûts liés au rapprochement de 193 millions d'euros en hausse de 11,6 % par rapport au 30 juin 2003.

Il profite de la forte dynamique de développement du crédit à la consommation, qui a poursuivi activement sa croissance externe au cours du premier semestre 2004 :

- avec l'acquisition supplémentaire, en mars 2004, de 14,5 % du capital de Finaref, conformément aux accords conclus avec le Groupe PPR qui conserve une participation de 10 % ;
- avec le lancement opérationnel des activités d'Emporiki Credicom en Grèce ;
- avec l'acquisition, le 2 avril 2004, par Crédit Agricole S.A. de la société de crédit à la consommation danoise Dan'Aktiv ;
- avec le renforcement des liens avec la Banque Commerciale du Maroc, nouvel associé du Groupe dans la société de crédit à la consommation Wafasalaf ;
- avec le rachat, début juillet 2004, des 15 % restant détenus par Banco Espirito Santo dans Credibom, portant ainsi la participation de Sofinco à 100 % de sa filiale portugaise.

De ce fait, le périmètre de la ligne métier « Services financiers spécialisés » enregistre quelques modifications par rapport à celui au 30 juin 2003.

Notamment, Credibom est consolidée par intégration globale depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2003 ; dans les comptes au 30 juin 2003, la société de crédit à la consommation portugaise était consolidée par mise en équivalence (à 40 %). Par ailleurs, Dan'Aktiv est consolidée par intégration globale à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004.

Aussi, pour information, l'évolution des soldes intermédiaires de gestion du pôle métier est-elle calculée à périmètre constant (comme indiqué dans le tableau ci-après (\*)).

#### Services financiers spécialisés

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003	variation 2004/2003 à périmètre constant*
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>1 042</b>	<b>1 176</b>	<b>+12,9 %</b>	<b>+9,5 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(605)	(678)	+12,1 %	+9,6 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>437</b>	<b>498</b>	<b>+14,0 %</b>	<b>+9,4 %</b>
Coût du risque	(171)	(188)	+ 9,9 %	+5,8%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	4	(2)	n.s.	n.s.
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>270</b>	<b>308</b>	<b>+14,1 %</b>	<b>+10,1 %</b>
Résultat exceptionnel (hors coûts liés au rapprochement), Impôts et FRBG	(97)	(115)	+18,6 %	+14,4 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>173</b>	<b>193</b>	<b>+11,6 %</b>	<b>+7,6 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>20,5 %</b>	<b>20,3%</b>		

**Les activités de crédit à la consommation** sont désormais exercées par Sofinco, Finaref et Lukas, après l'absorption par le Groupe Sofinco fin mars 2004 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004), de Finalion, la filiale dédiée du Crédit Lyonnais. Elles poursuivent une croissance rapide de leurs activités (PNB : +16 % et +11,9 % à périmètre constant).

Les encours gérés bruts approchent 30 milliards d'euros au 30 juin 2004 dont 22,2 milliards d'euros en France et 7,7 milliards d'euros à l'international. Leur croissance est vive : +13,8 % sur un an et 13,4 % hors Dan'Aktiv entrée dans le périmètre au cours du second trimestre 2004. Elle résulte d'une forte demande de crédit - la production nouvelle s'accroît de 11,7 % - notamment auprès des filiales à l'étranger (+ 25,6 %).

En France, la production augmente de 7 % sur un an. Les coopérations avec les Caisses régionales d'une part, et le partenariat Sofinco / Crédit Lyonnais d'autre part, ont continué de se développer : Sofinco gère ainsi 2,2 milliards d'euros pour le compte des Caisses régionales (+9,6 %), et 4,4 milliards d'euros pour le compte du Crédit Lyonnais. En outre, la production enregistrée via le canal Internet se développe de 77 % sur un an.

Les marges se sont maintenues en dépit d'un contexte concurrentiel vif.

Parallèlement, les charges d'exploitation affichent une hausse de 16,1 % liée pour partie à l'élargissement du périmètre. Hors Credibom et Dan'Aktiv, l'évolution, de 13 %, s'explique notamment par les développements à l'international (+30,8 % pour les charges des filiales étrangères).

Le coût du risque augmente de 32 millions d'euros (+23,4 %). Dans le cadre de la nouvelle réglementation comptable dite « décote Neiertz » (non appliquée en juin 2003), il subit l'impact du provisionnement de la décote d'intérêts appliquée sur les encours de crédits restructurés pour 17 millions d'euros. En outre, l'évolution du périmètre de consolidation (Credibom et Dan'Aktiv) renforce la charge du risque de 7 millions d'euros. Hors ces deux effets, la charge du risque reste bien maîtrisée (à +5,8 % soit + 8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2003).

Les entités de crédit à la consommation contribuent pour 85 % au résultat du pôle. En particulier, les filiales européennes connaissent une belle progression de leur résultat net (+33,3 % dont +18,8 % hors impact de l'élargissement du périmètre).

**Dans le domaine du crédit-bail**, Ucabail et Lixxbail ont fusionné le 27 mai, Ucabail regroupant désormais l'ensemble des métiers du crédit-bail et de la location des réseaux des Caisses régionales et du Crédit Lyonnais. Avec l'activité de la

filiale polonaise EFL, l'encours global s'élève à 12,6 milliards d'euros à fin juin 2004, en hausse de 0,9 % sur un an.

EFL enregistre un très fort développement de son activité en Pologne et son encours progresse de 17,3 % entre juin 2003 et juin 2004.

En France, l'activité d'Ucabail connaît également un rattrapage sensible au second trimestre : après avoir chuté de 10 % au premier trimestre 2004, la production du semestre augmente de 0,8 % sur un an, en dépit d'un contexte économique morose. Une part significative de cette production est réalisée en syndication avec les Caisses régionales, notamment dans le crédit-bail immobilier, les services informatiques et la Location Longue Durée auto.

**L'activité d'affacturage** est toujours affectée par un environnement économique difficile bien qu'en nette amélioration sur la fin du semestre. Le chiffre d'affaires (factures achetées) réalisé par les deux sociétés, Eurofactor et Transfact, s'élève à 12,9 milliards d'euros, en hausse de 3,5 % par rapport à la même période de 2003. L'encours global s'élève à 4,9 milliards d'euros, en croissance de 6,4 % sur un an, +5,1 % sur la France et +11,7 % à l'étranger. Néanmoins, le PNB du métier reste stable par rapport à celui du premier semestre 2003, à 51 millions d'euros.

**Au total, le Produit net bancaire** du pôle s'élève à 1 176 millions d'euros au premier semestre 2004, en progression de 12,9 % sur 2003 (+9,5 % à périmètre constant c'est-à-dire hors Credibom et Dan'Aktiv). **Les frais de fonctionnement** s'accroissent à un rythme moindre (+ 12,1 % et +9,6 % à périmètre constant), **le coefficient d'exploitation** s'améliore à 57,6 % contre 58,1 % au premier semestre 2003.

**Le résultat brut d'exploitation** du pôle atteint 498 millions d'euros au premier semestre 2004, en progression de 14 % (+9,4 % à périmètre constant).

Après prise en compte du **coût du risque** de 188 millions d'euros, **le résultat courant avant impôt** ressort à 308 millions d'euros, en hausse de 14,1 % sur un an (+10,1 % à périmètre constant).

**Le résultat net** du semestre avant amortissement des écarts d'acquisition et charges liées au rapprochement s'élève à 193 millions d'euros, en progrès de 11,6 % sur celui de 2003 (+7,6 % à périmètre constant) et **le ROE** (Return On Equity) s'établit à 20,3%.

#### **4. Gestion d'actifs, assurances et banque privée**

Le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée enregistre une progression sensible de ses activités dans un

contexte boursier moins défavorable. Il dégage, sur le semestre, un résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement de 487 millions d'euros en augmentation de 33,4 % par rapport à 2003.

### Gestion d'actifs, assurances et banque privée

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 262</b>	<b>1 410</b>	<b>+11,7 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(683)	(681)	-0,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>579</b>	<b>729</b>	<b>+25,9 %</b>
Coût du risque	(8)	(6)	-25,0 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	4	4	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>575</b>	<b>727</b>	<b>+26,4 %</b>
Résultat exceptionnel (hors coûts liés au rapprochement), impôts et FRBC	(210)	(240)	+14,3 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>365</b>	<b>487</b>	<b>+33,4 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>14,6 %</b>	<b>18,5 %</b>	

Les actifs gérés au sein de ce pôle dépassent 400 milliards d'euros (401,2 milliards d'euros - après neutralisation des doubles comptes entre les entités du pôle) à la fin du premier semestre 2004 (+10,4 % sur un an et +12,4 % à périmètre inchangé c'est-à-dire hors cession de la filiale de gestion privée britannique LACIM).

**Dans le domaine de la gestion d'actifs**, l'encours total du groupe Crédit Agricole S.A. (géré par Crédit Agricole AM, Crédit Lyonnais AM, CPR-AM, ABF, Equalt et BFT) représente 317,4 milliards d'euros au 30 juin 2004 après harmonisation de la méthode de comptage des encours dans les différentes entités (intégration des mandats investis en OPCVM et neutralisation de la part des fonds nourriciers investie dans les fonds maîtres). Sur la base de cette nouvelle méthode de comptage et du nouveau périmètre, il s'accroît de 13,9 % sur un an.

La progression des encours s'explique pour partie par l'effet « performance » des marchés au cours du semestre évalué à 6,3 milliards d'euros. Elle s'explique aussi par le dynamisme de la collecte (+12 milliards d'euros sur le semestre), concentrée essentiellement sur les supports obligataires (+5,1 milliards d'euros) et sur les produits alternatifs (+5 milliards d'euros) à destination des entreprises et des institutionnels. La collecte réalisée auprès de la clientèle internationale est en très fort développement (+4,4 milliards d'euros) particulièrement en Asie, en Espagne et au Royaume Uni.

Les encours gérés pour le compte de la clientèle internationale sont en forte hausse de 64,3 %, à 27,2 milliards d'euros, et de 10,7 % pour la clientèle française.

La gestion d'actifs a dégagé de bonnes performances : +11 % pour le PNB, +32,9 % pour le RBE et +40,7 % pour le résultat net (avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement).

Après autorisation de l'AMF, le rapprochement des différentes entités du Pôle Gestion d'Actifs est dans sa phase finale. Crédit Agricole Asset Management (CAAM) (2ème du nom) a été créé le 1<sup>er</sup> juillet et la fusion des filiales spécialisées en gestion quantitative, CPR-AM et ABF CM, est effective depuis le 2 juillet.

**En Banque privée**, les encours de fortune gérée en France par la BGPI et dans le réseau du Crédit Lyonnais s'accroissent de 9 % à 26,4 milliards d'euros. De fait, l'activité de Banque Privée redémarre, après la création, fin 2003, d'une structure unifiée en France autour de la Banque de Gestion Privée Indosuez (fusion de BGPI et CAICG).

A l'international, la cession à UBS de Laing & Cruickshank Investment Management Limited (LACIM) au cours du semestre réduit l'encours de 7,1 milliards d'euros à 44,3 milliards d'euros (-10,4 % sur un an) ; hors cet impact, les encours gérés par les différentes places de Banque privée à l'étranger augmentent de 3,3 % sur un an.

Au total, les encours clientèle s'élèvent à 70,7 milliards d'euros<sup>(\*)</sup>, en hausse de 5,3 % sur un an à périmètre constant (hors impact de la cession de LACIM). Sur le semestre, les encours se sont accrus de 2,2 milliards d'euros profitant d'une collecte nette de 600 millions d'euros et d'un effet « marché » positif de 1,6 milliard d'euros.

(\*) A compter de 2004, les encours sont évalués hors placements en assurance vie des clients de la Banque Privée en France du Crédit Lyonnais. Les données constituant l'historique ont été retraitées.

Le PNB affiche une progression de 0,8 % entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004. Dans le même temps, les charges d'exploitation sont en baisse de 3,3 % sur un an, ce qui permet une progression du Résultat Brut d'Exploitation de 25,7 %.

Crédit Agricole S.A. poursuit également le rapprochement des différentes entités de Banque Privée à l'étranger. Début juillet 2004, sont intervenues la fusion juridique du Crédit Foncier de Monaco et de Crédit Lyonnais SA Monaco d'une part et le rattachement de Crédit Lyonnais Luxembourg à CAI Luxembourg d'autre part. En Suisse, la fusion de CAI Suisse et Crédit Lyonnais Suisse est prévue en 2005. En Italie, l'activité de banque privée sera reprise par Banca Intesa au second semestre 2004 et la coopération entre les deux groupes sera poursuivie.



**Les filiales d'assurance vie**, Predica, UAF et AFVie sont regroupées depuis le 30 juin (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004) au sein de la nouvelle entité Predica Assurances de personnes. Elle enregistre sur le semestre une activité robuste. Le chiffre d'affaires global atteint 8,4 milliards d'euros, en croissance de 11,3 % sur celui du premier semestre 2003. Le retournement de tendance constaté au semestre précédent se poursuit : 30 % de la collecte est réalisée sur les contrats en unités de compte (+ 20,2 % par rapport au premier semestre 2003), alors que la collecte des supports en euros a, dans le même temps, progressé de 8 %.

Les encours gérés (provisions mathématiques brutes) atteignent 123,4 milliards d'euros ; ils enregistrent une croissance de 10,3 % sur un an, en ligne avec celle du marché.

**Les assurances IARD** poursuivent sur une tendance dynamique. Au cours du premier semestre 2004, 428 481 nouveaux contrats ont été souscrits auprès de Pacifica portant son portefeuille total à plus de 3,8 millions de contrats au 30 juin 2004, en augmentation de 14 % sur un an. De son côté, Finaref a placé 393 453 nouveaux contrats soit 19,4 % de plus qu'au cours du premier semestre 2003.

La hausse de 17,7 % du chiffre d'affaires semestriel global (Pacifica et Finaref) par rapport au premier semestre 2003 reflète une forte activité commerciale dans tous les domaines : + 13,8 % pour la multirisque habitation, +8,1 % pour l'assurance automobile, x 2,4 pour les Assurances Agricoles et + 22,3 % pour la Garantie des Accidents de la Vie, la protection et autres. Dans le même temps, les ouvertures de dossiers sinistres augmentent de 3,7 % seulement et le ratio sinistres/cotisations (tous produits et hors frais de gestion) s'améliore de 5 points passant de 60,5 % au 30 juin 2003 à 55,5 % au 30 juin 2004. Le ratio combiné global de l'assurance dommages, qui mesure le poids des sinistres et des frais de gestion (y compris les commissions alloués aux Caisses régionales) par rapport aux primes, reste au bon niveau de 92,7 %.

Les métiers d'assurances (de personnes et IARD) enregistrent une progression sensible de leur résultat technique ; le résultat brut d'exploitation s'accroît de +22,7 % et le résultat net de 24,9 % (avant amortissements des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement).

Dans le domaine des assurances dommages, au second semestre 2004, Pacifica doit absorber Afcalia, filiale de l'UAF, et étendre son activité à la couverture des risques para-bancaires vendue par le réseau du Crédit Lyonnais (la partie d'assurance vie d'Afcalia sera rétrocédée à Predica Assurances de personnes).

Au total, **le Produit net bancaire** du pôle « Gestion d'actifs, assurances et banque privée » s'accroît de 11,7 % sur un an,

à 1 410 millions d'euros au premier semestre 2004. Cette augmentation résulte de la hausse sensible des revenus des assurances (+18,1%) et de la gestion d'actifs (+11 %).

**Les charges de fonctionnement** du pôle diminuent de 0,3 % à 681 millions d'euros. En conséquence, **le résultat brut d'exploitation** du pôle s'accroît de 25,9 % passant de 579 millions d'euros au premier semestre 2003 à 729 millions d'euros au premier semestre 2004 et le **coefficient d'exploitation** s'améliore de près de 6 points, à 48,3 %.

**Le résultat net** du pôle supporte un coût du risque de 6 millions d'euros sur le semestre (-25 %) concentré essentiellement sur un risque opérationnel dans la Banque privée.

**Le résultat net** avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement s'établit à 487 millions d'euros en hausse de 33,4 % sur le résultat du premier semestre 2003 et **le ROE** par rapport aux fonds propres alloués s'établit à 18,5 %.

## 5. Banque de financement et d'investissement

Au premier semestre 2004, dans des conditions de marchés qui restent difficiles, **le pôle Banque de financement et d'investissement** dégage un **résultat net** avant amortissement des écarts d'acquisition et charges liées au rapprochement en hausse de près de 20 % sur celui du premier semestre 2003.

### Banque de financement et d'investissement

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>2 458</b>	<b>1 956</b>	<b>-20,4 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(1 595)	(1 368)	-14,2 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>863</b>	<b>588</b>	<b>-31,9 %</b>
Coût du risque	(265)	(15)	-94,3 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	36	n.s.
Résultat net sur actifs immobilisés	(5)	41	n.s.
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>593</b>	<b>650</b>	<b>+9,6 %</b>
Résultat exceptionnel (hors coûts liés au rapprochement) et impôts	(174)	(148)	-14,9 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>419</b>	<b>502</b>	<b>+19,8 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>10,9 %</b>	<b>13,0 %</b>	

Le premier semestre 2004 a été marqué par la création de Calyon. L'apport d'actifs de la banque de financement et d'investissement du Crédit Lyonnais à Crédit Agricole Indosuez a donné naissance, le 30 avril 2004, à Calyon, Corporate and Investment Bank. Cet apport d'actifs a été réalisé avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

L'importance des ressources consacrées à cette profonde réorganisation explique en partie la baisse de l'activité déployée par Calyon au premier semestre 2004. La base de comparaison (premier semestre 2003) constitue en outre un niveau de référence élevé. Le PNB de la **Banque de financement et d'investissement** s'établit ainsi à 1 956 millions d'euros au premier semestre 2004, en recul de 20,4 % sur un an.

Dans le même temps, la base de coûts est significativement réduite. La baisse de 14,2 % des frais généraux reflète les premiers effets de la mise en œuvre des synergies liées au rapprochement (à l'international 2/3 des synergies d'effectifs sont réalisées et 40 % en France).

Le coût du risque est en forte réduction (-94,3 %) à 15 millions d'euros contre 265 millions d'euros au premier semestre 2004 en raison de l'amélioration du contexte économique international et de la politique prudente de gestion des risques sur la période antérieure. Les provisions sectorielles, pour leur part, n'ont pas l'objet de reprises dans le compte de résultat.

Après prise en compte de 36 millions d'euros de quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence (la banque Al Bank Saudi Al Fransi était auparavant affectée au métier « Banque de détail à l'étranger ») et un résultat net sur actifs immobilisés de 41 millions d'euros sur la cession résiduelle des titres Euronext, la Banque de financement et d'investissement dégage **un résultat net** avant amortissement des écarts d'acquisition et charges liées au rapprochement de 502 millions d'euros, en hausse de 19,8 % sur celui du premier semestre 2003.

En conséquence, les indicateurs de rentabilité du pôle sont en nette amélioration avec **un ROE** à 13 % en 2004.

Ces performances sont différenciées selon les activités :

### La banque de financement

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>1 045</b>	<b>870</b>	<b>-16,7 %</b>
Charges d'exploitation	(608)	(471)	-22,5 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>437</b>	<b>399</b>	<b>-8,7 %</b>
Coût du risque	(312)	21	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	36	n.s.
Résultat net sur actifs immobilisés	(5)	2	n.s.
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>120</b>	<b>458</b>	<b>X 3,8</b>
Résultat exceptionnel (hors coûts liés au rapprochement) et impôt	(34)	(100)	X 2,9
<b>Résultat net avant écarts d'acquisition</b>	<b>86</b>	<b>358</b>	<b>X 4,2</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>4,1 %</b>	<b>14,9 %</b>	

**La banque de financement** a bien résisté dans un environnement difficile. Elle dégage, au cours du semestre, un **résultat net** avant amortissement des écarts d'acquisition et charges liées au rapprochement de 358 millions d'euros, contre 86 millions d'euros au premier semestre 2003 (soit x 4,2).

Le RBE est en baisse de 8,7 % d'une période sur l'autre. Le PNB apparaît en recul de 16,7 % sur celui du premier semestre 2003. Toutefois, à périmètre d'activités comparable et à taux de change constant, la diminution du PNB est limitée à 10 %\* (sur le périmètre de Calyon). Dans un contexte de faible demande et de baisse des marges, le PNB des financements structurés est en retrait par rapport au premier semestre 2003, faute de nouvelle production significative dans les financements de projets et aéronautiques, et ce malgré le développement dynamique du shipping et la bonne résistance des activités de commerce international. Les revenus des relations clientèle (syndications, financements d'acquisition, ingénierie financière...) subissent le resserrement de la demande et des marges de crédit. La diminution des revenus de la banque commerciale à l'international résulte principalement de la politique de réduction de l'exposition sur les États-Unis. Au total, hors opérations exceptionnelles, les revenus diminuent de 5% à périmètre et taux de change constant.

Les charges d'exploitation sont en baisse apparente de 22,5 %, diminution ramenée à 6 %\* à périmètre d'activité comparable et à taux de change constant sur le périmètre Calyon.

Le coût du risque s'améliore fortement. Il apparaît en reprise nette de 21 millions d'euros sur le semestre, alors que le premier semestre 2003 supportait une charge de 312 millions d'euros. La contribution de la banque Al Bank Saudi Al Fransi (BSF), désormais intégrée dans ce pôle, en résultat des sociétés mises en équivalence atteint 35 millions d'euros sur la période.

\* données non auditées.

## La banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>1 413</b>	<b>1 086</b>	<b>-23,1 %</b>
Charges d'exploitation	(987)	(897)	-9,1 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>426</b>	<b>189</b>	<b>-55,6 %</b>
Coût du risque	47	(36)	n.s.
Résultat net sur actifs immobilisés	0	39	n.s.
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>473</b>	<b>192</b>	<b>-59,4 %</b>
Résultat exceptionnel (hors coûts liés au rapprochement et impôt)	(140)	(48)	-65,7 %
<b>Résultat net avant écarts d'acquisition</b>	<b>333</b>	<b>144</b>	<b>-56,8 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>22,3 %</b>	<b>10,0 %</b>	

La banque de marchés et d'investissement enregistre un résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et charges liées au rapprochement de 144 millions d'euros au premier semestre 2004 en recul de 56,8 % par rapport au niveau élevé du résultat enregistré au premier semestre 2003.

Le PNB atteint 1 086 millions d'euros en baisse de 23,1 % sur celui de 2003 (de 23,2 %\* à périmètre d'activités comparable et à taux de change constant sur le périmètre Calyon). Malgré une amélioration observée au cours des deux derniers mois, les revenus des activités de marché de capitaux restent en retrait par rapport à ceux du premier semestre 2003. D'une part, les revenus des dérivés de taux et des marchés de crédit avaient été exceptionnellement élevés au premier semestre 2003 ; d'autre part, l'activité sur les dérivés actions s'est sensiblement réduite. En outre, l'activité prêts et emprunts de titres s'est fortement contractée au cours de la période pour se concentrer sur le marché britannique (suite à la suppression des avoirs fiscaux en Italie et leur réduction en France). En revanche, les revenus des activités de courtage, en hausse de 46 %, bénéficient de l'augmentation des volumes de transactions sur toutes les Places et notamment sur le marché japonais.

La contribution des activités de Capital Investissement reste faible sur le semestre. Pour sa part, le **groupe UI** (Union d'Etudes et d'Investissements et IDIA), pôle d'investissement de Crédit Agricole S.A., a effectué des investissements à hauteur de 82,6 millions d'euros au premier semestre 2004 contre 107,5 millions d'euros au 30 juin 2003 et réalisé 172,6 millions d'euros de cessions contre 61,6 millions d'euros un an auparavant.

La restructuration des activités de Capital Investissement sera poursuivie par la fusion des entités du Crédit Lyonnais (CLPEH, CLPE, CLCI et CLVC) au sein du groupe UI ; d'ici la fin de l'année le dispositif aura été recentré.

La contraction des charges d'exploitation de la banque de marchés et d'investissement de 9,1 % est ramenée à 7,4 %\* à périmètre d'activités comparable et à taux de change constant (sur le périmètre Calyon). Le coût du risque enregistre une dotation nette aux provisions de 36 millions d'euros couvrant notamment certaines lignes cotées du portefeuille de Private Equity.

\* données non auditées.

## 6. Banque de détail à l'étranger

La contribution du pôle Banque de détail à l'étranger au résultat du Groupe s'améliore nettement. Avant amortissements des écarts d'acquisition et charges liées au rapprochement, son résultat net atteint 156 millions d'euros, en progrès de 40,5 % sur celui du premier semestre 2003.

### Banque de détail à l'étranger

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>187</b>	<b>186</b>	<b>-0,5 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(146)	(150)	+2,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>41</b>	<b>36</b>	<b>-12,2 %</b>
Coût du risque	(20)	(13)	-35,0 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	99	139	+40,4 %
Résultat net sur actifs immobilisés	0	0	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>120</b>	<b>162</b>	<b>+35,0 %</b>
Impôt	(9)	(6)	-33,3 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement</b>	<b>111</b>	<b>156</b>	<b>+40,5 %</b>
<b>ROE (en % des fonds propres alloués)</b>	<b>9,4 %</b>	<b>13,6 %</b>	

Le pôle enregistre, au premier semestre 2004, une quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de 139 millions d'euros, en hausse de 40,4 % sur le premier semestre 2003. Cette forte augmentation est obtenue malgré l'impact de la sortie de la banque Al Bank Saudi Al Fransi, auparavant consolidée dans ce pôle métier, et désormais affectée à la Banque de Financement et d'investissement. Cet impact représente -35 millions d'euros sur le résultat mis en équivalence au premier semestre 2004.

A périmètre inchangé du métier, la croissance du résultat mis en équivalence (multiplié par 2) résulte de la très forte amélioration des résultats de **Banca Intesa** qui poursuit la mise en œuvre du plan stratégique annoncé fin 2002. Ainsi sa contribution au résultat net avant amortissement des survaleurs atteint 108 millions d'euros contre 75 millions d'euros au premier semestre 2003.

## 7. Gestion pour compte propre et divers

Le pôle « gestion pour compte propre et divers » dégage un résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et coûts liés au rapprochement en amélioration : - 217 millions d'euros sur le premier semestre 2004 contre - 298 millions d'euros sur le premier semestre 2003.

### Gestion pour compte propre et divers

(en millions d'euros)	S1 2003 pro forma	S1 2004	variation 2004/2003
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>(309)</b>	<b>(122)</b>	<b>-60,5 %</b>
Charges d'exploitation	(204)	(230)	+12,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(513)</b>	<b>(352)</b>	<b>-31,4 %</b>
Coût du risque	14	(26)	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	14	(3)	n.s.
Résultat net sur actifs immobilisés	(84)	3	n.s.
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>(569)</b>	<b>(378)</b>	<b>-33,6 %</b>
Résultat exceptionnel (hors coûts liés au rapprochement), impôts et FRBG	271	161	-40,6 %
<b>Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>(298)</b>	<b>(217)</b>	<b>-27,2 %</b>

Le PNB du pôle « gestion pour compte et divers » enregistre l'amélioration des marchés boursiers sur les portefeuilles actions. Au premier semestre 2004, il intègre une reprise nette de 16 millions d'euros de provisions sur les titres de l'activité de portefeuille, alors que le PNB du premier semestre 2003 avait enregistré une dotation de 152 millions d'euros ; ce qui représente une augmentation du PNB de 168 millions d'euros entre les deux périodes.

En revanche, il inclut une légère hausse des coûts de financement (+15 millions d'euros sur le semestre) liée principalement à l'acquisition des 29 % supplémentaires de Finaref entre les deux périodes (14,5 % en décembre 2003 puis 14,5% en mars 2004).

En outre, suite aux apports partiels d'actifs de la BFI du Crédit Lyonnais à CAI (devenu Calyon), des activités résiduelles de la BFI du Crédit Lyonnais (activité contrats en cours d'extinction, activité de correspondant banking) ont été affectées au pôle « Gestion pour compte propre et divers ». L'impact est nul sur le RBE du pôle, l'effet sur le PNB et les charges d'exploitation du premier semestre 2004 étant respectivement de l'ordre de 50 millions d'euros.

Il en résulte une hausse apparente de 12,7 % des charges d'exploitation par rapport au premier semestre 2003, qui enregistrent cet impact des restructurations du Groupe consécutives à l'intégration du Crédit Lyonnais.

Le résultat net sur actifs immobilisés augmente de 87 millions d'euros d'une période à l'autre à 3 millions d'euros au premier semestre 2004 ; de fait, le premier semestre

2003 avait enregistré des dotations aux provisions sur des participations non consolidées.

## Analyse du bilan consolidé de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2004, le total du bilan du Groupe atteint 812,4 milliards d'euros contre 786 milliards d'euros au 31 décembre 2003. Sa croissance dépasse 26 milliards d'euros sur le premier semestre 2004 soit +3,4 % par rapport à décembre 2003.

Elle est pénalisée par la déconsolidation au 30 juin 2004 de la Banque Libano-Française SAL (qui représentait 2,8 milliards d'euros au 31 décembre 2003). A l'inverse, la légère appréciation des principales devises contre euro entre décembre 2003 et le 30 juin 2004 (USD +3,9 %, GBP +5 %, JPY +2 %, CHF +2,2 %) a un impact positif sur le bilan. Au total, le bilan augmente de 26,2 milliards d'euros soit de 3,3 % sur le semestre à cours de change et périmètre constant.

### Opérations avec la clientèle

**L'encours des créances sur la clientèle** (y compris les opérations de crédit bail) net des provisions s'élève à 168,6 milliards d'euros au 30 juin 2004. Il s'accroît de 7,1 milliards d'euros sur le semestre, sous l'effet du dynamisme de l'activité crédit du groupe Sofinco dans le crédit à la consommation (+1,7 milliard d'euros) et de la banque de réseau du Crédit Lyonnais (+1,6 milliard d'euros) notamment. Les encours des opérations clientèle de Calyon s'accroissent aussi de +3,4 milliards d'euros dont +1,2 milliard de titres reçus en pension livrée.

Pour leur part, **les opérations internes au Groupe**, qui recouvrent les comptes et avances à terme en faveur des Caisses régionales, sont en hausse de 4,5 milliards d'euros depuis décembre 2003 à 162,1 milliards d'euros. La composition de ce poste reflète les mécanismes financiers entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales. Son évolution traduit le développement soutenu de l'activité des Caisses régionales dans les domaines de la collecte et du crédit.

Au niveau du passif, **les comptes créditeurs de la clientèle** représentent 289,4 milliards d'euros. Ils sont en réduction de 8,4 milliards d'euros sur le semestre en raison de la contraction de 9,5 milliards d'euros des titres donnés en pension livrée par Calyon. En revanche, les comptes d'épargne à régime spécial progressent de 3,4 milliards d'euros depuis le début de l'année en liaison avec la bonne tenue de la collecte d'épargne des Caisses régionales (+5,1 % sur un an) et du réseau Crédit Lyonnais. Rappelons que, du fait des

mécanismes financiers internes au Groupe Crédit Agricole, la collecte d'épargne des Caisses régionales est centralisée au bilan de Crédit Agricole S.A. ; elle représente plus de 150 milliards d'euros.

Dans le même temps, **les dettes représentées par un titre** se sont développées de 13,9 milliards d'euros depuis le début de l'année pour représenter 104,4 milliards d'euros au 30 juin 2004.

D'une part, le Groupe a accru de 19,3 milliards d'euros son recours au marché sous forme d'émissions de titres de créances négociables eu égard au niveau des taux. A l'inverse, il a réduit les titres du marché interbancaire de 4,3 milliards d'euros ainsi que ses emprunts obligataires à 22,0 milliards d'euros contre 23,2 milliards d'euros fin 2003.

## Opérations sur titres

**Les placements** dans des portefeuilles de transaction, placement, investissement et de titres de l'activité de portefeuille s'élèvent à 72,3 milliards d'euros, en réduction de 5,7 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2003. Cette baisse porte sur les placements obligataires en portefeuille (-5,8 milliards d'euros).

Pour leur part, les placements des entreprises d'assurance, d'un montant de 131,4 milliards d'euros, se sont accrus de 4,1 milliards d'euros sur le semestre sous l'effet du développement de l'activité de Pacifica et de Predica.

Parallèlement, leur provisions techniques, au passif, s'élèvent à 129,5 milliards d'euros, en hausse de 6,5 milliards d'euros sur le semestre.

## Les fonds propres

**Les capitaux propres**, part du Groupe, du groupe Crédit Agricole S.A. (y compris le résultat de l'exercice) s'élèvent au 30 juin 2004 à 24,2 milliards d'euros.

Leur évolution depuis la clôture de l'exercice précédent (+2,5 %) résulte principalement du résultat du semestre (1 075 millions d'euros), diminué du paiement des dividendes de l'exercice 2003 (801 millions d'euros).

**Les fonds propres** bruts (capitaux propres, FRBG, dettes subordonnées et assimilées) du Groupe, atteignent 48,4 milliards d'euros, en légère diminution de 262 millions d'euros sur le semestre. Cette évolution provient essentiellement de la contraction de près de 600 millions d'euros des dettes subordonnées et de la réduction de la part des intérêts minoritaires (-190 millions d'euros) suite à l'augmentation de 14,5 % de la participation du Groupe dans Finaref et

à la cession de Financière Lapérouse.

Après déduction de la part des minoritaires (4,3 milliards d'euros), la part du Groupe dans les fonds propres atteint 44,1 milliards d'euros.

Dans le même temps, **les valeurs immobilisées** (participations non consolidées par la méthode globale et immobilisations) sont restées globalement stables entre le 31 décembre 2003 et le 30 juin 2004, autour de 22 milliards d'euros.

A 9,7 milliards d'euros, **les écarts d'acquisition** se sont accrus de 38 millions d'euros depuis le 31 décembre 2003 avec l'acquisition de Dan'Aktiv et de la dernière tranche de Finaref, après déduction des amortissements réalisés au cours du semestre.

## Les ratios prudentiels

### Ratio international de solvabilité du groupe Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2004
<b>Risques</b>			
<b>Risques de crédit</b>	<b>197 166</b>	<b>189 976</b>	<b>191 982</b>
<b>Risques de marché</b>	<b>21 816</b>	<b>22 531</b>	<b>22 186</b>
• Risques de taux	14 913	15 352	15 999
• Risques actions	2 857	3 077	2 329
• Risques de change	1 669	1 444	1 326
• Risques sur les matières premières	84	101	32
• Risques calculés par les modèles internes	2 293	2 556	2 502
<b>Total des risques pondérés</b>	<b>218 982</b>	<b>212 507</b>	<b>214 168</b>
<b>Fonds Propres Disponibles</b>			
Tier 1	16 442	16 883	17 579
Tier 2	14 072	15 043	14 340
Tier 3	1 231	1 118	947
Déductions	13 748	14 007	14 442
<b>Total des fonds propres disponibles</b>	<b>17 997</b>	<b>19 037</b>	<b>18 424</b>
<b>Ratio de solvabilité Tier 1</b>	<b>7,5 %</b>	<b>7,9 %</b>	<b>8,2 %</b>
<b>Ratio de solvabilité global</b>	<b>8,2 %</b>	<b>8,9 %</b>	<b>8,6 %</b>

Au 30 juin 2004, le ratio global de solvabilité s'établit à 8,6 % contre 8,9 % au 31 décembre 2003. Le ratio sur noyau dur s'inscrit à 8,2 % contre 7,9 % fin 2003.

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

- les risques pondérés sont quasi stables (+0,8%) à 214,2 milliards d'euros ;
- les fonds propres durs Tier 1 progressent de 696 millions d'euros (+4,1%) sous l'effet du résultat conservé minoré de la réduction des intérêts minoritaires (-74 millions d'euros) ;

- les fonds propres Tier 2, du fait des remboursements, diminuent de 703 millions d'euros (-4,6%) ;
- les fonds propres Tier 3 diminuent également (-171 millions d'euros) en raison des amortissements ;
- les déductions, quant à elles, augmentent de 435 millions d'euros (+3,1%) en raison essentiellement de l'évolution de la valeur des sociétés mises en équivalence (417 millions d'euros dont 233 millions d'euros pour les CR).

## Analyse des comptes de Crédit Agricole S.A. (société mère)

Au 30 juin 2004 le **produit net bancaire** de Crédit Agricole S.A. (Société mère) atteint 1 560 millions d'euros, en augmentation de 560 millions d'euros, soit + 55,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2003.

Les dividendes des filiales et participations s'accroissent de plus de 650 millions d'euros entre 2003 et 2004 passant de 1 320 millions d'euros à 1 975 millions d'euros sous l'effet, principalement, des acquisitions au cours de l'année 2003 du Crédit Lyonnais et de Finaref (+ 257 millions d'euros à 516 millions d'euros), de la distribution, sous forme de paiement du dividende en actions, de l'autocontrôle d'Intesa et de façon plus générale des excellents résultats des filiales et des Caisses régionales pendant l'exercice 2003.

En contrepartie, le coût de refinancement du déficit de capitaux propres (y compris FRGB épargne-logement) lié aux investissements dans les Caisses régionales, Finaref et surtout le Crédit Lyonnais, atteint 560 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 310 millions d'euros au 30 juin 2003, qui n'intégraient que pendant 15 jours le financement du Crédit Lyonnais.

Les revenus du portefeuille de placement et titres de l'activité de portefeuille reviennent à leur niveau d'équilibre sous l'effet principal des titres de l'activité de portefeuille (TAP) dont les dotations nettes avaient atteint 140 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2003.

La marge épargne – avances se maintient à un excellent niveau après mise en œuvre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, des nouvelles règles financières internes au groupe Crédit Agricole, basées sur les conditions de marché.

**Les frais de fonctionnement** sont stables à 184 millions d'euros. Pour leur part, les frais de personnel, y compris intéressement et participation, enregistrent une diminution de plus de 3 % au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003.

Compte tenu des évolutions respectives du PNB et des frais de fonctionnement, **le résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 376 millions d'euros contre 817 millions d'euros en 2003 en augmentation de 68,4 %.

**Le coût du risque** apparaît globalement en dotation nette de 47 millions d'euros suite à la couverture prudente de deux risques latents. Au titre des risques internes sur l'épargne-logement, la reprise mécanique de provisions de 10 millions d'euros est liée à la réduction du taux de perte constatée.

**Les coûts liés au rapprochement avec le Crédit Lyonnais** s'élèvent à 56 millions d'euros. Ces charges recouvrent essentiellement les honoraires de cabinets de conseil en organisation, et les coûts de déménagement. Elles sont destinées à contribuer à la mise en œuvre des synergies qui devraient générer des produits annuels supplémentaires évalués à 770 millions d'euros en 2006 pour l'ensemble du Groupe.

**Les gains fiscaux** enregistrés dans les comptes sociaux atteignent 276 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 172 millions d'euros au cours de la même période de l'année précédente. L'explication du profit fiscal dans les comptes sociaux réside dans les mécanismes de l'intégration fiscale qui autorisent d'imputer les déficits fiscaux sur l'impôt dû par les filiales intégrées fiscalement.

La reprise de 56 millions d'euros du **FRBG** résulte pour la partie risque de taux de l'épargne-logement, de l'écart constaté entre les taux d'intérêt anticipés et le taux de la collecte épargne-logement qui finance les prêts de même nature.

En définitive, **le résultat net** de Crédit Agricole S.A. (société mère) ressort à 1 619 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 1 042 millions d'euros en 2003 soit une augmentation de 577 millions d'euros (+ 55,4 %).

## Evolutions récentes et perspectives

### Avancement du chantier conversion aux normes IAS/IFRS

Les travaux engagés depuis fin 2002 au sein du groupe Crédit Agricole, pour l'application du référentiel IAS/IFRS aux comptes consolidés, se poursuivent par une mise en œuvre progressive et pragmatique courant 2004.

Ces travaux se concrétisent par la constitution de comptes pro-forma en 2004 qui ne seront définitivement stabilisés qu'en 2005 du fait :

- de l'adoption par l'Union Européenne pour la fin de l'année de la version définitive de certaines normes,
- de la mise en œuvre des adaptations des systèmes informatiques durant l'année 2004, ce qui permettra d'affiner et de fiabiliser progressivement le bilan d'ouverture et les arrêtés trimestriels qui serviront de comparatif 2004 lors des publications en 2005.

## Evolutions récentes

### Création d'un major européen de la gestion d'actifs, à dimension internationale : Crédit Agricole Asset Management - (communiqué de presse du 1 juillet 2004)

Nouvelle grande étape dans le processus de rapprochement au sein du groupe Crédit Agricole, conformément au plan de marche initial : la nouvelle société de gestion issue du rapprochement de CA-AM et de CLAM, a reçu l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Crédit Agricole Asset Management est le nom du nouvel ensemble, ceci afin de capitaliser sur son appartenance au Groupe Crédit Agricole et sur la notoriété de la marque développée à l'international.

Les Caisses régionales du Crédit Agricole et le réseau d'agences du Crédit Lyonnais conservant une politique commerciale propre, les marques respectives de leur offre de produits et de services en gestion collective seront préservées.

Cette opération donne, ainsi, naissance à un major européen, à dimension internationale. Crédit Agricole Asset Management se positionne, désormais, parmi les 10 premiers acteurs européens de la gestion d'actifs et s'appuie sur neuf centres de gestion locaux implantés mondialement. Sur le marché français, il est N°1 de la gestion collective<sup>(1)</sup> et N°2 en épargne salariale<sup>(2)</sup>.

Au cœur du métier de la gestion d'actifs du Crédit Agricole, Crédit Agricole Asset Management rassemble les grandes gestions fondamentales (actions, obligations, monétaires), ainsi qu'un pôle de gestion structurée de toute première importance. Et dans le cadre d'une approche multi-spécialiste, le pôle gestion d'actifs propose, en outre, des savoir-faire spécialisés au sein d'entités dédiées, sur un large spectre (gestion et multi-gestion alternative, gestion quantitative, investissement socialement responsable...).

Les actifs gérés par la nouvelle entité, Crédit Agricole Asset Management, s'élèvent, à fin mars 2004, à 282,3 milliards d'euros<sup>(3)</sup>. Et pour l'ensemble du pôle gestion d'actifs du Crédit Agricole, l'encours global représente à la même date 311,4 milliards d'euros.

Réunissant, désormais, les forces conjointes et complémentaires de deux acteurs de référence, le nouvel ensemble a déterminé les priorités stratégiques suivantes :

- En France, tout d'abord, poursuivre son développement auprès de la clientèle des particuliers et, notamment, de la clientèle haut de gamme, au travers des Caisses régionales du Crédit Agricole et du réseau d'agences du Crédit

Lyonnais. Sur le marché des investisseurs institutionnels et entreprises, consolider sa position en répondant à des standards de qualité exigeants, tant en termes de gestion que de services associés.

Eu égard à l'ouverture du vaste marché de l'épargne retraite, affirmer l'épargne entreprise comme un axe d'expansion prioritaire.

- A l'international, qui constitue un relais de croissance naturel, l'objectif est de conquérir de nouvelles parts de marché, en déployant le dispositif d'ores et déjà mis en place.

De nouveaux développements seront recherchés en direction, notamment, de l'Europe et de l'Asie, compte tenu du très large potentiel que ces deux continents représentent, et ce, sur une clientèle d'investisseurs institutionnels, de distributeurs locaux ou via des accords de participation.

(1) Source : Europerformance, Note mensuelle mars 2004

(2) Source : AFG au 31/12/2003

(3) Encours total des actifs sous gestion de CA-AM et CLAM au 31 mars 2004 : OPCVM (fonds maîtres et nourriciers retraités), fonds dédiés et mandats.

### Rapprochement de CPR Asset Management et d'ABF Capital Management (communiqué de presse du 5 juillet 2004)

Le 2 juillet 2004, les Assemblées générales d'ABF Capital Management et CPR Asset Management ont approuvé la fusion des deux sociétés, désormais réunies sous la dénomination de CPR Asset Management.

Après cette opération CPR Asset management regroupe l'ensemble des ressources en gestion quantitative du pôle de gestion d'actifs de Crédit Agricole S.A. et gère 15,1 milliards d'euros d'actifs confiés pour l'essentiel par des investisseurs institutionnels et des distributeurs financiers.

Cette fusion s'inscrit dans le cadre plus vaste du rapprochement entre Crédit Agricole S.A. et le Crédit Lyonnais ; elle réunit deux spécialistes aux savoir-faire et clientèles complémentaires, totalisant chacun quinze ans d'expérience dans le domaine de la gestion d'actifs pour le compte de tiers.

Avec ce rapprochement, CPR Asset Management offre aux investisseurs une gamme élargie de produits et services, notamment dans le domaine de la gestion quantitative en actions où la société s'affirme comme un acteur significatif.

Fitch Ratings a confirmé dès avril 2004 la note de AM2- attribuée à CPR Asset Management.

Depuis fin 2001, Jean-Yves Colin, Directeur général délégué de Segespar, assure la Présidence de la société ; Pierre Simonet en est administrateur Directeur général.

## Présentation du projet d'entreprise du Crédit Lyonnais (communiqué de presse du 6 juillet 2004)

Le projet d'entreprise du Crédit Lyonnais SA a été présenté à la séance du Comité Central d'Entreprise du 6 juillet 2004. Il vise à construire un modèle bancaire unique, fortement différencié des concurrents nationaux multi-métiers et des acteurs mutualistes à vocation régionale. L'ambition affichée est de faire du Crédit Lyonnais le meilleur établissement bancaire d'envergure nationale. Sa croissance va s'organiser dans un nouveau contexte : celui d'une entreprise autonome, filiale d'un grand groupe bancaire décentralisé et international, financièrement puissant et dont la stratégie s'inscrit dans la durée.

Les objectifs du projet, à la mesure des enjeux économiques, s'inscrivent dans une perspective de fort développement : progression soutenue du PNB à un rythme annuel d'au moins 3%, avec une volonté marquée d'atteindre 4%, et maîtrise des charges. L'effet conjugué de ces deux facteurs va se traduire d'ici à 2007/2008 par un coefficient d'exploitation ramené à 65%. En outre, un nouveau plan d'ouvertures de 150 agences viendra conforter ce développement.

Le Comité Exécutif de la banque a explicité les leviers de transformation qui permettront de stimuler sur tous les marchés, particuliers, professionnels et entreprises, sa capacité d'attrait pour une nouvelle clientèle et de faire de la satisfaction de ses clients un critère essentiel de performance. Il a également annoncé que la distribution de produits d'assurance et de prévoyance constituait un second métier.

Le projet d'entreprise se fonde ainsi notamment sur :

- une simplification des structures et des modes de fonctionnement ;
- une organisation des services par grands processus clients pour mieux répondre aux attentes de la clientèle et améliorer la qualité des prestations ;
- une concentration des fonctions-supports (Ressources Humaines, Finances, Risques, Logistique,...) sur seulement deux niveaux : les structures centrales et les directions d'exploitation ;
- une simplification et un partage des investissements en matière de systèmes informatiques et d'outils de pilotage ;
- une évolution du système de management avec de plus grandes délégations locales et une plus forte responsabilisation des managers et des collaborateurs.

Au plan social, l'accent sera mis à nouveau sur les engagements déjà donnés en matière de politique de l'emploi : aucun licenciement économique, une priorité accordée à la mobilité interne, des gains de productivité, à hauteur de

2 400 postes supprimés en 4 ans, concrétisés au fur et à mesure des départs naturels, la mise en œuvre d'un dispositif de préretraite d'entreprise destiné à prendre le relais de l'accord CATS. Enfin, un volant significatif de recrutement sera parallèlement maintenu pour les métiers commerciaux, de manière à accompagner ce développement.

## Rapprochement Predica – UAF (communiqué de presse du 13 juillet 2004)

Dans le cadre du processus de rapprochement en cours au sein de Crédit Agricole S.A., la création du pôle Assurances de personnes vient de se concrétiser avec la fusion entre les filiales d'assurance Predica et UAF le 30 juin. Cette opération a reçu l'agrément du Comité des Entreprises Assurances.

Le Groupe Crédit Agricole a fait le choix de capitaliser sur la marque Predica pour nommer la nouvelle compagnie issue de cette fusion. Par ailleurs, les Caisses régionales de Crédit Agricole et le réseau d'agences du Crédit Lyonnais conservent une politique commerciale propre.

La fusion avec l'UAF renforce les positions de premier bancassureur et deuxième assureur vie déjà occupées par Predica depuis plusieurs années. La nouvelle compagnie est un intervenant de premier plan sur le marché des assurances de personnes en France avec à fin 2003, des chiffres clés significatifs : 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 118 milliards d'euros d'encours gérés, 12 millions de contrats en portefeuille, 5,5 millions de souscripteurs cumulés.

Filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., la nouvelle compagnie bénéficie d'un élargissement de domaines d'activité, avec notamment une capacité de distribution renforcée. Dotée d'une pluralité de réseaux de distribution : Caisses régionales de Crédit Agricole, BGPI, Crédit Lyonnais, La Médicale de France et UAF Patrimoine, Predica dispose de nouveaux vecteurs de développement pour ses offres d'assurances de personnes : épargne assurance, retraite et prévoyance, sur les différents marchés.

Dans le cadre de la fusion, La Médicale de France devient filiale à 100% de Predica. Cette compagnie est fortement implantée sur le marché de l'assurance médicale, avec un taux de pénétration de 33% (toutes activités confondues) et près de 120 000 assurés.

UAF Patrimoine devient une nouvelle marque commerciale pour Predica. Créée en 2000 par l'UAF, sa vocation est d'apporter un service d'ingénierie en assurance vie à une clientèle haut de gamme, via un réseau de conseillers en gestion de patrimoine indépendants.



Les marques La Médicale de France et UAF Patrimoine conservent leur autonomie.

Une nouvelle étape a été franchie avec le rapprochement géographique des équipes qui s'est achevé fin juin. La compagnie compte 750 collaborateurs, basés sur quatre sites parisiens, dont trois dans le XVème arrondissement.

La nouvelle organisation entre à présent dans la phase de mise en œuvre opérationnelle.

Pour le groupe Crédit Agricole, la fusion entre Predica et l'UAF renforce ses projets de développement dans le domaine des assurances de personnes. La complémentarité des différents réseaux permettra à Predica de diversifier ses offres.

Cette fusion présente de réelles opportunités de développement liées aux compétences croisées des deux compagnies ainsi qu'à leurs savoir-faire et expertises dans de nombreuses branches d'activité : épargne assurance vie, prévoyance décès, retraite notamment avec le PERP, dépendance, entreprises et professionnels et international.

La capacité d'industrialiser à plus grande échelle les processus et les outils qui supportent l'activité permettra également à la fusion de donner son plein effet sur le plan de la productivité et de la rentabilité.

**Euler Hermes et le Crédit Agricole ont entamé des discussions (communiqué de presse du 28 juillet 2004)** afin d'étudier le rachat par le Crédit Agricole de la participation d'Euler Hermes au capital d'Eurofactor

Euler Hermes et le Crédit Agricole ont entamé des discussions afin d'étudier le rachat par le Crédit Agricole de la participation d'Euler Hermes au capital d'Eurofactor.

Ces discussions s'inscrivent dans la suite du rachat du Crédit Lyonnais par le Crédit Agricole qui amène ce dernier à vouloir développer une série de projets spécifiques dans le domaine de l'affacturage et Euler Hermes à envisager une évolution de l'actionnariat d'Eurofactor compte tenu de la qualité de ses liens avec les sociétés du Groupe Crédit Agricole.

Les deux parties envisagent la poursuite des relations d'affaires fructueuses qu'elles ont établies en matière d'affacturage et d'assurance-crédit en France et dans les pays étrangers où Eurofactor est présent (Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Espagne et Portugal).

Les parties envisagent de finaliser un accord d'ici la fin de l'année, sur la base d'une valorisation de la société de l'ordre de 385 millions d'euros. Cet accord éventuel resterait soumis à l'approbation des autorités réglementaires et à l'avis des instances sociales compétentes.

Eurofactor est un des leaders européens de l'affacturage avec un chiffre d'affaires factoré de 21 milliards d'euros en 2003 dont 65% réalisé en France. Euler Hermes et le Crédit Agricole détiennent ensemble, directement et indirectement et à parité, 98,2% du capital d'Eurofactor, le CCF en détenant 1,8%.

**Calyon vend 42% du capital de la Banque Libano-Française S.A.L. (communiqué de presse du 30 juillet 2004)**

Crédit Agricole S.A. a conclu en juin 2004 un accord avec Monsieur Farid Raphaël concernant la cession de la participation de 51% détenue par Calyon dans le capital de la Banque Libano-Française S.A.L.

Après avoir obtenu l'agrément de la Banque du Liban, Calyon confirme avoir vendu ce jour 42% du capital de la Banque Libano-Française S.A.L. à Monsieur Farid Raphaël. Calyon bénéficie également d'une option de vente exerçable d'ici juillet 2009 sur le solde de sa participation, soit 9%.

A compter du 30 juillet 2004, Calyon conservera des relations de correspondant bancaire privilégié avec la Banque Libano-Française S.A.L., mais n'exercera plus de responsabilité dans la gestion de cette banque.

## Perspectives

**Aux États-Unis**, l'écrasement tendanciel des coûts de production par les entreprises a sérieusement comprimé la hausse des salaires, finissant par toucher la consommation au deuxième trimestre 2004. Les mauvais chiffres d'emploi en juin et en juillet et la résistance à la hausse des heures travaillées abaissent le potentiel de la consommation. Les effets de stimulation externes s'estompent (l'investissement ne devrait continuer à être stimulé que jusqu'à la fin de l'année). La FED ne devrait donc remonter que graduellement ses taux, à 2 % fin 2004, 3 % fin 2005. Le marché obligataire a été très sensible au ralentissement économique, et les taux longs se sont réduits à 4,2 % en août. Un retour à la normale (autour de 4,6 % à 5 %) semble probable en fin d'année.

**Dans l'UEM**, le scénario de reprise graduelle reste d'actualité. Les exportations, tirées par la dynamique mondiale et le réveil du commerce intra-zone, sont sur une pente clairement haussière. L'investissement des entreprises commence à réagir à l'embellie progressive de la situation financière des entreprises (surtout en France), mais son rythme de progression restera plus modeste que lors des précédentes reprises. L'embellie du marché du travail (même modeste) attendue en cette deuxième moitié d'année devrait soutenir les dépenses des ménages ; cependant, d'autres

facteurs, comme la modération salariale, le potentiel de baisse limité du taux d'épargne et le maintien d'une inflation supérieure à 2 % (surtout si le prix du pétrole ne se modère pas) joueront négativement. Dans un contexte de reprise somme toute modeste, et en l'absence de manifestation d'effets de 2nd rang sur l'inflation, la BCE devrait maintenir un statu quo durable. La courbe des taux se pentifierait davantage, avec la poursuite de la remontée des taux longs (4,6 % en fin d'année en France).

**En France**, cette hausse des taux devrait avoir pour conséquence de calmer quelque peu la distribution de crédit aux ménages, en particulier à l'habitat. En revanche, après une année 2003 très négative, les crédits aux entreprises devraient se reprendre, portés par l'accélération de l'activité. Les flux de placement des ménages souffriraient quelque peu de la baisse du taux d'épargne et connaîtraient un rééquilibrage progressif de l'épargne liquide vers l'épargne longue, l'assurance vie (y compris PERP) demeurant la grande gagnante.

### Le contrôle interne

La réorganisation des fonctions centrales de Crédit Agricole S.A. consécutive à l'intégration du Crédit Lyonnais (et de FINAREF), s'est traduite par la confirmation du rôle et des missions de l'Inspection Générale Groupe, directement rattachée au Directeur Général de Crédit Agricole S.A., désormais structurée en trois lignes métier distinctes : Audit-Inspection, Pilotage du Contrôle Interne, Sécurité Financière.

En premier lieu, la Ligne Métier Audit-Inspection est confirmée dans ses missions de vérification sur pièces et sur place de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole ainsi que de pilotage des Inspections Générales de Calyon et de Crédit Lyonnais S.A. (Banque de proximité) et des unités d'audit-inspection des autres filiales de Crédit Agricole S.A.

L'organisation mise en place s'accompagne d'un renforcement des moyens de pilotage des unités d'audit des filiales, de supervision des missions d'inspection (audit informatique, comptable) et des fonctions supports et méthodologie. L'augmentation du nombre d'inspecteurs est assurée pour partie par transfert d'équipes de l'Inspection Générale du Crédit Lyonnais.

En deuxième lieu, la fonction de Pilotage du Contrôle Interne Crédit Agricole est exercée sur le périmètre du nouveau Groupe par une unité centrale dépendant du Responsable du Contrôle Interne de Crédit Agricole S.A., directeur de l'Inspection Générale Groupe, en relation fonctionnelle avec les Responsables du Contrôle Interne des différentes entités.

Au cours du premier semestre 2004, l'unité centrale a diffusé aux diverses entités du Groupe les recommandations et instructions nécessaires à la prise en compte des évolutions légales et réglementaires en matière de contrôle interne (Loi de sécurité financière du 1<sup>er</sup> août 2003, règlement CRBF 2004-02 relatif aux plans de continuité d'activité ...), notamment en direction des Caisses régionales, conformément aux missions dévolues à l'organe central.

Dans le cadre du programme renforcé de contrôle de la conformité aux lois et règlements français et étrangers (« FIDES »), mis en œuvre sous l'autorité du Secrétaire Général de Crédit Agricole S.A., l'Inspection Générale Groupe s'est assurée, au cours du premier semestre 2004, de la bonne intégration de ces nouvelles modalités d'organisation aux dispositifs de contrôle interne du Groupe.

Enfin, le déploiement de la Ligne Métier « Sécurité Financière », chargée de la prévention du blanchiment de capitaux, de la lutte contre le financement des activités terroristes, de la gestion des embargos et du gel des avoirs, s'est poursuivi avec la constitution, au sein de l'Inspection

Générale Groupe, du Pôle « Sécurité Financière », rattaché au Responsable du Contrôle Interne du groupe Crédit Agricole S.A.

Ce renforcement des moyens, lié notamment à la mise en œuvre du programme « FIDES », qui inclut des exigences accrues en matière de connaissance et d'identification de la clientèle et de principes d'entrée en relation, s'est accompagné d'une coordination élargie des actions menées dans les différentes composantes du Groupe.

### Organisation de la déontologie et conformité

Au cours du premier semestre 2004, la Direction de la Conformité Déontologie (DDC) a contribué à la finalisation du programme renforcé de contrôle de la conformité demandé par la Commission Bancaire et par la Réserve Fédérale des États Unis.

Un plan de mise en œuvre des dispositions requises pour satisfaire aux exigences de la décision du 24 juillet 2003 de la Commission Bancaire a été présenté à la Commission Bancaire le 9 janvier 2004.

Les mesures organisationnelles et procédurales consécutives à la mise en œuvre de ce plan de contrôle renforcé de la conformité et prises au cours du premier semestre 2004 ont été traduites essentiellement au travers de Notes de Procédures Groupe diffusées, le 2 juillet 2004, au sein du groupe Crédit Agricole S.A.

Les mesures organisationnelles consistent en l'organisation en lignes métiers mondiales des trois fonctions Conformité-Déontologie, Sécurité Financière, Juridique, constituant ensemble la Fonction Conformité et en des renforcements d'effectifs.

Les principales procédures portent sur le fonctionnement du Comité de Management de la Conformité, le processus d'entrée en relation avec les clients et le devoir d'information à leur égard, le processus d'agrément pour les nouveaux produits et nouvelles activités, les modalités opératoires des opérations d'investissement ou de désinvestissement et le processus de remontée obligatoire des manquements aux lois et règlements.

Les principes définis par Crédit Agricole S.A. doivent être transposés dans les filiales du périmètre de contrôle interne de Crédit Agricole S.A. et prioritairement dans les métiers de banque d'investissement chez Calyon.

## Cas particulier de la conformité aux États-Unis

En vertu du *Joint Order* émis conjointement par la Commission Bancaire et le *Federal Reserve Board* en date du 8 janvier 2004 et, à l'instar des dispositions adressées à la Commission Bancaire, un plan de conformité aux lois et réglementations US a été présenté à la FED et a donné lieu à une approbation conjointe de la FED et de la Commission Bancaire du 27 juillet 2004. Des procédures et directives détaillées par métiers doivent être présentées aux autorités de tutelle dans un délai de 60 jours.

## La gestion du bilan

### Le risque de taux d'intérêt global

L'organisation en ligne métier de la fonction Finance au sein du Groupe Crédit Agricole S.A., depuis le rapprochement avec le Crédit Lyonnais, s'est notamment traduite au premier semestre par :

- L'organisation d'un cycle de réunions réunissant les directeurs financiers et responsables de la gestion actif / passif de Calyon et du Crédit Lyonnais pour harmoniser les conventions de gestion ;
- L'adoption par le comité actif / passif du Groupe Crédit Agricole S.A. du principe de la participation de la direction financière du Groupe aux comités actif passif des filiales.

Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, est entrée en vigueur, comme prévu, la réforme des relations financières internes qui se traduit par un refinancement global (et non plus prêt par prêt) des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A. sur les avances (et toujours dans la limite de 50% des crédits) et par la mise en place progressive d'une rémunération de l'épargne centralisée par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales sur la base de commission variable fonction de la marge de remplacement effectivement perçu par Crédit Agricole S.A.

### Le risque de taux d'intérêt général

Au cours du semestre, les travaux d'harmonisation des méthodes de modélisation des risques de taux sur l'épargne se sont poursuivis avec le Crédit Lyonnais et ont abouti à adopter des modèles communs sur l'ensemble des livrets d'épargne (CSL, Codevi, CEL, ...).

Au 31 mars 2004, le risque de perte sur 2004 (y compris les positions du Crédit Lyonnais) en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 1 % des fonds propres prudentiels.

Au 31 mars 2004, le risque de perte cumulé et non actualisé sur les dix années suivantes (y compris les positions du Crédit Lyonnais) en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 10 % des fonds propres prudentiels.

### Le risque de liquidité

A fin juin 2004, le ratio de liquidité s'établit à 109,4 % contre 129 % à fin 2003.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a renforcé sa capacité d'emprunt en augmentant à 20 milliards USD (contre 15 auparavant) le plafond de son programme d'Euro Medium Term Notes (EMTN) pour prendre en compte la disparition du Crédit Lyonnais en tant qu'émetteur sur les marchés financiers. Au cours du premier semestre, Crédit Agricole S.A. a emprunté 1,7 milliard d'euros auprès des clients des Caisses régionales sous forme d'obligations et 2,3 milliards d'euros à travers son programme d'EMTN.

L'intégration du Crédit Lyonnais (après apport de la BFI à Calyon) sur le plan de la gestion de la liquidité a été réalisée au cours du premier semestre en retenant les principes du Groupe dans ce domaine. Les excédents du Crédit Lyonnais après apport sont ainsi intégralement reprêtés à la Trésorerie de Crédit Agricole S.A. qui peut continuer de ce fait à piloter la liquidité globale du Groupe Crédit Agricole S.A.

## La gestion des risques de contrepartie, de marchés et opérationnels

Au cours du premier semestre 2004, le plan d'actions a été poursuivi pour rapprocher et harmoniser les dispositifs de pilotage, les méthodologies de mesure des risques et les systèmes d'information et pour unifier la gestion des projets transverses au Groupe (projet Bâle II notamment).

### Organisation de la fonction risque au sein du Groupe

La Direction des Risques du Groupe (DRG) supervise les risques de marché, les risques de contrepartie et les risques opérationnels, en relation avec les différentes filiales.

Elle a été réorganisée autour de trois périmètres du Groupe, chacun sous la responsabilité d'un adjoint : Crédit Agricole S.A. et filiales contrôlées (à l'exception de Calyon) ou consolidées par mise en équivalence d'une part, Calyon d'autre part et Caisses régionales enfin.

Les responsables des risques des filiales autres que Calyon rapportent hiérarchiquement à la Direction Générale de leur filiale et fonctionnellement à l'adjoint responsable des

risques de Crédit Agricole S.A. et filiales hors Calyon.

Par ailleurs, celui-ci est également responsable de la coordination de l'ensemble des sujets transverses (normes, notation, tiers ...) en liaison avec le Directeur des Risques de Calyon et le Directeur des risques en charge du périmètre Caisses régionales.

### **Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales**

Chaque filiale ou métier doit définir, en liaison avec la DRG, et faire valider par le Comité des Risques Groupe sa stratégie risque qui fixe le cadre de développement de son activité.

Ainsi au premier semestre 2004, des stratégies risques pour les activités de crédit ont été validées pour des métiers (Crédit à la Consommation et Affacturage), pour des filières importantes de Calyon (Energie, Aéronautique, Shipping), et pour certains pays.

### **Le Projet Bâle II**

A la suite du rachat du Crédit Lyonnais, le projet Bâle II a été réorganisé et une structure dédiée au périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. a été créée fin 2003. Des comités de coordination mensuels et de pilotage trimestriels ont été mis en place, réunissant les représentants de la Direction des Risques du Groupe, chargés d'assurer la coordination globale du projet, et les responsables Bâle II de chaque filiale, chargés de sa mise en œuvre sur leurs périmètres respectifs. Les travaux s'articulent autour de trois chantiers : Risque de crédit - Méthodologie, Risque de crédit - Systèmes d'Information et Risque Opérationnel.

Un point sur l'état d'avancement du projet dans chaque filiale a été réalisé et des standards communs au Groupe ont été définis ; en particulier, la base RICOS Crédit Agricole S.A. a été retenue comme base de gestion des tiers et de consolidation des engagements pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole S.A. Chaque filiale a défini une cible en termes de méthodologie et de calendrier de validation, appuyée sur un planning détaillé des tâches restant à réaliser.

Sur le périmètre des Caisses régionales, le déploiement des méthodes et des outils Bâle II fait l'objet d'un suivi mensuel très strict.

La réflexion sur l'usage par les Caisses régionales des dispositifs de notation interne mis en place dans le cadre du chantier Bâle II a conduit au lancement en juin 2004 des chantiers suivants, prioritaires au niveau national :

- Pré-attribution et scores d'octroi des crédits habitat et des crédits consommation ainsi que des financements de toute nature destinés aux clientèles des agriculteurs et des professionnels ;

- Mise en place, sur le marché des entreprises, d'un outil d'aide à la décision de financement, avec simulation de la rentabilité induite des fonds propres requis (RAROC) ;
- Processus de traitement des dépôts à vue débiteurs (traitement automatisé des suspens).

### **Mise en œuvre du Rapprochement**

Au niveau de la Banque de Financement et d'Investissement, les bases tiers ont été rapprochées et fusionnées ; les notations des tiers et de leur groupe ont été harmonisées.

Des convergences méthodologiques ont été validées par le Comité des Normes. Notamment une Méthode Commune Simplifiée de calcul de capital interne a été définie et implémentée.

Les politiques de provisionnement des risques individuels ont été harmonisées.

### **Évolution du périmètre d'activité des filiales**

Au premier semestre 2004, sont intervenus des mouvements internes au groupe Crédit Agricole S.A. suite à la réalisation au 29 avril, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004, des opérations d'apport d'actifs de la BFI du Crédit Lyonnais à CAI.

Un premier lot d'unités, 143 milliards d'euros d'actifs au bilan, a été apporté à la nouvelle entité Calyon résultant de la fusion de CAI de la BFI du CL.

Un deuxième lot, 18,67 milliards d'euros d'encours en risque au 30 juin 2004, après prise en compte de la couverture du CLO (Collateralized Loan Obligation) et des provisions, restent comptabilisés dans les livres du CL mais sont couverts par une garantie de Calyon.

Pour ces deux lots, les risques sont supervisés par Calyon.

Sofinco et Finalion ont fusionné.

Lixxbail et CBIF ont été apportés à la holding Ucabail qui unifie ainsi sur le métier du crédit-bail les processus risques (décision, suivi, provisionnement ...).

La cession de la BLF entraîne la sortie de cette unité du périmètre de surveillance des risques.

### **Les risques de contrepartie**

#### **Suivi des grands risques de contrepartie**

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales sont suivis par contrepartie et par groupe lié de contreparties.

Au 30 juin 2004, les engagements en risques de bilan et hors-bilan de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès des 10 premiers groupes s'élevaient à 20,7 milliards d'euros (données de gestion, intégrant les risques en montant brut avant toutes garanties sur opérations de crédit, titres et de marché), en baisse de 15 % depuis décembre 2003 résultant de la stratégie de réduction du risque de concentration.

Le suivi des grands risques de contrepartie des Caisses régionales est opéré notamment au travers de la filiale Foncaris qui, au 30 juin 2004, garantissait à 50 % les 6,6 milliards d'euros d'encours de crédit des Caisses régionales sur leurs plus grands risques. A ce titre, ses engagements s'élevaient à cette date à 3,3 milliards d'euros. Les dix premiers risques de Foncaris représentaient 34,8 % de ses engagements totaux.

### Politique de provisionnement et couverture des risques

Le coût du risque de crédit consolidé sur le périmètre Crédit Agricole S.A. s'améliore nettement : 39 points de base des emplois pondérés Cooke (hors risques de marché) au premier semestre 2004, contre 62 points de base en 2003.

Cette amélioration significative est liée pour l'essentiel à une situation très favorable sur la clientèle des entreprises (Calyon et Crédit Lyonnais-DMEF, Foncaris, Affacturage).

### Les risques de marchés

#### Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marchés

Le premier semestre 2004 s'est caractérisé par d'importants travaux de préparation et de réalisation de l'apport partiel des activités de la BFI du Crédit Lyonnais et de CAL Cheuvreux à Calyon. Les activités sont progressivement transférées vers un système d'information unique (celui du Crédit Lyonnais choisi pour sa validation par la Commission

Bancaire en 2002) et permettant ainsi à terme une uniformisation de la méthode de mesure des risques de marché. Depuis mai 2004, une VaR consolidée est disponible pour de nombreuses lignes produits sur le périmètre Calyon. Le groupe Crédit Agricole S.A. retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps de 1 jour, en s'appuyant sur un an d'historique de données. Les méthodologies utilisées sont différenciées selon les produits traités :

- la VaR historique pour toutes les activités de produits dérivés (y compris dérivés de crédit mais hors matières premières) et les actions ;
- la VaR paramétrique et historique sur les produits linéaires de taux et de change ;
- la VaR Monte Carlo sur les matières premières.

L'évolution de la VaR sur les activités de marché de Calyon s'est présentée de la façon suivante :

#### Répartition de la VaR (99 %, 1 jour) sur la période du 03/05/04 au 30/06/04\*

(en millions d'euros)	Minimum	Maximum	Moyenne	30/06/04
Trésorerie	3	6	5	3
ICC (Taux, Change et Commodities)	18	27	23	23
Crédit	7	11	9	10
Actions	6	21	17	6
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>47</b>	<b>39</b>	<b>25</b>

\* Les chiffres sont calculés sur la période d'existence de Calyon.

La VaR totale du groupe Crédit Agricole S.A., incluant en plus les risques de marché résiduels générés par quelques petites filiales de Crédit Agricole S.A., et obtenue par sommation des différentes VaR individuelles, s'élève à 31 millions d'euros au 30 juin 2004 (dont 25 millions d'euros sur le seul périmètre Calyon).

De même, une uniformisation des méthodes de calculs des stress scénarios a été menée sur le périmètre Calyon au cours du premier semestre 2004. A fin juin 2004, les scénarios les plus significatifs donnaient les résultats suivants :

Stress scénario au 25/06/04		Hypothèses des stress scénarios		
		Taux de change	Actions	Matières premières
<b>+ 68 millions d'euros</b>	<b>Toutes lignes de produits</b>	<b>Hypothétiques « incertitudes géopolitiques »</b>		
		Baisse des taux, hausse de la volatilité et des spreads émetteurs Appréciation de l'USD et hausse de la volatilité	Baisse du marché, hausse de la volatilité	Hausse des prix pétroliers et de la volatilité
<b>+ 11 millions d'euros</b>	<b>Toutes lignes de produits</b>	<b>Hypothétiques « anticipations de reprise économique »</b>		
		Aplatissement de la courbe des taux, baisse des spreads émetteurs Appréciation de l'USD et hausse de la volatilité	Hausse du marché	Hausse des prix pétroliers

## Les risques opérationnels

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2004, marqué par le rapprochement de Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais, le Groupe Crédit Agricole S.A. a poursuivi la mise en place du dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels défini dans le cadre de Bâle II.

Ce dispositif de gestion des risques opérationnels, qui a rassemblé les meilleures pratiques en vigueur au Crédit Agricole et au Crédit Lyonnais, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- organisation de la fonction gestion des risques opérationnels : supervision du dispositif par la direction générale<sup>(1)</sup>, rôle de la direction des risques, responsabilités des filiales et des métiers,
- identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs, permettent la surveillance des processus les plus sensibles,
- collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- calcul et allocation des fonds propres économiques au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau filiale,
- livraison périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau filiale, complété par une synthèse Groupe.

Ce dispositif est décliné par chaque entité du Groupe selon le principe de subsidiarité<sup>(2)</sup>

(1) via le comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du comité de contrôle interne.

(2) en fonction notamment de ses métiers, de sa taille, de son réseau géographique (français / international).

## Groupe Crédit Agricole S.A

Pour les principales filiales du groupe Crédit Agricole S.A., il vise l'accréditation par la Commission Bancaire au titre de l'approche avancée au plus tard d'ici fin 2007, date d'entrée en vigueur de celle-ci selon le calendrier du document final de Bâle II. Les cartographies de risques opérationnels sont déployées en fonction du rythme du rapprochement des organisations et en tenant compte du programme renforcé de conformité (notamment pour Calyon).

La mesure du coût des risques opérationnels a été étendue et/ou améliorée dans le groupe Crédit Agricole S.A. pendant le premier semestre 2004 : démarrage du recensement des pertes opérationnelles chez Sofinco, unification de la collecte de ces pertes chez CAAM-CLAM et chez Calyon (avec

reprise des historiques respectifs existant avant la fusion), démarrage de la base intranet Olympia au Crédit Lyonnais banque de détail (outil également utilisé par Calyon).

Avec l'assistance de la Direction des Risques Groupe (DRG) de Crédit Agricole S.A. / Risques Opérationnels, ces quatre filiales ont ainsi produit, à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2004, leurs tableaux de bord trimestriels mettant en lumière les faits marquants et l'évolution du coût des risques opérationnels de la période. Ces tableaux de bord confirment globalement la plupart des principales sources de risques identifiées dans les cartographies : fraude interne et externe, respect insuffisant des obligations réglementaires et des bonnes pratiques commerciales, gestion des processus (notamment relatifs aux opérations de marché et aux moyens de paiement).

## Caisses régionales

En ce qui concerne les Caisses régionales, c'est également l'approche avancée qui a été retenue comme cible à horizon fin 2007.

Dans ce cadre, une unité dédiée au pilotage du projet Bâle II - Risques Opérationnels dans les Caisses régionales a été mise en place à Crédit Agricole S.A. en 2002 ; celle-ci conduit, depuis fin 2003, le déploiement du dispositif de gestion des risques opérationnels dans les 43 Caisses régionales et dans certaines de leurs filiales avec comme objectifs principaux pour chacune d'entre elles :

- d'ici fin 2004, la réalisation d'une cartographie des risques et la définition de plans d'actions de maîtrise des principaux risques identifiés ;
- le recensement normalisé des processus « vitaux » face à une interruption (initialisation du projet Plan de Continuité de l'Activité : PCA, notamment pour répondre au CRBF n°2004-02) ;
- à partir de fin 2004, le lancement du processus de recensement des incidents et pertes.

Tous ces travaux s'appuient sur des référentiels, méthodes et outils communs, développés à Crédit Agricole S.A. et mis à disposition des Caisses régionales au travers d'actions de formation spécifiques.

A fin juin 2004, 35 Caisses régionales et 2 de leurs filiales ont démarré leurs cartographies ; 14 d'entre elles les ont déjà terminés et ont commencé à les exploiter (définition d'indicateurs-clés de suivi, renforcement ou ré-allocation des moyens de contrôle, mise à jour ou mise en place de PCA sur les processus « vitaux », examen de la couverture des principaux risques par les polices d'assurance<sup>(3)</sup>, etc.).

(3) Sur le thème des assurances, un groupe de travail a été lancé fin juin pour examiner, d'ici fin 2004 et pour l'ensemble des Caisses régionales, l'adéquation des polices existantes aux principaux risques du référentiel national.

## Les risques juridiques

### Faits exceptionnels et litiges

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours impliquant des entités du groupe Crédit Agricole S.A. sont celles mentionnées :

- dans le document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mai 2004 sous le numéro R 04-073 ;
- dans le document de référence du Crédit Lyonnais déposé auprès de la COB le 7 avril 2003 sous le numéro D 03-0389.

Crédit Agricole S.A. et le Crédit Lyonnais ont reçu, avec le Groupement des Cartes Bancaires et 7 autres banques, communication des griefs de la Direction Générale de la Concurrence de la Commission Européenne, dans une procédure relative notamment au "mécanisme de régulation de la fonction acquéreur" de la carte bancaire. La Commission a précisé qu'elle envisageait d'exiger des parties qu'elles mettent fin aux infractions en cause, et d'imposer à celles-ci des amendes pour violation de l'article 81 du traité CE.

Calyon (anciennement Crédit Agricole Indosuez - CAI) a été assigné en responsabilité, le 5 juillet 2004, par les liquidateurs de trois fonds d'investissement (Indosuez Eastern Europe Fixed Income Fund, Clariden Eastern Europe Debt Fund Ltd, Safra Eastern Europe Fixed Income Fund) qui sollicitent l'attribution à leur profit de 160 millions d'USD en réparation du préjudice et 320 millions d'USD en dommages et intérêts punitifs. Calyon estime être en mesure de se défendre vigoureusement.

Les autres procédures n'ont pas connu d'évolutions notables depuis ces dates.

A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas, à la date de dépôt du présent document, de fait exceptionnel ou de litige susceptibles d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la société et du groupe Crédit Agricole S.A.





# Etats financiers

<b>Comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2004</b>	<b>  34</b>
<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.</b>	<b>  68</b>
<b>Extrait des Comptes individuels de Crédit Agricole S.A. (société mère)</b>	<b>  69</b>

# Bilans consolidés de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales

aux 30 juin 2004, 31 decembre 2003 et 30 juin 2003

## ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2004	31/12/2003	31/12/2003 pro forma	30/06/2003	30/06/2003 pro forma
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>		<b>180 859</b>	<b>172 246</b>	<b>172 246</b>	<b>188 617</b>	<b>188 617</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.		15 238	12 370	12 370	10 103	10 103
Effets publics et valeurs assimilées	5	59 887	65 522	65 522	74 404	74 404
Créances sur les établissements de crédit	3 et 4	105 734	94 354	94 354	104 110	104 110
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>3</b>	<b>162 125</b>	<b>157 648</b>	<b>157 648</b>	<b>155 309</b>	<b>155 309</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>3 et 4</b>	<b>155 327</b>	<b>148 420</b>	<b>148 420</b>	<b>166 558</b>	<b>166 558</b>
<b>Opérations de crédit bail et assimilées</b>	<b>3 et 4</b>	<b>13 253</b>	<b>13 033</b>	<b>13 033</b>	<b>12 843</b>	<b>12 843</b>
<b>Opérations sur titres</b>	<b>5</b>	<b>72 341</b>	<b>77 992</b>	<b>77 992</b>	<b>80 238</b>	<b>80 238</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe		44 231	50 089	50 089	51 754	51 754
Actions et autres titres à revenu variable		28 110	27 903	27 903	28 484	28 484
<b>Placements des entreprises d'assurance</b>	<b>38.1</b>	<b>131 400</b>	<b>127 288</b>	<b>127 288</b>	<b>120 335</b>	<b>120 335</b>
<b>Parts des réassureurs dans les provisions techniques</b>		<b>517</b>	<b>389</b>	<b>389</b>	<b>272</b>	<b>272</b>
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>22 242</b>	<b>21 829</b>	<b>21 829</b>	<b>21 328</b>	<b>21 328</b>
Participations, parts dans des entreprises liées et autres titres détenus à long terme	6	2 821	2 747	2 747	2 804	2 804
Participations et parts dans des entreprises liées mises en équivalence	7	12 804	12 294	12 294	11 802	11 802
Immobilisations corporelles et incorporelles	8	6 617	6 788	6 788	6 722	6 722
<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>12</b>	<b>9 696</b>	<b>9 658</b>	<b>9 658</b>	<b>9 679</b>	<b>9 679</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>		<b>64 647</b>	<b>57 482</b>	<b>57 539</b>	<b>68 890</b>	<b>68 947</b>
Autres actifs		39 987	42 503	42 560	47 208	47 265
Autres actifs d'assurance	38.2	1 481	989	989	865	865
Comptes de régularisation		23 179	13 990	13 990	20 817	20 817
<b>Total actif</b>		<b>812 407</b>	<b>785 985</b>	<b>786 042</b>	<b>824 069</b>	<b>824 126</b>

**PASSIF**

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2004	31/12/2003	31/12/2003 pro forma	30/06/2003	30/06/2003 pro forma
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>		<b>150 425</b>	<b>125 127</b>	<b>125 287</b>	<b>137 883</b>	<b>138 043</b>
Banques centrales, C.C.P.		251	290	290	152	152
Dettes envers les établissements de crédit	13	150 174	124 837	124 997	137 731	137 891
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>13</b>	<b>13 097</b>	<b>13 502</b>	<b>13 502</b>	<b>16 235</b>	<b>16 235</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>14</b>	<b>289 356</b>	<b>297 765</b>	<b>297 765</b>	<b>304 711</b>	<b>304 711</b>
Comptes d'épargne à régime spécial		183 576	180 204	180 204	174 606	174 606
Autres dettes		105 780	117 561	117 561	130 105	130 105
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>15</b>	<b>104 372</b>	<b>90 505</b>	<b>90 505</b>	<b>102 413</b>	<b>102 413</b>
<b>Provisions techniques des entreprises d'assurance</b>	<b>38.3</b>	<b>129 534</b>	<b>123 069</b>	<b>123 069</b>	<b>117 536</b>	<b>117 536</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>		<b>72 073</b>	<b>81 858</b>	<b>81 858</b>	<b>92 914</b>	<b>92 914</b>
Autres passifs		45 752	60 090	60 090	69 457	69 457
Autres passifs d'assurance	38.4	1 161	949	949	493	493
Comptes de régularisation		25 160	20 819	20 819	22 964	22 964
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>		<b>23 260</b>	<b>24 201</b>	<b>24 201</b>	<b>25 688</b>	<b>25 688</b>
Provisions pour risques et charges	17	5 135	5 487	5 487	5 276	5 276
Dépôts de garantie à caractère mutuel		33	28	28	22	22
Dettes subordonnées	19	18 092	18 686	18 686	20 390	20 390
<b>Fonds pour risques bancaires généraux</b>	<b>18</b>	<b>1 887</b>	<b>1 944</b>	<b>1 944</b>	<b>2 055</b>	<b>2 055</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>20</b>	<b>4 253</b>	<b>4 443</b>	<b>4 457</b>	<b>3 901</b>	<b>3 903</b>
<b>Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)</b>	<b>20</b>	<b>24 150</b>	<b>23 571</b>	<b>23 454</b>	<b>20 733</b>	<b>20 628</b>
Capital souscrit		4 418	4 418	4 418	3 923	3 923
Primes d'émission		12 822	12 822	12 822	10 962	10 962
Subventions d'investissement		194	128	128	127	127
Réserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur mises en équivalence		5 641	5 177	4 946	5 101	4 882
Résultat de l'exercice		1 075	1 026	1 140	620	734
<b>Total passif</b>		<b>812 407</b>	<b>785 985</b>	<b>786 042</b>	<b>824 069</b>	<b>824 126</b>

# Hors bilans consolidés de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales

aux 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 30 juin 2003

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2004	31/12/2003	31/12/2003 pro forma	30/06/2003	30/06/2003 pro forma
<b>Engagements donnés</b>		<b>176 072</b>	<b>171 045</b>	<b>171 045</b>	<b>194 167</b>	<b>194 167</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>23</b>	<b>102 263</b>	<b>101 324</b>	<b>101 324</b>	<b>107 655</b>	<b>107 655</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		11 406	9 114	9 114	17 048	17 048
Engagements en faveur du Crédit Agricole		956	1 807	1 807	687	687
Engagements en faveur de la clientèle		89 901	90 403	90 403	89 920	89 920
<b>Engagements de garantie</b>	<b>23</b>	<b>62 817</b>	<b>65 186</b>	<b>65 186</b>	<b>69 851</b>	<b>69 851</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		10 414	15 673	15 673	20 119	20 119
Engagements en faveur du Crédit Agricole		2 941	2 993	2 993	3 047	3 047
Engagements d'ordre de la clientèle		49 462	46 520	46 520	46 685	46 685
<b>Engagements donnés par les entreprises d'assurance</b>		<b>1 208</b>	<b>955</b>	<b>955</b>	<b>816</b>	<b>816</b>
<b>Engagements sur titres</b>	<b>23</b>	<b>9 784</b>	<b>3 580</b>	<b>3 580</b>	<b>15 845</b>	<b>15 845</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise					4	4
Autres engagements donnés		9 784	3 580	3 580	15 841	15 841
<b>Engagements reçus</b>		<b>101 880</b>	<b>69 691</b>	<b>69 691</b>	<b>94 920</b>	<b>94 920</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>23</b>	<b>31 269</b>	<b>9 115</b>	<b>9 115</b>	<b>24 199</b>	<b>24 199</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit		23 820	4 205	4 205	15 338	15 338
Engagements reçus du Crédit Agricole		3 820	3 779	3 779	4 082	4 082
Engagements reçus de la clientèle		3 629	1 131	1 131	4 779	4 779
<b>Engagements de garantie</b>	<b>23</b>	<b>32 103</b>	<b>37 814</b>	<b>37 814</b>	<b>42 030</b>	<b>42 030</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit		10 952	15 938	15 938	16 563	16 563
Engagements reçus du Crédit Agricole		5	5	5	6	6
Engagements reçus de la clientèle		21 146	21 871	21 871	25 461	25 461
<b>Engagements donnés par les entreprises d'assurance</b>		<b>28 702</b>	<b>17 267</b>	<b>17 267</b>	<b>14 658</b>	<b>14 658</b>
<b>Engagements sur titres</b>	<b>23</b>	<b>9 806</b>	<b>5 495</b>	<b>5 495</b>	<b>14 033</b>	<b>14 033</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			15	15		
Autres engagements reçus		9 806	5 480	5 480	14 033	14 033

#### Hors bilan : autres informations

Opérations de change et emprunts en devises : note 23.1.

Opérations de titrisation et fonds dédiés : note 23.2.

Opérations sur instruments financiers à terme : notes 24.

# Comptes de résultat consolidés de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales aux 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 30 juin 2003

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2004	31/12/2003	31/12/2003 pro forma	30/06/2003	30/06/2003 pro forma
Intérêts et produits assimilés	25	11 170	22 043	25 860	9 392	13 210
Intérêts et charges assimilées	25	(9 349)	(18 669)	(21 729)	(8 338)	(11 389)
Revenus des titres à revenu variable		172	176	228	82	133
Commissions nettes	27	1 271	1 033	2 071	(7)	1 018
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	29	1 216	2 402	3 605	764	1 970
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	30	182	56	88	(75)	(42)
Autres produits nets d'exploitation bancaire		445	322	314	200	194
Marge brute des activités d'assurance	38.5	1 198	1 963	2 238	828	1 103
Produits nets des autres activités		(7)	25	46	10	31
<b>Produit net bancaire</b>		<b>6 298</b>	<b>9 351</b>	<b>12 721</b>	<b>2 856</b>	<b>6 228</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>31</b>	<b>(4 083)</b>	<b>(6 098)</b>	<b>(8 350)</b>	<b>(1 911)</b>	<b>(4 165)</b>
Frais de personnel	31.1 et 31.2	(2 357)	(3 544)	(4 971)	(1 053)	(2 481)
Autres frais administratifs	31.3	(1 726)	(2 554)	(3 379)	(858)	(1 684)
Dotations aux amortissements		(258)	(398)	(539)	(122)	(263)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>1 957</b>	<b>2 855</b>	<b>3 832</b>	<b>823</b>	<b>1 800</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>32</b>	<b>(324)</b>	<b>(839)</b>	<b>(1 121)</b>	<b>(264)</b>	<b>(546)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 633</b>	<b>2 016</b>	<b>2 711</b>	<b>559</b>	<b>1 254</b>
<b>Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence</b>		<b>536</b>	<b>986</b>	<b>856</b>	<b>561</b>	<b>431</b>
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>	<b>33</b>	<b>44</b>	<b>(17)</b>	<b>(49)</b>	<b>(57)</b>	<b>(89)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>2 213</b>	<b>2 985</b>	<b>3 518</b>	<b>1 063</b>	<b>1 596</b>
<b>Coûts liés au rapprochement</b>	<b>39</b>	<b>(171)</b>	<b>(513)</b>	<b>(513)</b>		
<b>Résultat net exceptionnel</b>	<b>36</b>	<b>(1)</b>	<b>9</b>	<b>(21)</b>	<b>(6)</b>	<b>(36)</b>
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>34</b>	<b>(517)</b>	<b>(567)</b>	<b>(722)</b>	<b>(221)</b>	<b>(376)</b>
<b>Amortissement des écarts d'acquisition</b>		<b>(347)</b>	<b>(759)</b>	<b>(900)</b>	<b>(192)</b>	<b>(333)</b>
<b>Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux</b>		<b>55</b>	<b>131</b>	<b>131</b>	<b>59</b>	<b>59</b>
<b>Résultat net</b>		<b>1 232</b>	<b>1 286</b>	<b>1 493</b>	<b>703</b>	<b>910</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>157</b>	<b>260</b>	<b>353</b>	<b>83</b>	<b>176</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>1 075</b>	<b>1 026</b>	<b>1 140</b>	<b>620</b>	<b>734</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action</b>		<b>1,460</b>	<b>0,865</b>		<b>1,224</b>	

Les méthodes de calcul du résultat de base par action sont fondées sur l'avis n°27 de l'Ordre des Experts Comptables. Le résultat de base par action correspondant au résultat net - part du Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

## **Note 1 • Cadre juridique et financier** **Évènements significatifs relatifs au premier semestre 2004**

### **Note 1.1 • Cadre juridique et financier**

Crédit Agricole S.A. est une Société Anonyme au capital de 4 420 567 milliers d'euros (soit 1 473 522 437 actions de 3 euros de valeur nominale), suite aux différentes augmentations de capital réalisées en 2003.

Les actions représentatives du capital de Crédit Agricole S.A. se répartissent de la façon suivante :

- SAS Rue La Boétie à hauteur de 53,15% ;
- SNC Crédit Agricole Transactions à hauteur de 0,41 % ;
- Le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,97 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 21 649 126 actions propres, soit 1,47 % du capital, dans le cadre, des programmes de rachats afin de couvrir notamment, des plans de stock options attribués ou des engagements de rachat.

### **Note 1.2 • Évènements significatifs relatifs au premier semestre 2004**

#### **Poursuite du rachat de Finaref**

Suite aux accords de décembre 2002, Crédit Agricole S.A. a racheté au groupe Pinault-Printemps-Redoute 61% de Finaref S.A. et de Finaref Group AB dans une première tranche, puis 14,5% des deux sociétés dans une deuxième tranche en décembre 2003, et a finalisé, en mars 2004, les accords avec le rachat des 14,5% complémentaires.

PPR conserve une participation de 10% dans Finaref S.A. et dans Finaref Group AB dans le cadre du partenariat à long terme entre Finaref et les Enseignes de Distribution Grand Public du groupe PPR.

#### **Restructuration des lignes métiers du groupe Crédit Agricole**

##### **Banque de financement et d'investissement : Création de Calyon**

Les Assemblées Générales Extraordinaires du Crédit Lyonnais et de Crédit Agricole Indosuez ont approuvé, le 30 avril, l'apport partiel d'actif avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004, de la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) du Crédit Lyonnais à Crédit Agricole Indosuez.

Le nouvel ensemble ainsi constitué adopte le nom commercial Calyon, Corporate and Investment Bank et la dénomination sociale de Calyon.

##### **Assurances : fusion-absorption de l'UAF par Predica**

La création du pôle Assurances de personnes s'est concrétisée le 30 juin par la fusion-absorption consécutive au rachat de titres de l'UAF par Predica.

##### **Services financiers spécialisés**

Crédit à la consommation : à la suite de la cession des actions de Finalion à Sofinco, les deux entités ont fusionné par voie d'absorption le 31 mars.

Crédit-bail : le 27 mai les deux assemblées générales ont approuvé la fusion-absorption de Lixxbail par Ucabail après rachat de ses titres.

#### **Réforme des mécanismes financiers internes au Crédit Agricole**

Une cinquième réforme financière a été mise en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les avances attribuées aux Caisses régionales sont réalisées, depuis cette date, à taux de marché.

### **Note 2 • Principes, méthodes comptables et périmètre de consolidation**

#### **Note 2.1 • Règles comptables communes aux comptes individuels et aux comptes consolidés et propres aux comptes consolidés**

Les comptes consolidés semestriels du groupe Crédit Agricole S.A. ont été établis selon les mêmes méthodes comptables qui ont prévalu pour l'établissement des comptes consolidés annuels du dernier exercice clos, à l'exception des éléments suivants :

- Le groupe Crédit Agricole S.A. applique l'avis n°2004-05, du 25 mars 2004, du Conseil National de la Comptabilité afférant à la modification des paragraphes 300 des règlements n° 99-02, n° 99-07, n° 00-05 et n° 02-08 du CRC concernant les dispositions relatives aux médailles du travail. Cet avis ne constitue pas un changement de méthode pour le groupe Crédit Agricole S.A. puisque ce dernier appliquait déjà les préconisations comptables qui en découlent.
- Les filiales d'assurance appliquent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, l'avis n° 2004-04 du 25 mars 2004 relatif à la modification du règlement CRC n°2002-09 du 12 décembre 02 relatif aux règles de comptabilisation des instruments financiers à terme par les entreprises régies par le code des assurances. Toutefois, la première application de cet avis n'a pas eu de conséquence significative sur les comptes du groupe Crédit Agricole S.A..

## Note 2.2 • Périmètre de consolidation

### 2.2.1 • Evolution du périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2004, le périmètre de consolidation comprend 368 filiales et participations (contre 330 au 31 décembre 2003). Les principales modifications qu'il enregistre sur l'exercice sont les suivantes :

#### I/ Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2004 :

##### Par création :

Emporiki Credicom  
Nordic Consumer Finans  
CADS Développement

##### Sociétés entrées dans le périmètre du fait de l'acquisition ou d'un complément d'acquisition de leur titres :

Doumer Philemon  
Dan'Aktiv  
Eurazeo

##### Par franchissement du seuil de signification :

Force Midi  
L'Esprit Cantal

##### Passage d'un palier à une consolidation en direct :

Les filiales précédemment consolidées sous le palier Crédit Lyonnais sont désormais consolidées individuellement :

Afcalia  
AMF  
BNI Crédit Lyonnais Madagascar  
Capital Plus  
CLC Bourse  
CLCM Asia BV (CLCMA)  
CLCM International (CLCMI)  
CLIFAP  
CLIM  
CLINFIM  
Crédit du Maroc  
Crédit Lyonnais Bank Hungary  
Crédit Lyonnais Bank Praha  
Crédit Lyonnais Bank Slovakia  
Crédit Lyonnais Cameroun  
Crédit Lyonnais Finance Guernesey (CLFG)  
Crédit Lyonnais Financial Products (CLFP)  
Crédit Lyonnais Global Banking (CLGB)  
Crédit Lyonnais Polska  
Crédit Lyonnais Russie  
Crédit Lyonnais Sénégal  
Crédit Lyonnais Ukraine

Egelant Finance BV  
Ester Finance  
Federlux  
Gramont Contrepartie Option  
Immobilière Federpierre  
Lixxbail  
Lixxcourtage  
Lixxcredit  
Lixxservices  
Médicale de France  
NVA (Négoce Valorisation des Actifs)  
Slibail Energie  
Slibail Immobilier  
Slibail Murs  
Société Ivoirienne Banque  
Soflim  
Top Trades

#### II/ Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2004 :

##### Cession de société au hors groupe

Banque Libano-Française SAL  
Financière Lapérouse

##### Application des seuils de signification ou cessation d'activité :

CAL Asia Pte LTD  
Banque Française de l'Orient  
Calic  
Bois Sauvage Nederland  
Ariane Crédit  
Equalt Pair Trading Fund

##### Fusion ou absorption par une autre société du groupe

Rue Impériale a été absorbée par Eurazeo  
Fusion des Caisses régionales Quercy Rouergue et Sud Alliance (Nord Midi Pyrénées)

#### III/ Changement de dénomination sociale :

Unifica devient Crédit Agricole Immobilier  
Carr Futures SNC devient Calyon Financial  
Carr Futures Chicago Inc devient Calyon Financial Inc  
Carr Futures Singapore Pte devient Calyon Financial Singapore

#### IV/ Changement de mode de consolidation :

Uni-Edition est désormais intégrée globalement.  
Banque Finaref est consolidée suivant la méthode de la mise en équivalence



## Note 2.3.2 • Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
<b>Etablissement bancaire et financier</b>									
Crédit Agricole S.A.		France	Mère	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agos Itafinco		Italie	Globale	51,0	51,0	51,0	59,1	58,6	58,8
AL BK Saudi AL Fransi - BSF		Arabie Saoudite	Equivalence	31,1	31,1	31,1	30,4	31,1	31,1
Alsolia		France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	33,9	33,8	33,9
Altra Banque		France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Banca Intesa S.p.a.		Italie	Equivalence	18,0	17,1	17,1	16,9	16,1	16,1
Banco Acac		Uruguay	Globale	91,1	91,1	91,1	91,1	91,1	91,1
Banco del Desarrollo		Chili	Equivalence	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7
Bankoa		Espagne	Equivalence	30,0	30,0	30,0	28,5	28,5	28,5
Banque Chalus		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque Finaref		France	Equivalence*	100,0	100,0	51,0	90,0	75,5	31,1
Banque Française de l'Orient	S <sup>(c)</sup>	France	Globale		100,0	100,0		100,0	100,0
Banque Libano-Française SAL	S <sup>(c)</sup>	Liban	Globale		51,0	51,0		50,9	50,9
BES (Banco Espirito Santo)		Portugal	Equivalence	8,8	8,8	8,8	22,5	22,5	22,5
BFC Antilles Guyane		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
BNI Crédit Lyonnais Madagascar	E <sup>(1)</sup>	Madagascar	Globale	51,0			49,8		
BFT (Banque Financement et Trésorerie)		France	Globale	94,7	96,1	96,1	94,7	96,1	96,1
BFT Gestion		France	Globale	100,0	100,0	100,0	94,7	96,1	96,1
BGP Indosuez		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Ltd (Ex-ISB)		Bermudes	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Sas		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Sgr		Italie	Globale	100,0	100,0	90,0	99,1	100,0	90,0
C.A Asset Management Espana Holding		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	99,0	100,0	100,0
C.A Asset Management Hong Kong Ltd		Hong Kong	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Asset Management Japan Ltd		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Asset Management Ltd (Ex-Premium)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Asset Management Sgr Italie		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	98,9	100,0	100,0
C.A Asset Management Singapore Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Investor Services Bank		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,2	100,0	100,0
C.A Investor Services Corporate Trust		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,0	100,0	100,0
C.A.A.M Securities Company Japan KK		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CA - Epargne Longue des Salariés		France	Globale	100,0	100,0		100,0	100,0	
CA Invest. Services Banque Lux.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Australia Ltd		Australie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Holding Italia Due SRL		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Merchant Bank Asia Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Private Banking Italia Spa		Italie	Globale	100,0	100,0		97,7	100,0	
CAICG Teneur de Comptes (CAICG TC)		France	Globale			100,0			100,0

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
Caisse Régionale Alpes Provence		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Alsace Vosges		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Aquitaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Atlantique Vendée		France	Equivalence	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1
Caisse Régionale Brie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Calvados		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Est		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
Caisse Régionale Centre France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Ouest		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Champagne Bourgogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente Maritime - Deux Sèvres		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente-Périgord		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Côtes d'Armor		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale de l'Anjou et du Maine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale des Savoie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Finistère		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Franche Comte		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Gard		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Guadeloupe		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse Régionale Ille et Vilaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Loire - Haute Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	29,2	29,2
Caisse Régionale Lorraine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Martinique		France	Equivalence	28,1	28,1	28,1	28,1	28,1	28,1
Caisse Régionale Midi		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Morbihan		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord de France		France	Equivalence	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse Régionale Nord-Est		France	Equivalence	25,0	23,6	25,0	25,0	23,6	25,0
Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Normand		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Normandie Seine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,1	25,1	25,1
Caisse Régionale Oise		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Paris et Ile de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Provence - Côte d'Azur		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Pyrénées Gascogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Réunion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Somme		France	Equivalence	25,6	25,5	25,4	25,2	25,1	25,1
Caisse Régionale Sud Alliance	S(d)	France	Equivalence		25,0	25,0		25,0	25,0
Caisse Régionale Sud Méditerranée		France	Equivalence	25,8	25,8	25,5	25,8	25,8	25,5
Caisse Régionale Sud Rhone Alpes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Toulouse Midi Toulousain		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Touraine Poitou		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Val de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Cal FP (Holding)		Royaume-Uni	Globale	50,0	50,0	50,0	75,0	75,0	75,0
Cal FP Bank		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0
CAL FP US		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0
Calyon (France)		France	Globale	97,7	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CL Développement de la Corse		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8	99,8	99,8

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
Cofam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	29,2	29,2
Cogenec		Monaco	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CPR AM (Ex-CPR Production)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Billets		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,9	100,0	100,0
CPR BK		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	100,0	100,0
CPR F		France	Globale	87,7	87,7	87,7	87,7	87,7	87,7
CPR Online		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Private Equity	E	France	Globale	100,0			100,0		
Crealfi (Ex-Menafinance)		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	49,8	49,7	49,8
Credibom		Portugal	Globale	85,0	85,0	40,0	84,7	84,5	39,9
Credigen Bank		Hongrie	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Crédit Agricole Asset Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Epargne Salariale		France	Globale			100,0			100,0
Crédit Agricole Financement		Suisse	Equivalence	44,5	45,0	45,0	39,5	40,0	40,0
Crédit Agricole Indosuez (Egypt) SAE		Egypte	Globale	75,0	75,0	75,0	73,3	75,0	75,0
Crédit Agricole Indosuez (Suisse) SA		Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Crédit Agricole Indosuez Mer Rouge		Djibouti	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Crédit Agricole Indosuez Turk As		Turquie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Crédit Agricole S.A. Securities		Jersey	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit du Maroc	E <sup>(1)</sup>	Maroc	Globale	51,0			49,8		
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	Globale	77,1	77,1	77,1	74,2	75,9	75,9
Crédit Foncier de Monaco France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	86,4	87,3	87,3
Credit Lyonnais Cameroun	E <sup>(1)</sup>	Cameroun	Globale	65,0			63,5		
Credit Lyonnais Senegal	E <sup>(1)</sup>	Sénégal	Globale	95,0			92,8		
Créditplus (Ex-Beneficial Bank)		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Dan-Aktiv	E	Danemark	Globale	100,0			100,0		
E.P.E.M		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	99,8
Emporiki Credicom	E	Grèce	Equivalence	50,0			49,8		
Equalt Alternative Asset Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Financière Lapérouse	S <sup>(b)</sup>	France	Globale		77,2	77,2		77,2	77,2
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Finaref AS		Norvège	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finaref Benelux		Belgique	Globale	100,0	100,0	99,9	90,0	75,5	61,0
Finaref Group AB		Suède	Globale	90,0	75,5	61,0	90,0	75,5	61,0
Finaref OY		Finlande	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finaref SA		France	Globale	90,0	75,5	61,0	90,0	75,5	61,0
Finaref Securities AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finaref Sverige AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finconsum ESC SA		Espagne	Equivalence	45,0	45,0	45,0	44,8	44,7	44,9
Foncaris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Fransabank France		France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
G.F.E.R (Groupement de Financement des Ent.Régionales)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
G.P.F (Groupement des Provinces de France)		France	Globale	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0
Gestion Privée Indosuez (G.P.I)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
GIE Attica		France	Equivalence	29,3	30,0		46,4	47,5	
Groupe Crédit Lyonnais		France	Globale	94,8	94,8	92,6	94,8	94,8	92,6

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
IntesaBci Bank (Suisse)		Suisse	Globale			100,0			100,0
Lukas Bank		Pologne	Globale	100,0	99,9	96,8	99,9	99,9	98,3
Lukas SA		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	99,9
Nonghyup-CA		Corée	Proportionnelle	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
Ribank		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
S.A.Crédit Agricole (Belgique)		Belgique	Equivalence	10,0	10,0		21,9	21,4	
Sacam Consommation 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sedef		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Segespar		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sim Spa Selezione e Distribuzione		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	98,8	100,0	100,0
Sircam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	29,2	29,2
Sofinco		France	Globale	99,6	99,4	99,7	99,6	99,4	99,7
Sofipaca		France	Equivalence	28,3	28,3	28,3	27,5	27,5	27,5
Société Ivoirienne Banque	E <sup>(1)</sup>	Côte D'Ivoire	Globale	51,0			49,8		
Transfact		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unicefi 33		France	Equivalence			25,0			25,0
Wafasalaf		Maroc	Equivalence	33,7	33,7	33,3	33,6	33,5	33,2
<b>Sociétés de Bourse</b>									
Altura		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	48,9	50,0	50,0
CAI Cheuvreux		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Cheuvreux España SA		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC (S) Pte Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC Deutschland GmbH		Allemagne	Globale			100,0			100,0
CAIC Futures Ltd		Hong Kong	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC Hong-Kong Ltd		Hong Kong	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC International Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC International UK		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC Italia Sim Spa		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC Nordic AB		Suede	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC North America Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC Securities Japan Ltd		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAIC Securities Ltd		Hong Kong	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Calyon Financial		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Calyon Financial Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Calyon Financial Singapore		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Groupe Cholet Dupont		France	Equivalence	38,6	38,6	38,6	37,7	38,6	38,6
<b>Assurance</b>									
Afcalia	E	France	Globale	100,0			100,0		
AMF	E	France	Globale	100,0			100,0		
Argence Gestion Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Assurances du CA Nord-Pas de Calais		France	Equivalence	45,6	28,1	28,1	39,9	26,8	26,8
Eda		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Federlux	E	France	Globale	99,9			99,9		
Finaref Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finaref Insurance Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finaref Life Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
Finaref Risques Divers		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Finaref Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Immobilière Federpierre	E	France	Globale	99,5			99,5		
Médicale de France	E	France	Globale	99,7			99,7		
Pacífica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SOPAR		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Reinsurance Company Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Tranquilidade		Portugal	Equivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3
Tranquilidade Vida		Portugal	Equivalence	29,7	29,7	29,7	29,7	29,7	29,7
Vendôme Courtage		France	Globale	99,0	99,0		99,0	99,0	
<b>Sociétés d'investissement</b>									
Argence Investissement SAS		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Belgium CA SAS		France	Equivalence	10,0	10,0		32,8	32,2	
Bercy Investissements		France	Equivalence			25,0			25,0
Bercy Participations		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Bespar		Portugal	Equivalence	32,6	32,6	32,6	32,6	32,6	32,6
BFC Holding		France	Globale	99,6	99,6	99,6	97,1	99,3	99,3
CA Centre France Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	20,8	20,8	20,8
CA Deurope BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CADS Développement	E	France	Equivalence	25,0			25,0		
CAI BP Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Italia Holding Spa		Italie	Globale			100,0			100,0
CAL FP Frankfurt		Allemagne	Globale			100,0			75,0
CAL Maurice		Ile Maurice	Globale			100,0			75,0
Calic	S <sup>(c)</sup>	Royaume-Uni	Globale		100,0	100,0		75,0	75,0
Capital Plus	E <sup>(1)</sup>	Iles Cayman	Globale	100,0			97,7		
CLC Bourse	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
CLCM Asia BV (CLCMA)	E <sup>(1)</sup>	Pays-Bas	Globale	100,0			97,7		
CLCM International (CLCMI)	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
CLIFAP	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
CLIM	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
CLINFIM	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
Cofinep		France	Equivalence	25,0	23,6	25,0	25,0	23,6	25,0
Compagnie Française de L'Asie (CFA)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Crédit Agricole Bourse		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Lyonnais Finance Guernesey (CLFG)	E <sup>(1)</sup>	Royaume-Uni	Globale	99,9			97,6		
Credit Lyonnais Financial Products (CLFP)	E <sup>(1)</sup>	Royaume-Uni	Globale	99,9			97,6		
Credit Lyonnais Global Banking (CLGB)	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Doumer Finance SAS		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Doumer Philemon	E	France	Globale	100,0			97,7		
Egelant Finance BV	E <sup>(1)</sup>	Pays-Bas	Globale	100,0			97,7		
Ester Finance	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
Eurazeo		France	Equivalence	19,9	29,0	29,0	15,4	23,6	23,6
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	98,3	96,0	98,3	98,3
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Gramont Contrepartie Option	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
I.P.F.O.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Icauna Finance		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	24,4	24,4	24,4
Icauna SARL		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
ICF Holdings		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Idia Participations		France	Globale	99,8	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Immarex		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Indosuez Air Finance SA		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Indosuez Holding UK Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Indosuez North America Holding		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
L'Esprit Cantal	E	France	Equivalence	25,0			25,0		
Mescas		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Nord Est Agro Partenaires		France	Equivalence	25,0	23,6	25,0	25,0	23,6	25,0
Nordic Consumer Finans	E	Danemark	Globale	100,0			100,0		
Parträn		Portugal	Equivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3
Prestimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
Safec		Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Sepi		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
Socadif		France	Equivalence	36,2	36,2	36,2	31,2	31,2	31,2
Space Holding (Ireland) Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Space Lux		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Top Trades	E <sup>(1)</sup>	France	Globale	100,0			97,7		
Transimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
UI (Union d'Etudes et d'Investissements)		France	Globale	99,8	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Vauban Finance		France	Equivalence	33,3	33,3	33,3	31,1	31,0	31,1
<b>Sociétés de crédit bail et location</b>									
Auxifip		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Climauto		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,7	99,7	99,8
Ergifrance		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Etica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Etica Bail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)		Pologne	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8	99,8	99,8
Financière Immobilière Indosuez		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Leicer		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Locam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	29,2	29,2
Lixxbail	E	France	Globale	100,0			99,8		
Lixxcourtage	E	France	Globale	100,0			99,8		
Lixxcredit	E	France	Globale	99,9			99,7		
Lixxservices	E	France	Globale	99,9			99,7		
NVA (Négoce Valorisation des actifs)	E	France	Globale	99,9			99,7		
Réunibail		France	Globale	52,0	52,0	52,0	51,8	51,7	51,8
Réuniroute		France	Globale	97,5	97,5	97,5	51,9	51,8	52,0
Slibail Energie	E	France	Globale	100,0			99,8		
Slibail Immobilier	E	France	Globale	100,0			99,8		
Slibail Location Informatique (SLOI)		France	Globale	100,0	51,0	51,0	99,8	51,0	51,0
Slibail Longue Durée (SLD)		France	Globale	100,0	51,0	51,0	99,8	51,0	51,0
Slibail Murs	E	France	Globale	100,0			99,8		
Sofincar		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Sofinroute		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
Ucabail		France	Globale	99,8	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Ucabail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Ucalease		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,7	99,7	99,8
Unicomi		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Unifergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
Unimat		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0
<b>Développement touristique et promotion immobilière</b>									
Crédit Agricole Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SIS (Société Immobilière de la Seine)		France	Globale	72,9	72,9	72,9	79,7	79,7	79,7
Unimo		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Divers</b>									
Alli Domes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
AMT GIE		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,8	25,8
Ariane Crédit	S <sup>(c)</sup>	France	Equivalence		25,0	25,0		25,0	25,0
Bois Sauvage Nederland	S <sup>(c)</sup>	Pays-Bas	Globale		100,0	100,0		99,4	99,7
Ca Investor Services Fund Adm.		France	Globale	86,2	77,6	77,6	84,1	77,6	77,6
CA Participations		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
CA Preferred Funding LLC		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	6,5	6,5	6,2
Caapimmo 1		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 2		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 3		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 4		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 5		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 6		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
CAI Cheuvreux Gestion		France	Globale			100,0			100,0
CAI Conseil Sa		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Derivatives Products PLC		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CAI Preferred Funding		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	99,3	100,0	100,0
CAI Preferred Funding II		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	99,3	100,0	100,0
CAL Asia Pte Ltd	S <sup>(c)</sup>	Singapour	Globale		100,0	100,0		75,0	75,0
Cedicam		France	Globale	50,0	50,0	50,0	62,5	62,5	62,5
Centre France Location Immobilière		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Chauray		France	Proportionnelle	34,0	34,0	34,0	33,2	34,0	34,0
Cisa Sa		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CPR Compensation (CPRC)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Gestion (CPRG)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Holding (CPRH)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Investissement (INVT)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPRA (FIGE)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	99,9
CPRAAMI		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
CPRB (ETNB)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	99,9
Creagrisere		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	22,8	22,8	22,8
Crédit Agricole Alternative Invest. Products Serv. Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Lyonnais Bank Hungary	E <sup>(1)</sup>	Hongrie	Globale	100,0			97,7		
Credit Lyonnais Bank Praha	E <sup>(1)</sup>	Rép. Tchèque	Globale	100,0			97,7		
Credit Lyonnais Bank Slovakia	E <sup>(1)</sup>	Slovaquie	Globale	90,0			87,9		
Credit Lyonnais Polska	E <sup>(1)</sup>	Pologne	Globale	100,0			97,7		

	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
Credit Lyonnais Russie	E <sup>(1)</sup>	Russie	Globale	100,0			97,7		
Credit Lyonnais Ukraine	E <sup>(1)</sup>	Ukraine	Globale	100,0			97,7		
Defitech		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	27,8	27,8
Defitech Dauphicom		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	27,8	27,8
Defitech Routage et Communication		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	27,8	27,8
Equalt Convertible Arbitrage Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0		75,0	77,1	
Equalt Core Macro Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0		78,4	80,0	
Equalt Fixed Income Arbitrage Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0		37,0	63,4	
Equalt Pair Trading Fund	S <sup>(c)</sup>	Irlande	Globale		100,0			50,3	
Equalt Statistical Arbitrage Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0		82,4	82,8	
Equalt Systematic Futures Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0		57,4	52,4	
Europimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
Fasnet Luxembourg		Luxembourg	Globale	45,0	45,0	45,0	44,0	45,0	45,0
Finasic		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Force Midi	E	France	Equivalence	25,0			25,0		
GEIE Argence Developpement		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
GEIE Argence Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	90,0	75,5	61,0
Gestimocam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Glorious Smart Investments Co Ltd		Taiwan	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Ical		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
IIF BV (Indosuez International Finance BV)		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Inforsud FM		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	23,3	23,3	23,3
Inforsud Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	22,1	22,1	22,1
Korea 21st Century TR		Corée	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Logitaine		France	Equivalence			25,0			25,0
Madison SA		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	29,2	29,2
Mat Alli Domes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Parfin		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Partinvest		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Patrimocam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Patrimocam 2		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Progica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Réunifinance		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Routage Express Service		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	27,8	27,8
SARL Prospective Informatique		France	Equivalence	25,2	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1
SCI Capimo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0	25,1
SCI Capucines		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI du Vivarais		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Groupe Sofinco		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
SCI Hautes Faventines		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	24,9	24,9	24,9
SCI La Baume		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Les Fauvins		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Palmiers du Petit Pérou		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2
SCI Max Hymans		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Pasteur 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Paysagère		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0



	(a)	Implantation	Méthode 30.06.04	% de contrôle			% d'intérêt		
				30.06.04	31.12.03	30.06.03	30.06.04	31.12.03	30.06.03
SCI Quentyvel		France	Globale	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7
SCI Raspail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Scica HL		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	24,7	28,8	28,8
Scicam 13		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Segespar Informatique Technique Services		France	Globale	100,0	100,0	98,0	96,5	98,9	96,9
Serves		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
SNC Doumer		France	Globale	99,9	99,9	99,9	97,7	99,9	99,9
SNC Haussmann Anjou		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Soaring Eagle Investments Co Ltd		Taiwan	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	100,0	100,0
Sofinco Participations		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7
Sofinrec		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,4	99,2	99,5
Soflim	E(1)	France	Globale	100,0			97,7		
SPI SNC		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Sté Immobilière de Picardie		France	Equivalence	25,2	25,1	25,1	25,2	25,1	25,1
Sté Picarde de Développement		France	Equivalence	25,2	25,1	25,1	25,2	25,1	25,1
UI Vavin 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Edition		France	Globale*	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Uniger		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Valris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,6	99,4	99,7

(a) Entrées (E) et sorties (S) du périmètre

(b) Société cédée au hors-groupe

(c) Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif ou cessation d'activité

(d) Entité fusionnée avec une autre entité consolidée

(\*) Changement de méthode de consolidation

(1) Entité précédemment consolidées sous le palier Crédit Lyonnais

### Note 3 • Créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03	30/06/03
	Total en principal	Créances rattachées	Total		
<b>Établissements de crédit</b>					
Comptes et prêts :					
- A vue	20 425	12	20 437	19 622	23 582
- A terme	25 809	149	25 958	17 896	21 722
Valeurs reçues en pension	1 582	7	1 589	1 716	1 973
Titres reçus en pension livrée	57 344	268	57 612	54 975	56 818
Prêts subordonnés	502	3	505	496	460
<b>Total</b>	<b>105 662</b>	<b>439</b>	<b>106 101</b>	<b>94 705</b>	<b>104 555</b>
Dont encours douteux	226	42	268	224	410
<b>Provisions</b>			<b>(367)</b>	<b>(351)</b>	<b>(445)</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>			<b>105 734</b>	<b>94 354</b>	<b>104 110</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>					
Comptes ordinaires	3 667	7	3 674	6 380	6 191
Comptes et avances à terme	158 202	112	158 314	151 131	148 970
Prêts subordonnés	213		213	214	224
<b>Total</b>	<b>162 082</b>	<b>119</b>	<b>162 201</b>	<b>157 725</b>	<b>155 385</b>
<b>Provisions</b>			<b>(76)</b>	<b>(77)</b>	<b>(76)</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>			<b>162 125</b>	<b>157 648</b>	<b>155 309</b>

## Note 4 • Opérations avec la clientèle et crédit-bail

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03	30/06/03
	Total en principal	Créances rattachées	Total		
<b>Opérations avec la clientèle</b>					
Créances commerciales	7 054	1	7 055	2 665	2 676
Autres concours à la clientèle	129 100	1 069	130 169	130 029	140 081
Titres reçus en pension livrée	12 206	8	12 214	11 006	17 656
Comptes ordinaires débiteurs	11 265	124	11 389	10 470	12 213
<b>Total</b>	<b>159 625</b>	<b>1 202</b>	<b>160 827</b>	<b>154 170</b>	<b>172 625</b>
Dont encours douteux (a)			8 921	9 098	9 584
(a) Dont encours douteux compromis <sup>(1)</sup>			4 682	5 243	2 431
<b>Provisions</b>			<b>(5 500)</b>	<b>(5 750)</b>	<b>(6 067)</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>			<b>155 327</b>	<b>148 420</b>	<b>166 558</b>
<b>Opérations de crédit-bail</b>					
Crédit bail immobilier	5 494	104	5 598	5 144	5 023
Crédit bail mobilier, LOA et opérations assimilées	7 956	120	8 076	8 154	8 067
<b>Total</b>	<b>13 450</b>	<b>224</b>	<b>13 674</b>	<b>13 298</b>	<b>13 090</b>
Dont encours douteux			483	490	450
<b>Provisions</b>			<b>(421)</b>	<b>(265)</b>	<b>(247)</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>			<b>13 253</b>	<b>13 033</b>	<b>12 843</b>
<b>Total</b>			<b>168 580</b>	<b>161 453</b>	<b>179 401</b>
Encours des crédits sains restructurés à des taux hors marché dans le cadre des commissions de surendettement			877	818	
Montant de la décote ou provisions affectées à ces encours			115	99	

(1) Les encours douteux compromis du groupe Crédit Lyonnais ne sont pas isolés au 30 juin 2003.

## Note 5 • Titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et d'investissement

(en millions d'euros)	30/06/04					31/12/03	30/06/03
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total		
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>36 102</b>	<b>18 834</b>		<b>4 729</b>	<b>59 665</b>	<b>65 428</b>	<b>74 202</b>
Créances rattachées	1	472		140	613	374	276
Provisions		(293)		(98)	(391)	(280)	(74)
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>36 103</b>	<b>19 013</b>		<b>4 771</b>	<b>59 887</b>	<b>65 522</b>	<b>74 404</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>20 843</b>	<b>12 869</b>		<b>10 440</b>	<b>44 152</b>	<b>49 955</b>	<b>51 544</b>
Créances rattachées		120		205	325	408	458
Provisions		(171)		(75)	(246)	(274)	(248)
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>20 843</b>	<b>12 818</b>		<b>10 570</b>	<b>44 231</b>	<b>50 089</b>	<b>51 754</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable<sup>(1)</sup></b>	<b>20 694</b>	<b>5 306</b>	<b>2 688</b>		<b>28 688</b>	<b>28 582</b>	<b>29 097</b>
Créances rattachées	3	1	18		22	19	57
Provisions		(71)	(529)		(600)	(698)	(670)
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>20 697</b>	<b>5 236</b>	<b>2 177</b>		<b>28 110</b>	<b>27 903</b>	<b>28 484</b>
<b>Total des Valeurs Nettes</b>	<b>77 643</b>	<b>37 067</b>	<b>2 177</b>	<b>15 341</b>	<b>132 228</b>	<b>143 514</b>	<b>154 642</b>
<b>Valeurs estimatives</b>	<b>77 643</b>	<b>37 762</b>	<b>2 419</b>	<b>15 800</b>	<b>133 624</b>	<b>144 940</b>	<b>156 012</b>

(1) Le groupe Crédit Agricole S.A. détient, au 30 juin 2004, 20 903 158 actions propres classées dans la catégorie des Actions et autres titres à revenu variable - titres de placement pour un montant de 378 884 milliers d'euros. Leur valeur nominale unitaire est de 3 euros et leur valeur boursière unitaire au 30 juin 2004 s'élève à 20 euros.

Il n'y a pas de transfert des titres de transaction vers les titres de placement au cours du premier semestre 2004 alors qu'il s'élevait à 870 millions d'euros en 2003. Le montant des titres du portefeuille d'investissement transférés en titres de placement s'élève à 1 934 millions d'euros. Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance au cours du premier semestre 2004 s'est élevé à 46 millions d'euros contre 489 millions d'euros en 2003.

## Note 6 • Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme non consolidés

Sont détaillées ci-après les participations non consolidées d'une valeur brute supérieure à 50 millions d'euros

	Valeur brute comptable (en millions d'euros)			% de capital détenu par des sociétés du Groupe		
	30/06/04	31/12/03	30/06/03	30/06/04	31/12/03	30/06/03
Banco Bisel <sup>(2)</sup>	131	131	131	N/A	N/A	N/A
Banque Française de l'Orient	192			99,7		
Crédit Logement (titres A)	222	193	164	16,5	16,5	16,5
Credit Logement (titres B)	202	181	151	16,5	16,1	16,5
Emporiki Bank (Banque Commerciale de Grèce)	331	331	331	9,0	9,0	9,0
Resona Trust and Banking	86	86	86	5,0	5,0	5,0
SEFA <sup>(1)</sup>	57	67	67	100,0	100,0	100,0
Veolia Environnement		77	77		0,8	0,8
Wafabank		52	52		14,8	14,8
1301 Sixth Avenue	63	61	67	18,5	18,3	18,3
Avances en comptes courants d'associés	383	443	501			
Autres titres	1 984	1 910	1 939			
<b>Valeur brute <sup>(3)</sup></b>	<b>3 651</b>	<b>3 532</b>	<b>3 566</b>			
Provisions	(855)	(802)	(782)			
Créances rattachées	25	17	20			
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>2 821</b>	<b>2 747</b>	<b>2 804</b>			
Valeurs estimatives	3 063	3 017	2 987			

(1) Titres non consolidés en application du règlement CRC 99-07 (apport non significatif).

(2) Société déconsolidée au 01/01/2002 et reprise pour sa valeur à la date de déconsolidation ; les titres sont provisionnés à 100 %; Par ailleurs, dans les comptes individuels, la valeur des titres (236 millions d'euros) est également provisionnée ; le 17 mai 2002, la Banque Centrale d'Argentine a suspendu sa licence bancaire et a confié les activités bancaires à Banco Nación ; de ce fait, Crédit Agricole S.A. n'exerce plus d'influence notable sur cette entité.

(3) dont établissements de crédit : 1 241 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 1 227 millions d'euros au 31 décembre 2003.

## Note 7 • Participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence

Sont détaillées ci-après les quote-parts d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros

Quote parts dans les sociétés mises en équivalence (en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Sociétés financières</b>	<b>12 420</b>	<b>12 011</b>	<b>11 516</b>
Al Bank Al Saudi Al Fransi	359	346	354
B.E.S.	437	433	387
Banca Intesa SpA	3 435	3 375	3 265
Caisses régionales et filiales	8 047	7 771	7 418
Tranquilidade - Tranquilidade Vida <sup>(1)</sup>	47	44	38
Autres	95	42	54
<b>Sociétés non financières</b>	<b>384</b>	<b>283</b>	<b>286</b>
Partran <sup>(1)</sup>	(124)	(124)	(123)
Eurazeo (ex Rue Impériale)	447	339	342
Autres	61	68	67
<b>Total sociétés mises en équivalence</b>	<b>12 804</b>	<b>12 294</b>	<b>11 802</b>

(1) Les sociétés Tranquilidade et Tranquilidade Vida étant des sociétés d'assurance-vie ont été reclassées en sociétés financières.

## Note 8 • Immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03	30/06/03
	Valeurs brutes	Amort.	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
- d'exploitation	4 395	2 091	2 304	2 352	2 236
- données en location simple	579	281	298	404	473
Immobilisations incorporelles <sup>(2)</sup>	4 992	985	4 007	4 029	4 013
Créances rattachées <sup>(1)</sup>	8		8	3	0
<b>Total</b>	<b>9 974</b>	<b>3 357</b>	<b>6 617</b>	<b>6 788</b>	<b>6 722</b>

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) dont 3 500 millions d'euros de fonds de commerce (relatif à la Banque de détail en France) identifié conformément au règlement 99-07 dans le cadre de la première consolidation du groupe Crédit Lyonnais.

## Note 11 • Provisions inscrites en déduction de l'actif

(en millions d'euros)	30/06/03	31/12/03	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30/06/04
Sur interbancaire	521	428		5	(5)	5	10	443
Sur créances clientèle	6 067	5 750	(202)	627	(680)	46	(41)	5 500
Sur opérations de crédit-bail	247	265	1	80	(66)		141	421
Sur portefeuilles titres (placement, TAP et investissement)	992	1 252	(2)	205	(120)	9	(107)	1 237
Sur participations et autres titres détenus à long terme	782	802	11	20	(73)	(23)	118	855
Autres	150	168	(20)	9	(5)	1	3	156
<b>Total</b>	<b>8 759</b>	<b>8 665</b>	<b>(212)</b>	<b>946</b>	<b>(949)</b>	<b>38</b>	<b>124</b>	<b>8 612</b>

## Note 12 • Ecarts d'acquisition

Sont détaillés ci-après les écarts d'acquisition d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03	30/06/03
	Valeurs brutes	Amort.	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
<b>Durée d'amortissement de 1 à 5 ans inclus</b>					
CPR Online	84	(77)	7	14	23
<b>Durée d'amortissement de 5 à 10 ans inclus</b>					
CAI (Suisse) SA	118	(31)	87	92	44
CPR AM	126	(83)	43	48	52
CPR Billets	23	(11)	12	14	15
E.F.L.	239	(55)	184	196	209
Lukas	363	(121)	242	264	287
Sofinco	990	(638)	352	414	476
<b>Durée d'amortissement de 10 à 15 ans inclus</b>					
B.E.S.	62	(23)	39	41	44
Credibom	50	(5)	45	49	
<b>Durée d'amortissement de 15 à 20 ans inclus</b>					
Banca Intesa SpA	51	(10)	41	42	43
Caisse régionale de Paris Ile de France	77	(10)	67	69	71
Eurazeo (ex Rue Impériale)	8	(1)	7	8	218
Groupe Crédit Lyonnais	6 850	(367)	6 483	6 618	6 602
Groupe Finaref Group AB (ex groupe Ellos)	224	(13)	211	181	150
Groupe Finaref	1 758	(106)	1 652	1 425	1 201
Autres sociétés	408	(184)	224	183	244
<b>Total</b>	<b>11 431</b>	<b>(1 735)</b>	<b>9 696</b>	<b>9 658</b>	<b>9 679</b>

## Note 13 • Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03	30/06/03
	Total en principal	Dettes rattachées	Total		
<b>Établissements de crédit</b>					
Comptes et emprunts :					
- A vue	15 570	12	15 582	13 757	22 425
- A terme	63 946	285	64 231	47 938	51 635
Valeurs données en pension	5 844	72	5 916	5 075	5 200
Titres donnés en pension livrée	64 030	415	64 445	58 067	58 471
<b>Total</b>	<b>149 390</b>	<b>784</b>			
<b>Valeurs nettes au bilan</b>			<b>150 174</b>	<b>124 837</b>	<b>137 731</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>					
Comptes ordinaires créditeurs	4 382	7	4 389	3 437	5 720
Comptes et avances à terme	8 538	170	8 708	10 065	10 515
<b>Total</b>	<b>12 920</b>	<b>177</b>			
<b>Valeurs nettes au bilan</b>			<b>13 097</b>	<b>13 502</b>	<b>16 235</b>

## Note 14 • Comptes créditeurs de la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03	30/06/03
	Total en principal	Dettes rattachées	Total		
Comptes ordinaires créditeurs	41 035	55	41 090	41 997	39 719
Comptes d'épargne à régime spécial					
- A vue	78 159	936	79 095	76 012	72 306
- A terme	102 569	1 911	104 480	104 192	102 300
Autres dettes envers la clientèle	51 946	696	52 642	53 977	60 293
Titres donnés en pension livrée	12 028	21	12 049	21 587	30 093
<b>Total</b>	<b>285 737</b>	<b>3 619</b>			
<b>Valeurs au bilan</b>			<b>289 356</b>	<b>297 765</b>	<b>304 711</b>

## Note 15 • Dettes représentées par un titre - Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	30/06/04				Total en principal	Dettes rattachées	Total	31/12/03	30/06/03
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans					
Bons de caisse	28	63	141	46	278	5	283	280	312
Titres du marché interbancaire	37	27	656	1 100	1 820	109	1 929	6 187	5 105
Titres de créances négociables :									
- Emis en France	18 453	8 509	7 599	1 570	36 131	70	36 201	46 761	38 005
- Emis à l'étranger	19 589	14 909	6 424	2 565	43 487	346	43 833	13 934	35 591
Emprunts obligataires	654	1 670	11 192	8 157	21 673	347	22 020	23 244	23 281
Autres dettes	106				106		106	99	119
<b>Valeurs au bilan</b>					<b>103 495</b>	<b>877</b>	<b>104 372</b>	<b>90 505</b>	<b>102 413</b>

## Note 17 • Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	30/06/03	31/12/03	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Utilisations	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/04
Risques pays	835	753	(1)		(89)		18		681
Risques d'exécution des engagements par signature	334	293	(3)	39	(27)		1	13	316
Retraites et assimilées	451	400		34	(24)	(33)		35	412
Coûts de mise en œuvre des synergies (cf note 39) :	681	836	(15)	90	(9)	(163)	1		740
Risques sectoriels et autres risques de crédit	1 393	1 418	14	173	(138)	(8)	15	(144)	1 330
Situation nette négative des participations	198	138		29	(11)		2	(12)	146
Litiges divers	601	351	1	64	(32)	(24)	1	52	413
Risque de perte lié aux mécanismes financiers internes de l'épargne - logement	93	80			(10)				70
Écarts d'acquisition passif	224	216	11	25	(17)				235
Autres	466	1 002	(66)	136	(147)	(109)	4	(28)	792
<b>Valeurs au bilan</b>	<b>5 276</b>	<b>5 487</b>	<b>(59)</b>	<b>590</b>	<b>(504)</b>	<b>(337)</b>	<b>42</b>	<b>(84)</b>	<b>5 135</b>

## Note 18 • Fonds pour risques bancaires généraux

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03	30/06/03
Épargne logement <sup>(2)</sup>	828	882	770
Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité <sup>(1)</sup>	615	615	610
CODEVI			13
Autres	444	447	662
<b>Valeurs au bilan</b>	<b>1 887</b>	<b>1 944</b>	<b>2 055</b>

(1) Ce fonds de garantie a été mis en place dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A.

(2) dont 162 millions d'euros en mars 2004 de FRBG Epargne logement identifié au Crédit Lyonnais dans le cadre de l'harmonisation des méthodes comptables réalisée en application du règlement 99-07 lors de la première consolidation.

## Note 19 • Dettes subordonnées - Analyse par durée résiduelle (en monnaie d'émission)

(en millions d'euros)	30/06/04				Dettes rattachées	Total	31/12/03	31/06/03
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans				
<b>Dettes subordonnées à terme :</b>	<b>221</b>	<b>131</b>	<b>2 029</b>	<b>8 127</b>	<b>168</b>	<b>10 676</b>	<b>10 813</b>	<b>11 287</b>
• Euro	221	131	1 716	7 893	165	10 126	10 381	10 758
• Dollar			218	198	2	418	397	493
• Yen			75	36		111	15	15
• Autres devises			20		1	21	20	21
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée : <sup>(1)</sup></b>				<b>7 089</b>	<b>92</b>	<b>7 181</b>	<b>7 638</b>	<b>6 699</b>
• Euro				7 089	92	7 181	7 622	6 582
• Dollar						0	16	40
• Yen						0	0	77
• Autres devises						0	0	
<b>Titres et emprunts participatifs</b>				<b>235</b>		<b>235</b>	<b>235</b>	<b>237</b>
<b>Avances en comptes courants d'actionnaires</b>						<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 167</b>
<b>Total en principal</b>	<b>221</b>	<b>131</b>	<b>2 029</b>	<b>15 451</b>	<b>260</b>	<b>18 092</b>	<b>18 686</b>	<b>20 390</b>
<b>Valeurs au bilan</b>						<b>18 092</b>	<b>18 686</b>	<b>20 390</b>

(1) Les T3CJ représentent 25,94 % de la ligne Euro soit un montant de 1 839 millions d'euros.

## Note 20 • Variation des capitaux propres hors FRBG

(en millions d'euros)

Capitaux propres hors FRBG (part du Groupe)

	Capital	Primes et réserves	Subvention	Écart de conversion	Total	Total des intérêts minoritaires	Total des capitaux propres hors FRBG
<b>Solde au 31 décembre 2001</b>	<b>2 911</b>	<b>11 760</b>	<b>112</b>	<b>211</b>	<b>14 994</b>	<b>690</b>	<b>15 684</b>
Dividendes versés en 2002		(535)			(535)	(35)	(570)
Dividendes reçus par les Caisses régionales et les filiales en 2002 <sup>(1)</sup>		91			91		91
Variation de capital					0		0
Élimination de titres d'auto-contrôle <sup>(2)</sup>	(7)	(35)			(42)		(42)
Variation des subventions			9		9		9
Variation de l'écart de conversion				(161)	(161)	(26)	(187)
Variation des réserves de réestimation		5			5	1	6
Résultat au 31 décembre 2002		1 064			1 064	(3)	1 061
Effet lié à l'application du règlement CRC 2000-06		4			4		4
Autres variations		2			2	(244)	(242)
<b>Solde au 31 décembre 2002</b>	<b>2 904</b>	<b>12 356</b>	<b>121</b>	<b>50</b>	<b>15 431</b>	<b>383</b>	<b>15 814</b>
Dividendes versés en 2003		(729)			(729)	(10)	(739)
Dividendes reçus par les Caisses régionales et les filiales en 2003 <sup>(3)</sup>		103			103		103
Variation de capital	1 504				1 504		1 504
Variation des primes d'émission		6 306			6 306		6 306
Variation des titres d'auto-contrôle <sup>(4)</sup>	10	53			63		63
Variation des subventions			7		7		7
Variation de l'écart de conversion				(213)	(213)	(291)	(504)
Variation des réserves de réestimation		(7)			(7)		(7)
Résultat au 31 décembre 2003		1 026			1 026	260	1 286
Changement de méthode <sup>(5)</sup>		95			95		95
Entrées de périmètre <sup>(6)</sup>					0	4 120	4 120
Rachat des minoritaires <sup>(7)</sup>					0	(18)	(18)
Autres variations		(15)			(15)	(1)	(16)
<b>Solde au 31 décembre 2003</b>	<b>4 418</b>	<b>19 188</b>	<b>128</b>	<b>(163)</b>	<b>23 571</b>	<b>4 443</b>	<b>28 014</b>

(1) dont 89 millions d'euros de dividendes reçus par les Caisses régionales.

(2) 4 334 482 actions de Crédit Agricole S.A. détenues par elle-même ou par d'autres sociétés du groupe, ne répondant pas aux conditions réglementaires de maintien au bilan consolidé (cf règlement CRC 2000-02).

(3) dont 97 millions d'euros de dividendes reçus par les Caisses régionales.

(4) Les actions d'auto-contrôle détenues par Predica depuis 2002 ont été cédées au hors groupe : 4 334 482 actions de Crédit Agricole S.A. Au 31/12/2003, 745 968 actions propres détenues par Crédit Agricole S.A. sont éliminées pour un montant de 13 392 K€. Elles étaient classées jusqu'au 30 juin 2003 dans la catégorie des Actions et autres titres à revenu variable - titres de transaction.

(5) Dont étalement des frais d'émission de dettes 119 millions d'euros et décote sur crédits sains restructurés à des conditions hors marché -24 millions d'euros

(6) L'essentiel de cette variation est représentée par les intérêts minoritaires dégagés dans les entrées en consolidation du Groupe Finaref (75,5 %) et du Groupe Crédit Lyonnais (94,8 %). D'autre part, CA Preferred Funding a émis des actions de préférence pour 2 428 millions d'euros.

(7) Concerne les sociétés CA Deveurope BV, Lukas SA, Lukas Bank et EFL ainsi que Credibom.

(en millions d'euros)

	Capitaux propres hors FRBG (part du Groupe)					Total des intérêts minoritaires	Total des capitaux propres hors FRBG
	Capital	Primes et réserves	Subvention	Écart de conversion	Total		
<b>Solde au 31 décembre 2003</b>	<b>4 418</b>	<b>19 188</b>	<b>128</b>	<b>(163)</b>	<b>23 571</b>	<b>4 443</b>	<b>28 014</b>
Dividendes versés en 2004		(801)			(801)	(205)	(1 006)
Dividendes reçus par les Caisses régionales et les filiales en 2004		106			106		106
Variation des subventions			66		66		66
Variation de l'écart de conversion				119	119	65	184
Variation des réserves de réestimation		(2)			(2)		(2)
Résultat au 30 juin 2004		1 075			1 075	157	1 232
Changement de méthode <sup>(1)</sup>		59			59		59
Sorties de périmètre <sup>(2)</sup>					0	(137)	(137)
Rachat des minoritaires <sup>(3)</sup>					0	(55)	(55)
Restructuration des lignes métiers du Groupe		(33)			(33)	31	(2)
Autres variations		(10)			(10)	(46)	(56)
<b>Solde au 30 juin 2004</b>	<b>4 418</b>	<b>19 582</b>	<b>194</b>	<b>(44)</b>	<b>24 150</b>	<b>4 253</b>	<b>28 403</b>

(1) Ce montant se compose à hauteur de 22 millions d'euros des effets de la première application du CRC 2002-10.

(2) Financière Laperouse.

(3) Groupe Finaref.

Répartition de la variation du capital selon ses origines (en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03	30/06/03
Paiement du dividende en actions	-	-	
Augmentation du capital en numéraire		445	
Augmentation du capital par apport		1 059	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 504</b>	<b>0</b>

Répartition de la variation des primes selon leurs origines (en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03	30/06/03
Paiement du dividende en actions	-	-	
Augmentation du capital en numéraire		1 860	
Augmentation du capital par apport		4 446	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>6 306</b>	<b>0</b>

## Note 20.1 • Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission (en millions de dollars)	Montant de l'émission (en millions d'euros)	30/06/04 (en millions d'euros)	31/12/03 (en millions d'euros)	30/06/03 (en millions d'euros)
CA Preferred Funding LLC	janv-03	1 500		1 233	1 188	1 377
CA Preferred Funding LLC	juil-03	550		452	435	
CA Preferred Funding LLC	déc-03		550	550	550	
Crédit Lyonnais capital SCA (1)	juil-93	350		0	0	305
Crédit Lyonnais Preferred capital 1 LLC	avr-02		750	750	750	750
<b>Total</b>		<b>2 400</b>	<b>1 300</b>	<b>2 985</b>	<b>2 923</b>	<b>2 432</b>

(1) En juillet 2003, le groupe Crédit Lyonnais a procédé au remboursement anticipé de l'émission d'actions de préférence de 350 millions de dollars effectuée en 1993 par l'intermédiaire de sa filiale luxembourgeoise, Crédit Lyonnais Capital SCA.



## Note 21 • Composition des fonds propres

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>28 403</b>	<b>28 014</b>	<b>24 634</b>
Fonds pour risques bancaires généraux	1 887	1 944	2 055
Dettes subordonnées	18 092	18 686	20 390
Autres fonds propres	19 979	20 630	22 445
<b>Total des fonds propres</b>	<b>48 382</b>	<b>48 644</b>	<b>47 079</b>

## Note 23 • Engagements hors bilan (hors entreprises d'assurance)

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Engagements donnés (hors entreprises d'assurance)</b>	<b>174 864</b>	<b>170 090</b>	<b>193 351</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>102 263</b>	<b>101 324</b>	<b>107 655</b>
Engagement en faveur d'établissements de crédit	12 363	10 921	17 735
Engagement en faveur de la clientèle	89 900	90 403	89 920
- Ouvertures de crédits confirmés	83 009	83 848	82 782
Ouverture de crédits documentaires	2 213	2 505	2 183
Autres ouvertures de crédits confirmés	80 796	81 343	80 599
- Autres engagements en faveur de la clientèle	6 891	6 555	7 138
<b>Engagements de garantie</b>	<b>62 817</b>	<b>65 186</b>	<b>69 851</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	13 355	18 666	23 166
- Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 419	1 522	1 567
- Autres garanties	11 936	17 144	21 599
Engagements d'ordre de la clientèle	49 462	46 520	46 685
- Cautions,avals et autres garanties	13 839	12 834	12 984
Cautions immobilières	86	149	134
Garantie de remboursement de crédit	6 936	6 238	5 567
Cautions	6 817	6 447	7 283
- Autres garanties d'ordre de la clientèle	35 623	33 686	33 701
<b>Engagements sur titres</b>	<b>9 784</b>	<b>3 580</b>	<b>15 845</b>
<b>Engagements reçus (hors entreprises d'assurance)</b>	<b>73 178</b>	<b>52 424</b>	<b>80 262</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>31 269</b>	<b>9 115</b>	<b>24 199</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	27 640	7 984	19 420
Engagements reçus de la clientèle	3 629	1 131	4 779
<b>Engagements de garantie</b>	<b>32 103</b>	<b>37 814</b>	<b>42 030</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	10 957	15 943	16 569
Engagements reçus de la clientèle	21 146	21 871	25 461
- Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	5 591	5 975	8 772
- Autres garanties reçues	15 555	15 896	16 689
<b>Engagements sur titres</b>	<b>9 806</b>	<b>5 495</b>	<b>14 033</b>

## Note 23.1 • Opérations de change et emprunts en devises non dénoués

(en millions d'euros)

	30/06/04		31/12/03		30/06/03	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<b>Opérations de change au comptant :</b>	<b>27 058</b>	<b>26 917</b>	<b>33 051</b>	<b>32 727</b>	<b>48 969</b>	<b>49 353</b>
Devises	17 449	23 499	26 943	27 327	38 037	40 817
Euros	9 609	3 418	6 108	5 400	10 932	8 536
<b>Opérations de change à terme :</b>	<b>713 438</b>	<b>716 225</b>	<b>636 430</b>	<b>633 515</b>	<b>677 105</b>	<b>679 605</b>
Devises	604 001	323 812	390 262	396 820	442 089	442 051
Euros	109 437	392 413	91 241	87 847	115 052	117 837
Non ventilé <sup>(1)</sup>			154 927	148 848	119 964	119 717
<b>Prêts et emprunts en devises (hors groupe Crédit Lyonnais) :</b>	<b>2 863</b>	<b>941</b>	<b>3 461</b>	<b>1 813</b>	<b>4 248</b>	<b>2 031</b>
<b>Total</b>	<b>743 359</b>	<b>744 083</b>	<b>672 942</b>	<b>668 055</b>	<b>730 322</b>	<b>730 989</b>

(1) Contribution du groupe Crédit Lyonnais.

## Note 23.2 • Opérations de titrisation et fonds dédiés

### Opérations de titrisation assurées pour le compte de la clientèle

Calyon réalise des opérations pour le compte de sa clientèle de différentes natures :

- Un portefeuille de 1,1 milliards d'euros fait, au 30 juin 2004, l'objet de titrisations réalisées sur l'Amérique du Nord avec le concours de la banque dans le cadre de 4 véhicules non consolidés (Indosuez Capital Funding IIA, Limited, Indosuez Capital Funding III, Limited, Porticoes Funding, L.P., et Indosuez Capital Funding VI, Limited) et d'un véhicule consolidé (Serves) sur lesquels la banque détient à cette date 1,4 millions d'euros de parts subordonnées, montant net de provisions ;
- Calyon gère un véhicule non consolidé créé en 1998, Hexagon Finance a.r.l., pour des opérations faites en Europe pour le compte de sa clientèle. Calyon garantit, par l'émission de lettres de crédit dont le total s'élève à 278 millions d'euros au 30 juin 2004, le risque de contrepartie attaché aux créances titrisées par ses clients pour lesquelles Hexagon Finance a.r.l. se finance par des billets de trésorerie émis sur le marché. Aucune provision n'est nécessaire au 30 juin 2004.

La banque a, par ailleurs, accordé des lignes de liquidité aux fonds intervenant dans les opérations, pour un montant total de 4,1 milliards d'euros au 30 juin 2004.

- Un portefeuille de 4,5 milliards d'euros fait, au 30 juin 2004 l'objet de titrisations réalisées sur l'Europe avec le concours de la banque dans le cadre de 3 véhicules non consolidés (LMA, H2O, et ESF). Ces véhicules se financent par l'émission sur le marché de billets de trésorerie et d'euro commercial paper. La banque a, par ailleurs, accordé des lignes de liquidité à ces entités dans le cadre

de ces opérations, pour un montant total de 4,1 milliards d'euros au 30 juin 2004.

- Calyon gère un portefeuille en Amérique du Nord porté par 2 véhicules d'asset back commercial paper non consolidés, Atlantic Asset Securitization Corp et La Fayette Asset Securitization. Calyon garantit, par l'émission de lettre de crédit dont le total s'élève à 380 millions d'euros, une quote-part du risque de défaut attaché aux créances titrisées par ses clients. La banque a, par ailleurs, accordé des lignes de liquidité à ces entités dans le cadre de ces opérations, pour un montant total de 3,7 milliards d'euros au 30 juin 2004.

### Opérations de titrisation pour compte propre

Calyon et Crédit Lyonnais réalisent des opérations de titrisation pour compte propre :

#### a) Opérations réalisées par Calyon

Calyon a réalisé depuis 2000, 9 opérations de titrisation synthétique dont les échéances vont du 31 juillet 2005 au 9 janvier 2009 dans le cadre de la gestion du portefeuille de Calyon SA et de ses succursales, portant sur 20,4 milliards d'euros d'encours essentiellement sur des grandes entreprises européennes et américaines et sur lesquelles elle a conservé des risques de « premières pertes » (tranches les plus subordonnées de chaque opération, qui n'ont pas un rating initial « investment grade ») à hauteur de 2,6 % en moyenne.

S'agissant d'opérations synthétiques, les encours concernés sont conservés à l'actif du bilan ou au hors-bilan de la banque tandis que la protection est pour l'essentiel inscrite au hors-bilan parmi les instruments financiers (dérivés de crédit achetés, cf note 24, opérations de couverture).

Les parts de risque non « investment grade » conservées par la banque s'élèvent à 517 millions d'euros, auxquelles

s'ajoute une part résiduelle des tranches « investment grade » de 413 millions d'euros.

### b) Opérations réalisées par Crédit Lyonnais

Crédit Lyonnais bénéficie au 30 juin 2004 de trois opérations de titrisation mises en place pour compte propre.

Deux de ces opérations ont été réalisées par cession d'actifs, elles représentent un encours total de 0,5 milliard d'euros au 31 décembre 2003, le Crédit Lyonnais conservant une part de risque pour un montant total de 23 millions d'euros.

Ces opérations concernent des crédits immobiliers consentis à la clientèle de particuliers du réseau France.

Crédit Lyonnais a également réalisé une opération de titrisation synthétique dont l'encours au 30 juin 2004 était de 1,9 milliard d'euros, la banque conservant un risque de premières pertes à hauteur de 4,3 millions d'euros. Ces deux opérations ont porté sur un portefeuille de crédits accordés à des grandes entreprises.

## Fonds dédiés

Calyon détient 100% de Korea 21st Century TR, fonds sud coréen consolidé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, ayant au 30 juin 2004, un encours géré total de 8,9 millions d'euros.

Calyon détient, par ailleurs, des parts de fonds qui sont consolidés après la première année d'existence lorsque la participation de Calyon est supérieure à 50% ; le détail de ces fonds est le suivant au 30 juin 2004 :

Nom du fonds	Année de création (agrément)	Montant de l'investissement Calyon en millions d'euros	Montant des encours gérés par le fonds en millions d'euros	Statut du fonds
Equalt Convertible Arbitrage	2000	60	79,8	consolidé
Equalt Pair Trading	2000	33,6	129,4	déconsolidé
Equalt Moyen Terme	1992	5,7	16,5	non consolidé (encours à fin juin 2004)
Equalt Long Terme	2001	5	29,7	non consolidé (encours à fin juin 2004)
Equalt Systematic Futures	2002	24,5	44,2	consolidé
Equalt Core Macro	2001	28,7	38,3	consolidé
Equalt Statistical Arbitrage	2002	59,4	71,4	consolidé
Equalt Fixed Income Arbitrage	2002	70,9	199,2	consolidé
Equalt Selection	2003	15,6	27,6	non consolidé (encours à fin juin 2004)
Equalt Fixed Income Arbitrage X2	2004	25	24,7	non consolidé (encours à fin juin 2004)
Liberty View Plus Funds	1998	126,3	310,2	non consolidé (Valeur décembre 2003 pour le montant des encours gérés)
Liberty View Income Fund	2001	30,1	37,6	non consolidé (Valeur décembre 2003 pour le montant des encours gérés)

## Note 24 • Opérations sur instruments financiers à terme

(en millions d'euros)

	30/06/04			31/12/03
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>416 882</b>	<b>3 205 411</b>	<b>3 622 293</b>	<b>4 330 890</b>
<b>Opérations sur marchés organisés <sup>(1)</sup></b>	<b>91 002</b>	<b>131 125</b>	<b>222 127</b>	<b>185 920</b>
Contrats à terme de taux d'intérêt	90 929	63 805	154 734	145 265
Contrats à terme de change	5	9 829	9 834	9 168
Instruments à terme sur actions et indices boursiers	68	57 491	57 559	31 487
Autres contrats à terme			0	0
<b>Opérations de gré à gré <sup>(1)</sup></b>	<b>325 880</b>	<b>3 074 286</b>	<b>3 400 166</b>	<b>4 144 970</b>
Swaps de taux	298 104	2 452 621	2 750 725	3 301 312
F.R.A.	526	396 919	397 445	557 394
Instruments à terme sur actions et indices boursiers	11 643	12 703	24 346	39 411
Autres contrats à terme	15 607	212 043	227 650	246 853
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>74 540</b>	<b>1 396 085</b>	<b>1 470 625</b>	<b>1 174 862</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>	<b>2 999</b>	<b>91 435</b>	<b>94 434</b>	<b>195 364</b>
Instruments de taux d'intérêt à terme				
• Achetés	925	48 009	48 934	7 073
• Vendus	925	35 000	35 925	13 808
Instruments sur actions et indices boursiers				
• Achetés	0	2 719	2 719	75 656
• Vendus	0	2 189	2 189	61 280
Instruments de taux de change à terme				
• Achetés	572	1 735	2 307	18 611
• Vendus	577	1 783	2 360	18 936
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>71 541</b>	<b>1 304 650</b>	<b>1 376 191</b>	<b>979 498</b>
Option de swaps de taux				
• Achetés	49	91 331	91 380	71 144
• Vendus	893	99 868	100 761	76 907
Instruments de taux d'intérêt à terme				
• Achetés	27 081	122 867	149 948	220 290
• Vendus	2 619	119 038	121 657	189 967
Instruments sur actions et indices boursiers				
• Achetés	6 776	9 962	16 738	13 179
• Vendus	545	10 265	10 810	23 677
Instruments de taux de change à terme				
• Achetés	738	411 219	411 957	165 144
• Vendus	714	421 849	422 563	165 534
Autres instruments à terme				
• Achetés			0	37
• Vendus			0	38
Dérivés de crédits				
• Achetés	32 065	7 605	39 670	46 192
• Vendus	61	10 646	10 707	7 389
<b>TOTAL</b>	<b>491 422</b>	<b>4 601 496</b>	<b>5 092 918</b>	<b>5 505 752</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

## Note 25 • Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03 pro forma	30/06/03 pro forma
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 061	6 120	3 381
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 835	6 300	3 189
Sur opérations avec la clientèle	4 243	9 112	4 493
Sur opérations de crédit-bail et de location	718	1 246	548
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 283	2 922	1 505
Autres intérêts et produits assimilés	30	160	94
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>11 170</b>	<b>25 860</b>	<b>13 210</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	(2 538)	(8 093)	(4 453)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(400)	(910)	(477)
Sur opérations avec la clientèle	(4 223)	(8 201)	(4 261)
Sur opérations de crédit-bail et de location	(376)	(420)	(137)
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(1 587)	(3 750)	(1 919)
Autres intérêts et charges assimilées	(225)	(355)	(142)
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(9 349)</b>	<b>(21 729)</b>	<b>(11 389)</b>
<b>Produits nets d'intérêts et revenus assimilés</b>	<b>1 821</b>	<b>4 131</b>	<b>1 821</b>

## Note 27 • Produits nets des commissions

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/2003 pro forma			30/06/2003 pro forma		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	80	(57)	23	148	(183)	(35)	84	(77)	7
Sur opérations internes au Crédit Agricole	51	(279)	(228)	71	(967)	(896)	36	(488)	(452)
Sur opérations avec la clientèle	813	(236)	577	1 664	(297)	1 367	869	(141)	728
Sur opérations sur titres	150	(113)	37	427	(169)	258	207	(83)	124
Sur opérations de change	10	(3)	7	159	(36)	123	50	(18)	32
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	84	(18)	66	136	(90)	46	70	(125)	(55)
Prestations de services bancaires et financiers <sup>(1)</sup>	1 852	(1 063)	789	2 881	(1 673)	1 208	1 417	(783)	634
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>3 040</b>	<b>(1 769)</b>	<b>1 271</b>	<b>5 486</b>	<b>(3 415)</b>	<b>2 071</b>	<b>2 733</b>	<b>(1 715)</b>	<b>1 018</b>
(1) dont prestations d'assurance-vie			(270)			(490)			(249)

## Note 29 • Solde des opérations sur portefeuilles de négociation

(en millions d'euros) 30/06/04 31/12/2003 pro forma

Solde des opérations sur titres de transaction et sur instruments financiers à terme	1 294	3 382
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	(78)	223
<b>Produits nets sur portefeuilles de négociation</b>	<b>1 216</b>	<b>3 605</b>

Les données du 30 juin 2003 pro forma ne sont pas disponibles.

## Note 30 • Solde des opérations sur titres de placement et de l'activité de portefeuille

(en millions d'euros) 30/06/04 31/12/2003 pro forma

<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux provisions	(34)	(48)
Reprises de provisions	35	113
<b>Dotation ou reprise nette aux provisions</b>	<b>1</b>	<b>65</b>
Plus-values de cession réalisées	590	249
Moins-values de cession réalisées	(491)	(145)
<b>Solde des plus et moins-values de cession</b>	<b>99</b>	<b>104</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>100</b>	<b>169</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux provisions	(66)	(274)
Reprises de provisions	115	143
<b>Dotation ou reprise nette aux provisions</b>	<b>49</b>	<b>(131)</b>
Plus-values de cession réalisées	57	158
Moins-values de cession réalisées	(24)	(108)
<b>Solde des plus et moins-values de cession</b>	<b>33</b>	<b>50</b>
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>	<b>82</b>	<b>(81)</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement et de l'activité de portefeuille</b>	<b>182</b>	<b>88</b>

Les données du 30 juin 2003 pro forma ne sont pas disponibles.

## Note 32 • Coût du risque

(en millions d'euros) 30/06/04 31/12/03 pro forma 30/06/03 pro forma

<b>Dotations aux provisions</b>	<b>(968)</b>	<b>(2 534)</b>	<b>(1 183)</b>
Provisions sur créances douteuses	(709)	(2 091)	(912)
Autres provisions	(259)	(443)	(271)
<b>Reprises de provisions</b>	<b>634</b>	<b>1 472</b>	<b>657</b>
Reprises de provisions sur créances douteuses	469	1 149	486
Reprises des autres provisions	165	323	171
<b>Variation des provisions</b>	<b>(334)</b>	<b>(1 062)</b>	<b>(526)</b>
Pertes sur créances douteuses irrécouvrables non provisionnées	(47)	(186)	(75)
Récupérations sur créances amorties	57	127	55
<b>Coût du risque</b>	<b>(324)</b>	<b>(1 121)</b>	<b>(546)</b>

## Note 33 • Résultat net sur actifs immobilisés

(en millions d'euros) 30/06/04 31/12/03 pro forma 30/06/03 pro forma

<b>Immobilisations financières</b>			
<b>Dotations aux provisions</b>			
Sur titres d'investissement		(4)	(1)
Sur participations et autres titres détenus à long terme	(33)	(109)	(75)
<b>Reprises de provisions</b>			
Sur titres d'investissement		2	1
Sur participations et autres titres détenus à long terme	316	136	88
<b>Dotation ou reprise nette aux provisions</b>	<b>283</b>	<b>25</b>	<b>13</b>
Sur titres d'investissement	0	(2)	0
Sur participations et autres titres détenus à long terme	283	27	13
<b>Plus-values de cession réalisées</b>			
Sur titres d'investissement	3	24	18
Sur participations et autres titres détenus à long terme	102	71	12
<b>Moins-values de cession réalisées</b>			
Sur titres d'investissement	(3)	(36)	(25)
Sur participations et autres titres détenus à long terme	(347)	(144)	(104)
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>(245)</b>	<b>(85)</b>	<b>(99)</b>
Sur titres d'investissement	0	(12)	(7)
Sur participations et autres titres détenus à long terme	(245)	(73)	(92)
<b>Solde (en perte) ou en bénéfice</b>	<b>38</b>	<b>(60)</b>	<b>(86)</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>			
Plus-values de cession	9	41	10
Moins-values de cession	(3)	(30)	(13)
<b>Solde (en perte) ou en bénéfice</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>(3)</b>
<b>Résultat net sur immobilisations</b>	<b>44</b>	<b>(49)</b>	<b>(89)</b>

## Note 34 • Impôt sur les bénéfices

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03 pro forma	30/06/03 pro forma
Impôt courant de l'exercice	(273)	(694)	(304)
(Charge) ou produit d'impôt différé de l'exercice	(244)	(28)	(72)
<b>Total</b>	<b>(517)</b>	<b>(722)</b>	<b>(376)</b>

Taux effectif d'impôt (exprimé en millions d'euros et en taux)	au 30 juin 2004		
	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	1 560	35,43%	(553)
Effet des différences permanentes		4,23%	(66)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		-4,29%	67
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		2,76%	(43)
Effet de l'imposition à 19%		-2,76%	43
Effet des autres éléments		-2,24%	35
Taux et charge effectif d'impôt		33,12%	(517)

La charge fiscale du premier trimestre 2004 se ventile de la façon suivante :

- sur résultat courant : charge d'impôt de 516 millions d'euros
- sur résultat exceptionnel : charge d'impôt de 1 million d'euros

## Note 36 • Résultat exceptionnel

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03 pro forma	30/06/03 pro forma
Pré-retraite et congés de fin de carrière	2	(16)	(7)
Primes et indemnités d'assurance		6	3
Euro			3
Systèmes d'informations et charges de restructuration	(4)	(28)	(8)
Litiges	(14)	8	6
Divers	15	9	(33)
<b>Total</b>	<b>(1)</b>	<b>(21)</b>	<b>(36)</b>

## Note 37.2 • Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition par secteur d'activité au 30 juin 2004<sup>(1) (3)</sup>

(en millions d'euros)	Banque de détail en France	Services financiers spécialisés	Métiers de gestion d'actifs	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 692</b>	<b>1 176</b>	<b>1 410</b>	<b>1 956</b>	<b>186</b>	<b>(122)</b>	<b>6 298</b>
Charges de fonctionnement	(1 234)	(678)	(681)	(1 368)	(150)	(230)	(4 341)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>458</b>	<b>498</b>	<b>729</b>	<b>588</b>	<b>36</b>	<b>(352)</b>	<b>1 957</b>
Coût du risque	(76)	(188)	(6)	(15)	(13)	(26)	(324)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>382</b>	<b>310</b>	<b>723</b>	<b>573</b>	<b>23</b>	<b>(378)</b>	<b>1 633</b>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(2)</sup>	362	(2)	4	36	139	(3)	536
Résultat net sur actifs immobilisés				41		3	44
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>744</b>	<b>308</b>	<b>727</b>	<b>650</b>	<b>162</b>	<b>(378)</b>	<b>2 213</b>
Coûts liés au rapprochement		(9)	(21)	(74)	(1)	(66)	(171)
Résultat exceptionnel		(11)	(2)	(1)		13	(1)
Impôt	(175)	(101)	(231)	(120)	(6)	116	(517)
Solde dotations / reprises provisions FRBC						55	55
<b>Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>569</b>	<b>187</b>	<b>473</b>	<b>455</b>	<b>155</b>	<b>(260)</b>	<b>1 579</b>

(1) La décomposition du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

(2) L'activité et la contribution des Caisses régionales et de leurs filiales à la banque de proximité en France sont détaillées note 37.2.1.

(3) La ventilation de l'écart d'acquisition du Crédit Lyonnais par secteur d'activité sera réalisée au plus tard le 31 décembre 2004 ; de ce fait, la répartition par secteur d'activité ne peut être donnée jusqu'au résultat net.

## Note 37.2 • Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition par secteur d'activité au 31 décembre 2003 pro forma <sup>(1) (3)</sup>

(en millions d'euros)

	Banque de détail en France	Services financiers spécialisés	Métiers de gestion d'actifs	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 312</b>	<b>2 208</b>	<b>2 635</b>	<b>4 763</b>	<b>359</b>	<b>(556)</b>	<b>12 721</b>
Charges de fonctionnement	(2 409)	(1 264)	(1 343)	(3 117)	(279)	(477)	(8 889)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>903</b>	<b>944</b>	<b>1 292</b>	<b>1 646</b>	<b>80</b>	<b>(1 033)</b>	<b>3 832</b>
Coût du risque	(157)	(356)	1	(561)	(52)	4	(1 121)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>746</b>	<b>588</b>	<b>1 293</b>	<b>1 085</b>	<b>28</b>	<b>(1 029)</b>	<b>2 711</b>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(2)</sup>	630	4	7		209	6	856
Résultat net sur actifs immobilisés				25		(74)	(49)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>1 376</b>	<b>592</b>	<b>1 300</b>	<b>1 110</b>	<b>237</b>	<b>(1 097)</b>	<b>3 518</b>
Coûts liés au rapprochement		(8)	(41)	(313)		(151)	(513)
Résultat exceptionnel	(24)	(1)	(3)	(30)	(2)	39	(21)
Impôt	(262)	(219)	(408)	(228)	(12)	407	(722)
Solde dotations / reprises provisions FRBG		2	(5)	8		126	131
<b>Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>1 090</b>	<b>366</b>	<b>843</b>	<b>547</b>	<b>223</b>	<b>(676)</b>	<b>2 393</b>

(1) La décomposition du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

(2) L'activité et la contribution des Caisses régionales et de leurs filiales à la banque de proximité en France sont détaillées note 37.2.1.

(3) La ventilation de l'écart d'acquisition du Crédit Lyonnais par secteur d'activité sera réalisée au plus tard le 31 décembre 2004 ; de ce fait, la répartition par secteur d'activité ne peut être donnée jusqu'au résultat net.

## Note 37.2 • Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition par secteur d'activité au 30 juin 2003 pro forma <sup>(1) (3)</sup>

(en millions d'euros)

	Banque de détail en France	Services financiers spécialisés	Métiers de gestion d'actifs	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 588</b>	<b>1 042</b>	<b>1 262</b>	<b>2 458</b>	<b>187</b>	<b>(309)</b>	<b>6 228</b>
Charges de fonctionnement	(1 195)	(605)	(683)	(1 595)	(146)	(204)	(4 428)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>393</b>	<b>437</b>	<b>579</b>	<b>863</b>	<b>41</b>	<b>(513)</b>	<b>1 800</b>
Coût du risque	(96)	(171)	(8)	(265)	(20)	14	(546)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>297</b>	<b>266</b>	<b>571</b>	<b>598</b>	<b>21</b>	<b>(499)</b>	<b>1 254</b>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(2)</sup>	310	4	4		99	14	431
Résultat net sur actifs immobilisés				(5)		(84)	(89)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>607</b>	<b>270</b>	<b>575</b>	<b>593</b>	<b>120</b>	<b>(569)</b>	<b>1 596</b>
Résultat exceptionnel	(6)	(8)	(4)	(2)		(16)	(36)
Impôt	(128)	(90)	(200)	(172)	(9)	223	(376)
Solde dotations / reprises provisions FRBG		1	(6)			64	59
<b>Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>473</b>	<b>173</b>	<b>365</b>	<b>419</b>	<b>111</b>	<b>(298)</b>	<b>1 243</b>

(1) La décomposition du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

(2) L'activité et la contribution des Caisses régionales et de leurs filiales à la banque de proximité en France sont détaillées note 37.2.1.

(3) La ventilation de l'écart d'acquisition du Crédit Lyonnais par secteur d'activité sera réalisée au plus tard le 31 décembre 2004 ; de ce fait, la répartition par secteur d'activité ne peut être donnée jusqu'au résultat net.



## Note 37.2.1 • Banque de détail en France - Activité et contribution des Caisses régionales et de leurs filiales

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03 pro forma	30/06/2003 pro forma
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 860</b>	<b>11 040</b>	<b>5 589</b>
Charges de fonctionnement	(3 234)	(6 359)	(3 168)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 626</b>	<b>4 681</b>	<b>2 421</b>
Coût du risque	(374)	(851)	(368)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 252</b>	<b>3 830</b>	<b>2 053</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	(2)	(56)	(30)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>2 250</b>	<b>3 774</b>	<b>2 023</b>
Résultat exceptionnel	(62)	(134)	(63)
Impôt	(682)	(1 269)	(624)
Dotations au FRBC	(81)	83	(79)
<b>Résultat net social cumulé des Caisses régionales consolidées</b>	<b>1 425</b>	<b>2 454</b>	<b>1 257</b>
<b>Résultat net social cumulé des filiales de Caisses régionales consolidées</b>	<b>23</b>	<b>46</b>	<b>25</b>
Retraitements et éliminations de consolidation	52	75	4
<b>Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (100%)</b>	<b>1 500</b>	<b>2 575</b>	<b>1 286</b>
<b>Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (25%)</b>	<b>375</b>	<b>644</b>	<b>321</b>
Retraitements et éliminations de consolidation	(105)	(97)	(89)
Profit d'augmentation dans la quote-part des réserves des Caisses régionales	2	2	
Profit d'augmentation dans la quote-part de résultat des Caisses régionales <sup>(1)</sup>	90	81	78
<b>Quote-part de résultat des mises en équivalence</b>	<b>362</b>	<b>630</b>	<b>310</b>

(1) Notamment écart entre dividendes réellement versés par Les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. et dividendes calculés au pourcentage de détention des Caisses régionales par Crédit Agricole S.A..

## Note 37.3 • Résultat net par zone géographique <sup>(1)</sup>

(en millions d'euros)	30/06/04												31/12/03 pro forma	30/06/03 pro forma	
	PNB	Charges de fonctionnement	Résultat brut d'exploitation	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôts	Coûts liés au rapprochement	Résultat exceptionnel	Impôts	Solde dotations / reprises provisions FRBC	Résultat avant amortissements des écarts d'acquisition	Résultat avant amortissements des écarts d'acquisition	Résultat avant amortissements des écarts d'acquisition
France (y compris DOM, TOM)	4 242	(3 117)	1 125	(300)	825	356	39	1 220	(87)	15	(374)	55	829	1 103	527
Autres pays de l'Espace Européen (E.E.E)	865	(556)	309	(73)	236	140	5	381	(41)	(13)	(51)	0	276	611	350
Autres pays d'Europe	212	(131)	81	(5)	76	1	0	77	0	(5)	(16)	0	56	115	61
Amérique du Nord	476	(185)	291	20	311	0	0	311	(25)	3	(41)	0	248	306	167
Amériques Centrale et du Sud	16	(8)	8	1	9	2	0	11	0	0	0	0	11	5	2
Afrique et Moyen-Orient	182	(120)	62	21	83	37	0	120	(1)	0	(14)	0	105	123	62
Asie et Océanie (hors Japon)	250	(171)	79	11	90	0	0	90	(13)	(1)	(20)	0	56	130	75
Japon	55	(53)	2	1	3	0	0	3	(4)	0	(1)	0	(2)	0	(1)
<b>Totaux</b>	<b>6 298</b>	<b>(4 341)</b>	<b>1 957 (324)</b>	<b>1 633</b>	<b>536</b>	<b>44</b>	<b>2 213</b>	<b>(171)</b>	<b>(1)</b>	<b>(517)</b>	<b>55</b>	<b>1 579</b>	<b>2 393</b>	<b>1 243</b>	

(1) La décomposition du résultat net par zone géographique est pour partie issue d'informations de gestion.

## Note 38 • Notes spécifiques à l'activité d'assurance

Les méthodes et règles d'évaluation des postes spécifiques à l'activité d'assurance sont celles prévues par le Code des assurances, conformément à la réglementation française.

### Note 38.1 • Ventilation des placements des entreprises d'assurance

	30/06/04			31/12/03			30/06/03		
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation
1-Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	3 430	3 413	3 841	3 115	3 100	3 442	2 793	2 781	3 063
2-Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM	4 085	4 014	4 245	3 781	3 726	3 738	3 589	3 531	3 121
3-Parts d'OPCVM autres que celles visées en 4	10 222	10 222	10 197	8 886	8 884	8 471	8 232	8 152	7 044
4-Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	9 154	9 154	10 397	8 275	8 275	9 696	8 528	8 528	9 906
5-Obligations et autres titres à revenu fixe	89 966	89 964	95 749	88 282	88 944	94 299	83 245	83 966	91 617
6-Prêts hypothécaires	4	4	4	4	4	4	5	5	5
7-Autres prêts et effets assimilés	343	343	343	422	422	422	428	428	428
8-Dépôts auprès des entreprises cédantes	212	212	286	2	2	2	3	3	3
9-Dépôts autres que ceux visés au 8, cautionnements en espèces et autres placements	343	343	366	1 559	1 559	1 657	1 591	1 591	1 720
10-Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	14 450	14 450	14 450	13 730	13 731	13 731	12 694	12 694	12 694
<b>Total</b>	<b>132 209</b>	<b>132 119</b>	<b>139 878</b>	<b>128 056</b>	<b>128 647</b>	<b>135 462</b>	<b>121 108</b>	<b>121 679</b>	<b>129 601</b>
<b>Retraitements de consolidation</b>		<b>(719)</b>			<b>(1 359)</b>			<b>(1 344)</b>	
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>131 400</b>			<b>127 288</b>			<b>120 335</b>	

### Note 38.2 • Ventilation des autres actifs d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Créances nées d'opérations d'assurance directe	536	300	836	337	234	571
Créances nées d'opérations de réassurance	289	9	298	207	163	370
Frais d'acquisition reportés	4	67	71	4	49	53
Evaluations techniques de réassurance			0			0
Différence de conversion-actif	283		283			0
Autres actifs			0			0
<b>Total</b>	<b>1 112</b>	<b>376</b>	<b>1 488</b>	<b>548</b>	<b>446</b>	<b>994</b>
<b>Retraitements de consolidation</b>			<b>(7)</b>			<b>(5)</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>			<b>1 481</b>			<b>989</b>

Les données 30 juin 2003 ne sont pas disponibles.

### Note 38.3 • Ventilation des provisions techniques d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Provisions pour primes non acquises	6	417	423	2	326	328
Provisions d'assurance vie	109 931		109 931	104 062		104 062
Provisions pour sinistres	1 534	824	2 358	1 167	816	1 983
Provisions pour participation aux bénéficiaires et ristournes	1 887	21	1 908	2 440	63	2 503
Provisions pour égalisation		7	7	23	8	31
Autres provisions techniques		441	441	45	415	460
<b>Total des provisions techniques brutes (hors contrats en unités de compte)</b>	<b>113 358</b>	<b>1 710</b>	<b>115 068</b>	<b>107 739</b>	<b>1 628</b>	<b>109 367</b>
Provisions techniques des contrats en unités de compte	14 466		14 466	13 702		13 702
<b>Total des provisions techniques d'assurance brutes</b>	<b>127 824</b>	<b>1 710</b>	<b>129 534</b>	<b>121 441</b>	<b>1 628</b>	<b>123 069</b>
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	(370)	(147)	(517)	(252)	(137)	(389)
<b>Total des provisions techniques nettes</b>	<b>127 454</b>	<b>1 563</b>	<b>129 017</b>	<b>121 189</b>	<b>1 491</b>	<b>122 680</b>

Les contrats stipulés au profit du Groupe en couverture de ses engagements vis-à-vis de son personnel représentent moins de 1 % des provisions techniques d'assurance.

Les données 30 juin 2003 ne sont pas disponibles.

### Note 38.4 • Ventilation des autres passifs d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	9	2	11	2	2	4
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	321	134	455	386	113	499
Dettes nées d'opérations de réassurance	349	105	454	244	201	445
Evaluations techniques de réassurance	283		283			
Report de commissions reçues des réassureurs						
Différence de conversion-passif			0	2		2
<b>Total</b>	<b>962</b>	<b>241</b>	<b>1 203</b>	<b>634</b>	<b>316</b>	<b>950</b>
<b>Retraitements de consolidation</b>			<b>(42)</b>			<b>(1)</b>
<b>Total</b>			<b>1 161</b>			<b>949</b>

Les données 30 juin 2003 ne sont pas disponibles.

## Note 38.5 • Ventilation de la marge brute des activités d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03 pro forma			30/06/03 pro forma		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Primes	8 556	675	9 231	14 802	1 190	15 992	7 582	577	8 159
Part réassurée des primes	(131)	(52)	(183)	(157)	(78)	(235)	(16)	(38)	(54)
<b>Primes nettes</b>	<b>8 425</b>	<b>623</b>	<b>9 048</b>	<b>14 645</b>	<b>1 112</b>	<b>15 757</b>	<b>7 566</b>	<b>539</b>	<b>8 105</b>
Produits des placements	3 061	39	3 100	5 907	82	5 989	2 956	42	2 998
Ajustement ACAV (plus values) <sup>(1)</sup>	227		227	3 015		3 015	1 399		1 399
Autres produits techniques			0			0			0
<b>Total des produits techniques et financiers des produits d'assurance</b>	<b>11 713</b>	<b>662</b>	<b>12 375</b>	<b>23 567</b>	<b>1 194</b>	<b>24 761</b>	<b>11 921</b>	<b>581</b>	<b>12 502</b>
Sinistres - remboursements	(4 450)	(326)	(4 776)	(6 582)	(567)	(7 149)	(3 438)	(271)	(3 709)
Part réassurée des sinistres	11	16	27	147	23	170	7	8	15
<b>Sinistres - remboursements nets</b>	<b>(4 439)</b>	<b>(310)</b>	<b>(4 749)</b>	<b>(6 435)</b>	<b>(544)</b>	<b>(6 979)</b>	<b>(3 431)</b>	<b>(263)</b>	<b>(3 694)</b>
Charges des provisions d'assurance et autres provisions techniques	(4 146)	(16)	(4 162)	(7 921)	(142)	(8 063)	(4 207)	(69)	(4 276)
Part réassurée des charges des provisions d'assurance et autres provisions techniques	2	(3)	(1)	(2)	35	33	29	9	38
<b>Charges nettes des provisions techniques</b>	<b>(4 144)</b>	<b>(19)</b>	<b>(4 163)</b>	<b>(7 923)</b>	<b>(107)</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(4 178)</b>	<b>(60)</b>	<b>(4 238)</b>
Participation aux résultats	(1 928)	(21)	(1 949)	(4 662)	(56)	(4 718)	(1 753)	(23)	(1 776)
Charges des placements	(269)	(4)	(273)	(553)	(13)	(566)	(384)	(9)	(393)
Ajustements ACAV (moins values) <sup>(1)</sup>	(2)		(2)	(2 198)		(2 198)	(1 279)		(1 279)
Autres charges techniques			0			0			0
<b>Total des charges techniques et financières des activités d'assurance</b>	<b>(10 782)</b>	<b>(354)</b>	<b>(11 136)</b>	<b>(21 771)</b>	<b>(720)</b>	<b>(22 491)</b>	<b>(11 025)</b>	<b>(355)</b>	<b>(11 380)</b>
<b>Marge brute des activités d'assurance</b>	<b>931</b>	<b>308</b>	<b>1 239</b>	<b>1 796</b>	<b>474</b>	<b>2 270</b>	<b>896</b>	<b>226</b>	<b>1 122</b>
<b>Retraitements de consolidation</b>			<b>(41)</b>			<b>(32)</b>			<b>(19)</b>
<b>Marge brute des activités d'assurance</b>			<b>1 198</b>			<b>2 238</b>			<b>1 103</b>

(1) L'évolution des ajustements ACAV en 2004 correspond à la contribution d'AF Vie ; l'information n'est pas disponible sur 2003. Les sociétés d'assurance du Groupe Crédit Agricole détiennent dans leurs portefeuilles de placement des titres émis par d'autres sociétés du Groupe ; ces titres et leurs revenus sont éliminés des états financiers consolidés. Pour donner une vision économique réaliste de l'activité d'assurance dans le compte de résultat consolidé, les revenus de ces titres ont été ensuite réintégrés dans la marge brute d'assurance, en contrepartie des produits d'intérêts.

## Note 39 • Coûts liés au rapprochement

(en millions d'euros)	30/06/04			31/12/03 pro forma	
	Coûts provisionnés nets de reprises sans objet	Coûts non provisionnés passés en charge sur l'exercice	Total	Total	
<b>Charges constatées en résultat</b>	<b>81</b>	<b>90</b>	<b>171</b>	<b>513</b>	
Dont :					
• Coût de mise en œuvre de synergies	81	85	166	374	
• Autres effets du rapprochement		5	5	139	
<b>Coûts de mise en œuvre enregistrés en situation nette (passifs identifiables)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>532</b>	
<b>Total des coûts de mise en œuvre des synergies</b>	<b>81</b>	<b>85</b>	<b>166</b>	<b>906</b>	
Dont :					
• Frais de personnel	80	6	86	626	
• Coûts informatiques	1	8	9	56	
• Coûts liés à l'immobilier	0	6	6	102	
• Autres	0	65	65	122	
	81	85	166	906	

(1) Par ailleurs, 163 millions d'euros de provisions pour coûts de mise en œuvre des synergies ont été utilisées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2004.

# Rapport d'examen limité sur les comptes semestriels consolidés

de Crédit Agricole S.A. pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004

(article L.232-7 du code du commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés, présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés du groupe Crédit Agricole S.A., relatifs à la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 8 septembre 2004

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT  
Gérard Hautefeuille

BARBIER FRINAULT & AUTRES  
ERNST & YOUNG  
Valérie Meeus

# Extrait des comptes individuels de Crédit Agricole S.A.

## Bilan de Crédit Agricole S.A. (société mère)

aux 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 30 juin 2003

### Actif

(en millions d'euros)

	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>43 599</b>	<b>36 637</b>	<b>38 681</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	2 562	211	374
Effets publics et valeurs assimilées	4 092	5 467	4 394
Créances sur les établissements de crédit	36 945	30 959	33 913
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>162 204</b>	<b>157 718</b>	<b>155 380</b>
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>2 922</b>	<b>1 660</b>	<b>3 693</b>
Autres concours à la clientèle	2 809	1 476	2 209
Comptes ordinaires débiteurs	113	184	1 484
<b>Opérations sur titres</b>	<b>11 588</b>	<b>12 388</b>	<b>10 820</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 005	8 350	6 846
Actions et autres titres à revenu variable	2 583	4 038	3 974
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>44 835</b>	<b>43 234</b>	<b>41 553</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	11 709	11 388	11 623
Parts dans les entreprises liées	32 927	31 645	29 730
Immobilisations corporelles et incorporelles	199	201	200
<b>Actions propres</b>	<b>401</b>	<b>38</b>	<b>39</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>14 819</b>	<b>15 160</b>	<b>15 924</b>
Autres actifs	6 550	6 768	6 317
Comptes de régularisation	8 269	8 392	9 607
<b>Total actif</b>	<b>280 368</b>	<b>266 835</b>	<b>266 090</b>

# Extrait des comptes individuels de Crédit Agricole S.A.

## Bilan de Crédit Agricole S.A. (société mère)

aux 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 30 juin 2003

### Passif

(en millions d'euros)

	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>29 933</b>	<b>18 768</b>	<b>20 351</b>
Banques centrales et CCP	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	29 933	18 768	20 351
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>13 106</b>	<b>13 518</b>	<b>16 241</b>
Comptes ordinaires	4 398	3 453	5 726
Comptes et avances à terme	8 708	10 065	10 515
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>162 191</b>	<b>160 539</b>	<b>155 536</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	154 531	151 907	146 826
Autres dettes	7 660	8 632	8 710
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>23 759</b>	<b>21 256</b>	<b>23 769</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>11 953</b>	<b>14 198</b>	<b>13 518</b>
Autres passifs	1 657	2 836	3 688
Comptes de régularisation	10 296	11 362	9 830
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>	<b>17 281</b>	<b>17 173</b>	<b>17 096</b>
Provisions pour risques et charges	1 169	1 186	1 260
Dettes subordonnées	16 112	15 987	15 836
<b>Fonds pour risques bancaires généraux</b>	<b>1 280</b>	<b>1 335</b>	<b>1 398</b>
<b>Capitaux propres hors FRBC</b>	<b>20 865</b>	<b>20 048</b>	<b>18 181</b>
Capital souscrit	4 421	4 421	3 976
Primes d'émission	12 260	12 260	10 400
Réserves	2 553	2 599	2 599
Report à nouveau	9	153	159
Provisions réglementées et subventions d'investissement	3	4	5
Résultat de l'exercice	1 619	611	1 042
<b>Total passif</b>	<b>280 368</b>	<b>266 835</b>	<b>266 090</b>

## Hors bilan de Crédit Agricole S.A. (société mère)

aux 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 30 juin 2003

(en millions d'euros)

	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Engagements donnés</b>	<b>19 073</b>	<b>19 516</b>	<b>20 950</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>6 088</b>	<b>6 880</b>	<b>5 708</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	4 862	4 801	4 830
Engagements en faveur du Crédit Agricole	956	1 808	687
Engagements en faveur de la clientèle	270	271	191
<b>Engagements de garantie</b>	<b>12 529</b>	<b>12 636</b>	<b>14 587</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	8 615	8 460	10 330
Engagements d'ordre du Crédit Agricole	3 497	3 759	3 840
Engagements d'ordre de la clientèle	417	417	417
<b>Engagements sur titres</b>	<b>456</b>	<b>-</b>	<b>655</b>
<b>Engagements reçus</b>	<b>4 342</b>	<b>4 293</b>	<b>4 424</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>4 203</b>	<b>4 158</b>	<b>4 266</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	383	379	204
Engagements reçus du Crédit Agricole	3 820	3 779	4 062
<b>Engagements de garantie</b>	<b>139</b>	<b>135</b>	<b>158</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	122	115	134
Engagements reçus du Crédit Agricole	5	5	6
Engagements reçus d'autres organismes	12	15	18

## Comptes de résultat Crédit Agricole S.A (société mère)

aux 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 30 juin 2003

(en millions d'euros)

	30/06/04	31/12/03	30/06/03
<b>Produits nets d'intérêts et revenus assimilés</b>	<b>(212)</b>	<b>374</b>	<b>227</b>
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>1 975</b>	<b>1 440</b>	<b>1 320</b>
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>(225)</b>	<b>(890)</b>	<b>(450)</b>
<b>Produits nets sur opérations financières</b>	<b>36</b>	<b>(109)</b>	<b>(87)</b>
<b>Autres produits nets d'exploitation bancaire</b>	<b>(14)</b>	<b>(57)</b>	<b>(9)</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 560</b>	<b>758</b>	<b>1 001</b>
<b>Charges générales de fonctionnement</b>	<b>(184)</b>	<b>(345)</b>	<b>(184)</b>
Frais de personnel	(91)	(165)	(94)
Autres frais administratifs	(83)	(159)	(80)
Dotations aux amortissements	(10)	(21)	(10)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 376</b>	<b>413</b>	<b>817</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>(47)</b>	<b>(44)</b>	<b>(1)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 329</b>	<b>369</b>	<b>816</b>
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>	<b>14</b>	<b>(226)</b>	<b>(8)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>1 343</b>	<b>143</b>	<b>808</b>
Charges liées au rapprochement CA/CL	(56)	(79)	-
Résultat net exceptionnel	0	(14)	(3)
Impôt sur les bénéfices	276	432	172
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	56	129	65
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 619</b>	<b>611</b>	<b>1 042</b>



## Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)

	Capital	Primes et réserves et report à nouveau	Provisions réglementées Subventions d'investissement	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 Décembre 2001</b>	<b>2 917</b>	<b>8 850</b>	<b>4</b>	<b>11 771</b>
Dividendes versés au titre de 2001		(535)		(535)
Variation de capital <sup>(1)</sup>				
Variation des primes d'émission <sup>(2)</sup>				
Résultat de l'exercice 2002		1 008		1 008
Autres variations	-	-	1	1
<b>Solde au 31 Décembre 2002</b>	<b>2 917</b>	<b>9 323</b>	<b>5</b>	<b>12 245</b>
Dividendes versés au titre de 2002		(729)		(729)
Variation de capital <sup>(1)</sup>	1 504			1 504
Variation des primes d'émission <sup>(2)</sup>		6 306		6 306
Résultat de l'exercice 2003		611		611
Autres variations <sup>(3)</sup>	-	112	(1)	111
<b>Solde au 31 Décembre 2003</b>	<b>4 421</b>	<b>15 623</b>	<b>4</b>	<b>20 048</b>
Dividendes versés au titre de 2003		(801)		(801)
Variation de capital <sup>(1)</sup>				
Variation des primes d'émission <sup>(2)</sup>				
Résultat au 30 Juin 2004		1 619		1 619
Autres variations	-		(1)	(1)
<b>Solde au 30 Juin 2004</b>	<b>4 421</b>	<b>16 441</b>	<b>3</b>	<b>20 865</b>

(1) Répartition de la variation du capital selon ses origines

	31/12/02	31/12/03	30/06/04
Païement du dividende en actions	77	-	-
Augmentation du capital en numéraire	51	445	-
Augmentation du capital par apport	548	1 059	-

(2) Répartition de la variation des primes selon leurs origines

	31/12/02	31/12/03	30/06/04
Païement du dividende en actions	-	-	-
Augmentation du capital en numéraire	134	1 860	-
Augmentation du capital par apport	1 192	4 446	-

(3) Autres variations de l'exercice 2003 : elles résultent pour 118 millions d'euros de l'affectation en compte de report à nouveau de l'impact du changement de méthode d'amortissement des frais d'émission des emprunts.

## Titres de participations et de filiales

Sociétés et adresses	Devise	(en millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalueur euros)		(en millions de contrevalueur euros)					
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts, avances consentis par CA S.A. encore non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par CA S.A.	Chiffre d'affaires HT de l'exercice 30/06/04	Résultat du dernier exercice clos 31/12/03	Dividendes encaissés par CA S.A. au cours de l'exercice	
		30/06/04	30/06/04	30/06/04	Valeur brute	Valeur nette						
<b>PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL CA S.A.</b>												
<b>1° Parts dans les entreprises liées établissements de crédit (plus de 50 % du capital)</b>												
BANCO BISEL	Bartolome Mire 602 2000 Rosario SANTA FE (Argentine)	Pesos	N.A.	N.A.	99,2	237	-	-	-	N.A.	N.A.	-
CA PREFERRED FUNDING LLC	C/O Crédit Agricole Indosuez 666 Third Avenue NY 10017 USA	USD	2 910	(1)	67,0	106	106	-	-	80	99	-
CL DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE	Avenue Napoléon III 20193 AJACCIO	Euros	99	-	99,8	99	23	-	-	-	-	-
CREDIT LYONNAIS	18, Rue de la République 69000 LYON	Euros	1 833	3 403	94,8	13 998	13 998	978	-	2 092	591	453
FINAREF SA	6, Rue Emile Moreau 59100 ROUBAIX	Euros	14	377	90,0	2 047	2 047	314	93	292	104	48
FONCARIS	91/93, Boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	225	108	100,0	320	320	-	-	55	31	29
IDIA PARTICIPATIONS	100, Boulevard du Montparnasse 75014 PARIS	Euros	144	101	77,9	185	185	-	-	12	9	-
CALYON	9, quai Paul Doumer 92400 COURBEVOIE	Euros	3 120	6 414	95,2	8 521	8 521	3 280	2	2 168	349	406
FINAREF GROUP AB	Box 932 501 10 Boras SWEDEN	SeK	N.S.	16	90,0	244	244	-	-	55	18	15
LUKAS SA	pL Orlat LWOWSKICH 1, 53 605 WROCLAW (Pologne)	Zlotis	1	174	19,3	90	90	44	19	25	6	-
SEGESPAR	90 Boulevard Pasteur - Immeuble Cotentin 75015 Paris Cedex	Euros	8	838	94,0	589	589	75	-	123	103	83
UCABAIL	1-3 rue du Passeur de Boulogne 92861 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	Euros	92	369	99,8	333	333	4 750	17	102	5	24
<b>2° Participations dans des établissements de crédit (10 à 50 % du capital)</b>												
BANCA INTESA S.p.A.	Piazza Paolo Ferrari, 10 20121 MILANO (Italie)	Euros	3 561	10 221	16,9	3 243	3 191	-	-	N.C	876	199
CREDIT LOGEMENT	50, Boulevard Sébastopol 75003 PARIS	Euros	1 124	55	16,5	215	215	-	68	104	49	-
CR ALPES PROVENCE	25 chemin des trois cyprès 13037 AIX EN PROVENCE CEDEX 2	Euros	160	701	25,0	210	210	4 226	-	287	70	5
CR ALSACE VOSGES	1, place de la Gare BP 440 67008 STRASBOURG CEDEX	Euros	108	532	25,0	131	131	3 466	-	177	54	4
CR ANJOU ET MAINE	40, rue Prémartine 72000 LE MANS	Euros	290	978	25,0	234	234	5 175	-	320	74	-
CR AQUITAINE	304, boulevard du Président Wilson 33076 BORDEAUX CEDEX	Euros	111	1 510	25,0	310	310	4 963	-	355	176	9
CR ATLANTIQUE VENDEE	Route de PARIS 44949 NANTES	Euros	169	844	25,1	196	196	5 438	1	320	70	5
CR BRIE	24, avenue du Maréchal Foch 77101 MEAUX	Euros	77	437	25,0	107	107	2 818	-	173	42	4
CR CALVADOS	15, esplanade Brillaud de Laujardière 14050 CAEN CEDEX	Euros	67	197	25,0	53	53	1 524	-	101	23	2

Sociétés et adresses	Devise	(en millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalleur euros)		(en millions de contrevalleur euros)					
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts, avances consentis par CA S.A. encore non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par CA S.A.	Chiffre d'affaires HT de l'exercice 30/06/04	Résultat du dernier exercice clos 31/12/03	Dividendes encaissés par CA S.A au cours de l'exercice	
		30/06/04	30/06/04	30/06/04	Valeur brute	Valeur nette						
CR CENTRE FRANCE	3, avenue de la Libération 63045 CLERMOND FERRAND CEDEX 9	Euros	139	1 412	25,0	318	318	5 378	-	379	140	10
CR CENTRE LOIRE	8,allée des collèges 18920 BOURGES CEDEX	Euros	178	806	25,0	182	182	4 752	-	296	75	5
CR CENTRE OUEST	29, boulevard de Vanteaux BP 509 87044 LIMOGES CEDEX	Euros	54	408	25,0	89	89	2 161	-	130	34	2
CR CENTRE EST	1, rue Pierre de Truchis de Lays 69541 CHAMPAGNE AU MONT D'OR	Euros	151	1 447	25,0	323	323	6 693	-	465	108	8
CR CHAMPAGNE BOURGOGNE	269, Faubourg CRONCELS 10000 TROYES	Euros	247	519	25,0	114	114	4 051	-	251	48	4
CR CHARENTE PERIGORD	rue d' EPAGNAC 269, faubourg CRONCELS BP21 16800 SOYAUX	Euros	175	283	25,0	77	77	2 272	-	156	37	3
CR CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES	12, boulevard Guillet-Maillet 17100 SAINTES	Euros	98	572	25,0	130	130	3 722	-	223	49	3
CR COTE D'ARMOR	La Croix Tual 22440 PLOUFRAGAN	Euros	95	494	25,0	118	118	2 775	-	168	72	4
CR DES SAVOIE	PAE Les Glaisins 4, av du Pré Félin 74985 ANNECY CEDEX 09	Euros	199	512	25,0	152	152	6 321	1	305	77	4
CR FINISTERE	7, route du Loch 29555 QUIMPER CEDEX 9	Euros	133	546	25,0	135	135	3 453	-	217	43	3
CR FRANCHE COMTE	11, avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX 9	Euros	131	408	25,0	109	109	3 398	-	192	47	3
CR GARD	408, chemin du Mas de Cheylon 30000 NIMES	Euros	87	283	25,0	77	77	2 079	-	150	39	2
CR ILLE ET VILAINE	19,rue du Pré Perché BP 2025X 35040 RENNES CEDEX	Euros	113	500	25,0	121	121	3 520	-	184	43	3
CR LOIRE HAUTE-LOIRE	94, rue Bergson 42000 SAINT ETIENNE	Euros	73	628	25,0	131	131	2 763	-	282	59	3
CR LORRAINE	56, 58 av André Malraux 54017 METZ CEDEX	Euros	53	482	25,0	115	115	3 363	-	204	59	2
CR MIDI	Avenue du Montpellieret - MAURIN 34977 LATTES CEDEX	Euros	103	699	25,0	162	162	3 664	-	260	68	5
CR MORBIHAN	Avenue de Kéranquen 56956 VANNES CEDEX 9	Euros	77	370	25,0	92	92	2 767	-	174	37	3
CR NORD-EST	25, rue Libergier 51100 REIMS	Euros	172	1 084	25,0	252	252	5 484	-	396	83	4
CR NORMAND	Avenue de Paris 50000 SAINT-LO	Euros	84	683	25,0	152	152	3 466	-	202	61	4
CR NORMANDIE SEINE	Cité de l'agriculture BP 800 76230 BOIS GUILLAUME CEDEX	Euros	82	654	25,0	162	162	3 680	1	284	55	4
CR OISE	18, rue d'Allonne 60000 BEAUVAIS	Euros	110	468	25,0	178	178	2 097	-	139	39	3
CR PARIS ET ILE DE FRANCE	26, quai de la Rapée 75012 PARIS	Euros	58	1 705	25,0	488	488	7 998	-	617	240	16
CR NORD DE FRANCE	27 à 33 Grande Place 62009 ARRAS	Euros	147	1 413	25,6	378	378	6 256	-	464	127	10
CR NORD MIDI PYRENEES	219, avenue Francois Verdier 81000 ALBI	Euros	141	750	25,0	181	181	4 754	-	300	84	6
CR PROVENCE COTE D'AZUR	Avenue Paul Arène les Négadis 83002 DRAGUIGNAN	Euros	74	740	25,0	166	166	3 818	-	285	64	5

Sociétés et adresses	Devise	(en millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalleur euros)		(en millions de contrevalleur euros)				
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts, avances consentis par CA S.A. encore non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par CA S.A.	Chiffre d'affaires HT de l'exercice 30/06/04	Résultat du dernier exercice clos 31/12/03	Dividendes encaissés par CA S.A. au cours de l'exercice
		30/06/04	30/06/04	30/06/04	Valeur brute	Valeur nette					
CR PYRENEES GASCOGNE 11 Bd Pt Kennedy BP 329 65003 TARBES CEDEX	Euros	80	570	25,0	139	139	3 478	-	251	55	4
CR REUNION Parc Jean de Cambiaire 97462 SAINT DENIS CEDEX	Euros	48	298	25,0	73	73	1 335	-	101	24	-
CR SOMME 500, rue Saint Fuscien 80095 AMIENS CEDEX 3	Euros	105	311	25,0	106	106	1 723	-	116	24	3
CR SUD MEDITERRANEE 30, rue Pierre Bretonneau 66000 PERPIGNAN	Euros	25	301	25,8	66	66	1 696	-	112	31	-
CR SUD RHONE ALPES 15-17, rue Paul Claudel BP 67 38041 GRENOBLE CEDEX 09	Euros	100	611	25,0	138	138	4 335	-	254	60	4
CR TOULOUSE ET MIDI TOULOUSAIN 6-7, place Jeanne d'Arc 31000 TOULOUSE	Euros	137	424	25,0	110	110	2 530	-	168	36	2
CR TOURAINE ET POITOU 18, rue Salvador Allende 86000 POITIERS	Euros	146	632	25,0	168	168	3 284	-	207	63	5
CR VAL DE FRANCE 1, rue Daniel Boutet 28000 CHARTRES	Euros	69	468	25,0	104	104	2 502	-	162	33	2
<b>3° Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50 % du capital)</b>					<b>6 161</b>	<b>6 023</b>					
CA BOURSE 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	44	437	99,5	262	262	-	-	29	130	-
CA DEVEUROPE BV C/o Corporate Services - Olympic Plaza Fred. Roeskestraat 123 1076 EE - AMSTERDAM (Pays-Bas)	Euros	6	576	100,0	594	594	-	-	-	-	-
DELFINANCES 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	151	26	100,0	171	171	-	-	19	2	2
FIRE CA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	152	(26)	51,0	78	53	-	-	1	(18)	-
PACIFICA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	112	7	60,0	72	72	-	-	156	17	-
PREDICA 50-56, rue de la Procession 75015 PARIS	Euros	430	1 957	100,0	2 342	2 342	-	6 098	933	328	313
SACAM (SACAM 1, 2, 3, SOFINCO) 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	1 602	647	100,0	1 615	1 615	5 090	-	605	88	8
SEFA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	67	3	100,0	57	57	-	-	-	2	5
SOPAR 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	43	13	100,0	75	75	-	-	6	5	-
U.I. 100, boulevard du Montparnasse 75014 PARIS	Euros	409	217	99,8	724	724	-	-	29	70	-
UNIFICA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	40	12	100,0	171	58	-	-	10	6	-
<b>4° Autres participations (10 à 50 % du capital)</b>					<b>804</b>	<b>786</b>					
BESPAR Rua Saõ Bernardo 62, 1200 LISBONNE (Portugal)	Euros	683	285	22,9	272	255	24	-	42	36	3
EURAZEO 3, rue Jacques Bingen 7 5017 PARIS	Euros	143	1 286	15,4	465	465	-	-	-	-	6
SCI SOCIETE IMMOBILIERE DE LA SEINE 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	129	-	45,5	67	66	-	-	-	3	1
<b>Autres participations (valeur d'inventaire inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole S.A.)</b>					<b>1 151</b>	<b>1 011</b>					
Parts dans les entreprises liées établissements de crédit					346	308					
Participations dans des établissements de crédit					504	489					
Autres parts dans les entreprises liées					194	126					
Autres participations					108	87					
<b>TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>					<b>44 889</b>	<b>44 228</b>					
Avances consolidables et créances rattachées					414	407					
<b>VALEURS AU BILAN</b>					<b>45 303</b>	<b>44 635</b>					

## Autres informations

### Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A. (communiqué de presse du 19 mai 2004)

L'Assemblée générale des actionnaires de Crédit Agricole S.A. s'est tenue mercredi 19 mai 2004 en présence du Président René CARRON, et de Jean LAURENT, Directeur Général.

Un millier d'actionnaires étaient présents. Avec un quorum de 68 %, l'Assemblée a pu délibérer sur l'ensemble des résolutions, y compris dans sa partie extraordinaire, qui ont toutes été adoptées dans une fourchette comprise entre 94 % et 99 % des voix.

Le dividende net de l'exercice 2003 a été fixé à 0,55 euro (hors avoir fiscal) et sera mis en paiement à compter du 28 mai 2004. A cette occasion, les actionnaires ont voté en faveur des nominations en qualité d'administrateurs de :

- Alain DIÉVAL, Directeur Général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France,
- Daniel LEBÈGUE, Président de l'Institut Français des Administrateurs,
- Michel MICHAUT, Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne.

L'Assemblée générale a également renouvelé pour trois ans les mandats de : MM. Pierre BRU, Yves COUTURIER, Pierre KERFRIDEN et Jean LE BRUN.

### Composition des organes d'administration et de direction

#### Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. (composition au 1<sup>er</sup> septembre 2004)

- **M. René CARRON**  
Président du Conseil d'Administration  
Président de la CRCAM des Savoie  
Vice-Président de la FNCA
- **M. Jean-Marie SANDER**  
Vice-Président du Conseil d'Administration  
(Représentant la SAS Rue La Boétie)  
Président de la CRCAM Alsace-Vosges  
Président de la FNCA et de la SAS Rue La Boétie
- **M. Yves COUTURIER**  
Vice-Président du Conseil d'Administration  
Directeur Général de la CRCAM Sud Rhône-Alpes  
Vice-Président de la SAS Rue La Boétie  
Secrétaire Général de la FNCA
- **M. Noël DUPUY**  
Vice-Président du Conseil d'Administration  
Président de la CRCAM de la Touraine et du Poitou  
Vice-Président de la FNCA

- **M. Pierre BRU**  
Président de la CRCAM Nord Midi-Pyrénées
- **M. Alain DIÉVAL**  
Directeur Général de la CRCAM Nord de France
- **M. Xavier FONTANET**  
Président-Directeur Général d'Essilor International
- **Mme Carole GIRAUD VALLENTIN**  
Administrateur représentant les actionnaires salariés
- **M. Roger GOBIN**  
Président de la CRCAM Atlantique-Vendée
- **M. Pierre KERFRIDEN**  
Directeur Général de la CRCAM du Finistère
- **M. Daniel LEBEGUE**  
Président de l'Institut Français des Administrateurs
- **M. Jean LE BRUN**  
Président de la CRCAM Normand
- **M. Jean-Michel LEMETAYER**  
Président de la FNSEA
- **M. Bernard MARY**  
Directeur Général de la CRCAM Nord Est
- **M. Gérard MESTRALLET**  
Président-Directeur Général de Suez
- **M. Michel MICHAUT**  
Président de la CRCAM de Champagne-Bourgogne
- **M. Jean-Pierre PARGADE**  
Président de la CRCAM Aquitaine
- **M. Corrado PASSERA**  
Administrateur Délégué de Banca Intesa
- **M. Jean-Claude PICHON**  
Directeur Général de la CRCAM du Midi
- **M. Henri CORBEL**  
Administrateur représentant les salariés
- **M. Michel GUERMEUR**  
Administrateur représentant les salariés
- **M. Henri MOULARD**  
Censeur  
Président de Truffle Venture (Invest in Europe)  
Président HM et Associés (SAS)
- **M. Daniel COUSSENS**  
Représentant du Comité d'Entreprise

## Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. (composition au 1<sup>er</sup> septembre 2004)

- **Jean LAURENT**

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

- **Edouard ESPARBES**

Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A.  
Directeur général de Calyon

- **Georges PAUGET**

Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A.  
Directeur général du Crédit Lyonnais

- **Jacques BAUDOUIN**

Directeur général délégué du Crédit Lyonnais

- **Aline BEC**

Responsable informatique d'exploitation bancaire

- **Jérôme BRUNEL**

Directeur Ressources humaines Groupe

- **Thierry COSTE**

Directeur Gestion d'Actifs et Titres /  
Services Financiers aux institutionnels  
Président Directeur Général de CAAM

- **Ariberto FASSATI**

Premier Directeur général délégué de Calyon

- **Gilles GUITTON**

Secrétaire général de Crédit Agricole S.A.

- **Jean-Frédéric de LEUSSE**

Directeur Banque de détail à l'international  
et pôle Fonds propres

- **Gilles de MARGERIE**

Directeur financier Groupe et Directeur Risques Groupe

- **Bernard MICHEL**

Directeur Fonctionnement et logistique

- **Yves PERRIER**

Directeur général délégué de Calyon

- **Patrick VALROFF**

Directeur Services financiers spécialisés,  
Président Directeur Général de Sofinco

## Renseignements concernant le capital

Le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève, depuis le 24 novembre 2003, à 4 420 567 311 euros. Il est divisé en 1 473 522 437 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

### La répartition du capital de la société au 30 juin 2004 est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
SAS Rue La Boétie <sup>(1)</sup>	783 146 587	53,15 %
SNC Crédit Agricole Transactions <sup>(2)</sup>	6 102 837	0,41 %
Titres d'auto-contrôle <sup>(3)</sup>	21 649 126	1,47 %
Public <sup>(4)</sup>	662 623 887	44,97 %
<b>Total</b>	<b>1 473 522 437</b>	<b>100 %</b>

(1) La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

(2) Actions acquises en février 2002 dans le cadre du mécanisme de liquidité mis en place lors de la cotation.

(3) Actions détenues directement dans le cadre des programmes de rachat placés au bilan de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées.

(4) dont, au 30 juin 2004, 74 347 374 titres détenus par les salariés au travers des FCPE dédiés dans les PEE du groupe.

# Table de concordance AMF

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans le cadre de ses règlements et instructions d'application d'une part et aux pages du Document de référence R.04-073 que ce présent document actualise d'autre part.

INFORMATIONS	N° de page de la brochure « Activité 2003 » du document de référence	N° de page de la brochure « Eléments financiers et juridiques » du document de référence	N° de page du présent document d'actualisation
<b>Attestations des responsables</b>			
Attestation des responsables du document de référence		190	2
Attestation des contrôleurs légaux des comptes		192	3
Politique d'information	90		
<b>Renseignements de caractère général</b>			
<b>Émetteur</b>			
Renseignements de caractère général concernant la société		166	
<b>Capital</b>			
Particularités (limitation à l'exercice des droits de vote...)		172	
Capital autorisé non émis		175	
Capital potentiel		175	
Tableau d'évolution du capital sur 5 ans		24	
<b>Marché des titres</b>			
Tableau d'évolution des cours et volumes sur 18 mois	87		
Dividendes	89	23, 175, 181	
Marché des instruments financiers		175	
<b>Capital et droit de vote</b>			
Répartition actuelle du capital et des droits de vote	87	174	77
Évolution de l'actionnariat		174	
Pactes d'actionnaires	87	174	
<b>Activité du Groupe</b>			
Organisation du Groupe			
(relations mère et filiales, information sur les filiales)	rabat de couverture, 92		
Chiffres clés du Groupe	6		
Informations chiffrées sectorielles			
(par activité, par zone géographique et / ou pays)	7	8, 40, 90, 148	10
Marchés et positionnement concurrentiel de l'émetteur	14-67		
Indicateurs de performance (création de valeur pour l'entreprise...)	89		
<b>Analyse des risques du Groupe</b>			
<b>Facteurs de risques</b>			
Risques de marchés (liquidité, taux, change, portefeuille actions)		31-47	29
Risques particuliers liés à l'activité (dont dépendance à l'égard de fournisseurs, clients, sous-traitants, contrats...)		47-49	26-30
Risques juridiques (réglementation particulière, concessions, brevets, licences, litiges significatifs, faits exceptionnels...)		48	31
Risques industriels et liés à l'environnement	86		
<b>Assurances et couverture des risques</b>			
		49	
<b>Patrimoine, situation financière et résultats</b>			
Comptes consolidés et annexe		6, 63, 98	34
Engagements hors bilan		66, 82, 100, 140	36
Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux		191	
Information financière pro forma		5, 64	7, 34
Ratios prudentiels réglementaires		20	20
Comptes sociaux		157	69
<b>Gouvernement d'entreprise</b>			
Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction, de surveillance	8	51, 52	76
Composition et fonctionnement des Comités		52, 53	
Dirigeants mandataires sociaux (rémunérations et avantages, options consenties et levées, BSA et BSPCE)		168	
Conventions réglementées		178	
<b>Évolution récente et perspectives</b>			
Évolution récente		25	6, 22
Perspectives		25	24

**Crédit Agricole S.A.**  
Société anonyme au capital de 4 420 567 311 euros  
RCS Paris 784 608 416  
91-93, boulevard Pasteur – 75015 Paris  
Tél. (33) 1 43 23 52 02  
[www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)